

L'ÉDUCATION

hebdo



SPÉCIAL AQUITAINE

En vente au C.R.D.P. de BORDEAUX

La photographie dès l'école élémentaire des enfants et des images

Comptes rendus d'expérience, conseils pratiques, un vrai guide pour l'utilisation de la photographie comme moyen pédagogique à l'école élémentaire.
(En application du Bulletin Officiel numéro 31 du 11.09.80).

30 F

2 productions du C.R.D.P. de Bordeaux
en vente par correspondance,
à la librairie pédagogique
75, cours d'Alsace-Lorraine
Bordeaux
33075
Cedex



PRÉHISTOIRE EN AQUITAINE

Alain ROUSSOT
Conservateur au Musée d'Aquitaine

36 diapositives consacrées aux principaux aspects de la préhistoire en Aquitaine.
100 pages de texte, simple et précis, constituent une initiation à l'archéologie préhistorique.

65 F

En vente au C.R.D.P. de BORDEAUX

Instruments musicaux scolaires

SONOR®

INSTRUMENTARIUM ORFF

Catalogue
complet
sur
demande

Chez votre
marchand
habituel
ou à nos
magasins



Cl. H. Dörendahl

A. LEDUC - Importateur exclusif
Fournisseur des écoles de la Ville de Paris
175, rue Saint-Honoré 75040 Paris Cedex 01 - 296.89.11

le carnet du professeur

Berty

marque et modèle déposés

**personnalisez-le
en le complétant vous-même
selon vos besoins**

mode d'emploi

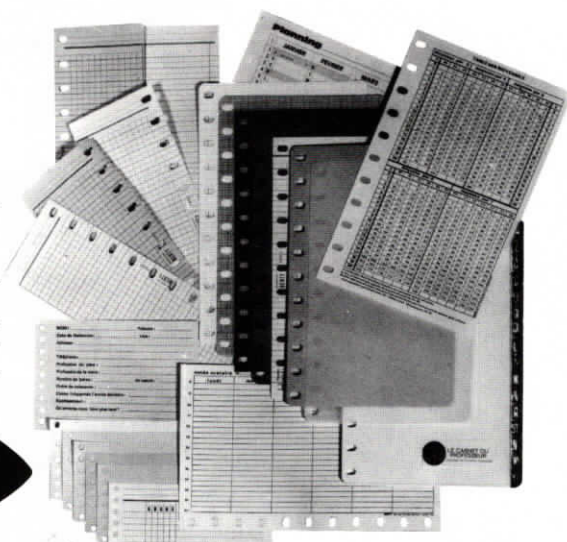
La partie droite du feuillet CP 1 est destinée à recevoir les notes en regard de chaque nom. Des surligneurs de cet emplacement, il suffira d'ajouter un feuillet étroit CP 2 qui recouvrira la partie des notations tout en laissant visibles les noms des élèves. Ce feuillet CP 2 recevra à son tour une nouvelle série de notations et ainsi de suite durant l'année scolaire. Les petits feuillets CP 2 viendront compléter le carnet de notes.

avantages

Une seule inscription des noms d'élèves. Sélection quasi automatique des rythmes de notations.
Lecture facile et immédiate des notes anecdotiques.
Très grande souplesse d'utilisation.
Retour à feuillets mobiles, soignée et de belle présentation, prévue pour un usage intensif sur plusieurs années.

de nombreux accessoires peuvent s'ajouter et vous aider dans la composition de votre carnet :

- CP 01 Feuillet de Notes large
- CP 02 Feuillet de Notes étroit
- CP 03 Intercalaires plastique de couleurs avec 8 index
- CP 10 Intercalaires carton de couleurs avec 10 index
- CP 08 Intercalaires cartes de couleurs sans index
- CP 10 Feuillet de papier uni
- CP 75 Feuillet de papier quadrillé 5/5
- CP 15 Brouillon fort quadrillé 5/5
- CP 19 Feuillet de moyenne - emploi du temps
- CP 20 Répertoire alphabétique carte bulle
- CP 23 Répertoire alphabétique - Luxe - touches renforcées
- CP 41 Pochettes plastique transparentes
- CP 21 Pochettes plastique bord renforcé couleur
- CP 03 Feuillet de papier calque
- CP 04 Feuillet de papier millimétré
- FE 1 Fiches étiquettes (5 couleurs)
- FE 2 Fiches étiquettes d'observation (A B C D)
- FE 3 Fiches étiquettes individuelles d'élèves



format unique 21 x 13,5 cm

le carnet du professeur

- vous aide dans votre travail
- contient votre documentation d'usage
- pratique
- solide
- usages multiples



demandez documentation et tarif au secrétariat de votre établissement ou écrivez :
Ets BERTY, 49, rue Claude-Bernard, 75005 Paris

une exclusivité
Berty

n° 448-449 / 12 mars 1981

- 4 en passant par l'Aquitaine
6 Bordeaux 25 mars : « rencontre » de l'éducation

approches

- 8 si l'Aquitaine m'était comptée, par Pierre Delfaud
12 la recherche comme tradition

éducations

- 16 l'école dans la tourmente régionale
20 la mémoire du vin
23 les nouveaux bûcherons
24 il faut qu'une huitre soit ouverte ou fermée
28 les médias révélateurs, entretien avec René La Borderie et Alain Jeannel, du CRDP de Bordeaux
30 mathématiques au quotidien
33 calcul sur le futur
34 les collégiens mènent l'enquête
37 la nouvelle mission des universités

cultures

- 40 il était une fois dans le Sud-Ouest
43 les rendez-vous de la Ligue
46 le rugby, « notre » jeu, par Jean Lacouture
47 vivre en Guyenne, par Jacques Ellul
48 le Béarn comme chanson, entretien avec Marcel Amont
50 l'autre voix de l'Aquitaine

- 52 soliloque pour une passion, entretien avec Geneviève Guichard

horizon Grand Sud-Ouest

- 56 par-delà l'empêchement intérieur, entretien avec Michel Eymier, délégué régional de l'INA
58 pari pour Monflanquin
61 l'idée Aquitaine, entretien avec André Labarrère, président du Conseil régional d'Aquitaine, député-maire de Pau

hebdomadaire

- 64 drogue et violence, gagner à tout prix, réactions tous azimuts

à votre service

- 66 RTS, agenda, au B.O.
68 mots croisés - échecs

photos — p. 4 : Phelps/Rapho, Serge de Sazo/Rapho, François Ducasse/Rapho ; p. 5 : Presse-Sports ; p. 6 : Lang Cîpha/Rapho ; p. 7 : Ciccione/Rapho ; p. 8 et 9 : Bernard Biraben/Rapho, Yan/Rapho ; p. 10 : Niepce/Rapho ; p. 24 : S. de Sazo/Rapho ; p. 39 : Goursat/Rapho, Niepce/Rapho ; p. 40 : F. Ducasse/Rapho ; p. 46 : Danièle Dailloux/Rapho, Presse-Sports ; p. 48 : Gérard Houin ; p. 51 : B.N. ; p. 52 : H.W. Silvester/Rapho ; p. 60 : Vaissières.

'éducation

fondée en 1945
par Gustave Monod et Louis Cros

Hebdomadaire publié par « L'éducation », association sans but lucratif qui réunit les fondateurs — l'Association d'étude pour l'expansion de la recherche scientifique, Education et Echanges, le Comité de liaison pour l'éducation nouvelle — et les auteurs et lecteurs adhérant à titre individuel.

direction

directeur : André Lichnerowicz ; administrateur délégué : Léon Silvéreano.

rédaction

rédacteur en chef : Maurice Guillot ; rédacteur en chef adjoint : Jean-Pierre Vélis ; conseiller pédagogique : Louis Porcher ; secrétariat de

rédaction-maquette : Suzanne Adells, Michel Bonnemayre ; informations : Michaëla Bobasch, Nicole Gauthier, René Guy

publicité - développement

Martine Cadas, Odette Garon, François Silvaln

conseil d'administration de l'association éditrice

bureau : André Lichnerowicz, président ; Pierre Chevalier, vice-président ; Georges Belbenoit et Léon Silvéreano, secrétaires généraux ; Yves Malécot, trésorier ; Robert Mandra, Robert Mélet, Philippe Viannay.

membres : Lazarine Bergeret, Jean-Louis Crémieux-Brihac, Irène Dupoux, Anne-Marie Franchi, Emile Gracia, Lucien Gémard, Michel Gevrey, Colette Magnier, Georges Pettit, Raymond Toraille, Yvette Servin.

rédaction, publicité, annonces

2, rue Chauveau-Lagarde - 75008 Paris
Tél. : 266-69-20/21/67

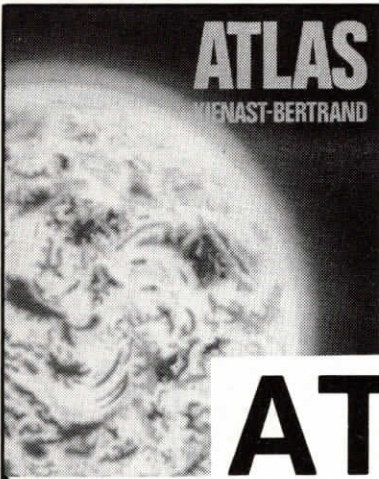
abonnements

215, boulevard Macdonald - 75019 Paris
Tél. : 202-80-88

le numéro : 5 F ; numéro spécial : 7 F ;
abonnement annuel : France 120 F, étranger 150 F (CCP 31-680-34 La Source).

Pour tout changement d'adresse, joindre une bande d'expédition et 2,80 F en timbres

ATLAS
KIENAST-BERTRAND



ATLAS

**Kienast
Bertrand**

Mise en vente

NOUVELLE ÉDITION

Juin 1980

entièrement remise à jour

Dans sa catégorie,
le plus complet, 120 pages, relié



DELAGRAVE

BORDEAUX-LE VERDON
PORT INDUSTRIEL.

24 diapositives - livret d'accompagnement 30 p.
40 F

VIENT DE PARAÎTRE...

Centre Régional de Documentation Pédagogique
75, cours d'Alsace-et-Lorraine - 33075 Bordeaux Cedex

5. COMMUNICATION EXPRESSION

AUTOSCOPIE

DESSIN RELATIONNEL

- Séances d'autoscopie en classe de 4^e. Avec l'aide de l'animateur, les élèves distinguent comment s'établissent les relations entre eux, comment ils communiquent.
- Recueil d'exercices à dominante graphique utilisés pour développer l'aptitude à la communication interindividuelle.

COLLECTION COMMUNICATION EDUCATIVE

Brochure 21 x 29,7 - 128 pages - 6 diapositives -
réf. C 778 60 F

LE GRAND ROMAN DES MOTS.

Vient de paraître.

Tout sur la rétroprojection!

Anstett-Polaris



Vous saurez tout sur la rétroprojection en retournant ce coupon à **Schwan-STABILO-France - B.P. 42 67026 Strasbourg-Cedex** qui vous fera parvenir gratuitement et sans engagement de votre part le nouvel "ABC de la rétroprojection" et la liste des Spécialistes-Conseil Rétroprojection.

**62
PAGES
GRATUITES!**

Nom _____ Prénom _____
Fonction _____
Etablissement _____
No _____ Rue _____
Code _____ Ville _____



Schwan-STABILO

“Toute connaissance est acquise par le langage, toute civilisation se propage par lui.” C’est dire l’importance de la langue pour tous ceux qui découvrent le monde et la culture.

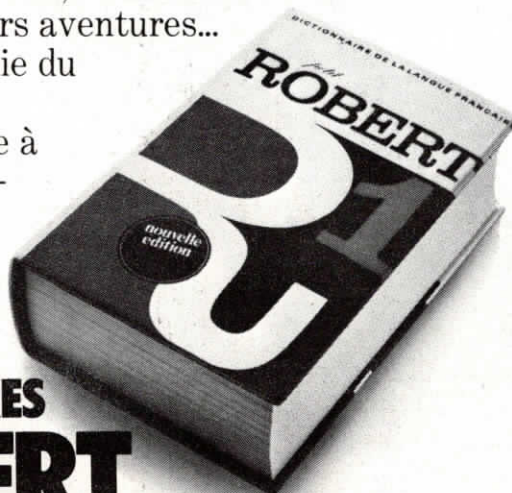
Le Petit Robert se fixe pour objectif de leur faciliter l’accès à notre patrimoine linguistique en les aidant à mieux comprendre et à s’exprimer avec plus de précision.

Le Petit Robert veut être un dictionnaire qui reste ouvert, ce n’est donc ni un inventaire, ni une compilation de termes consacrés.

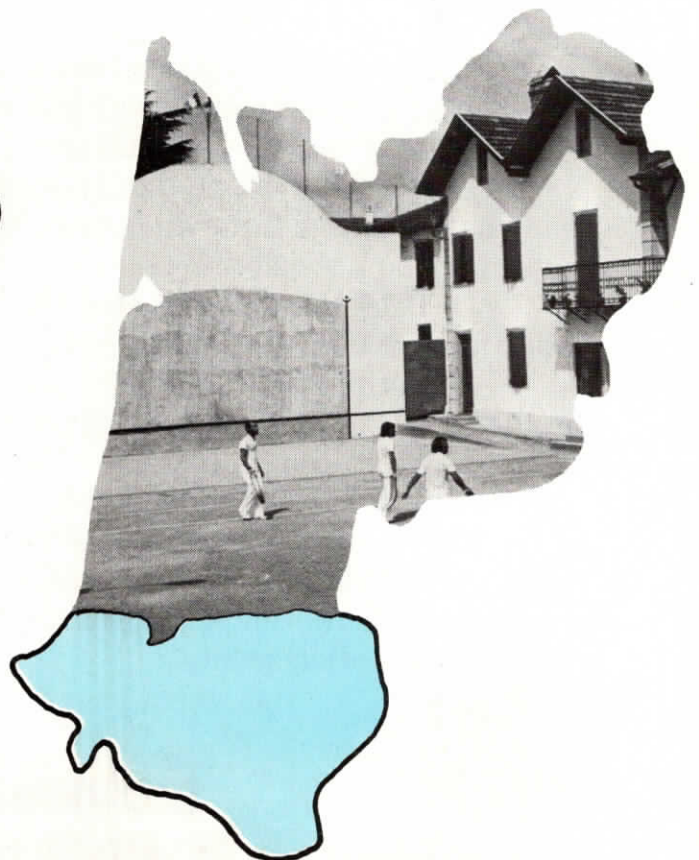
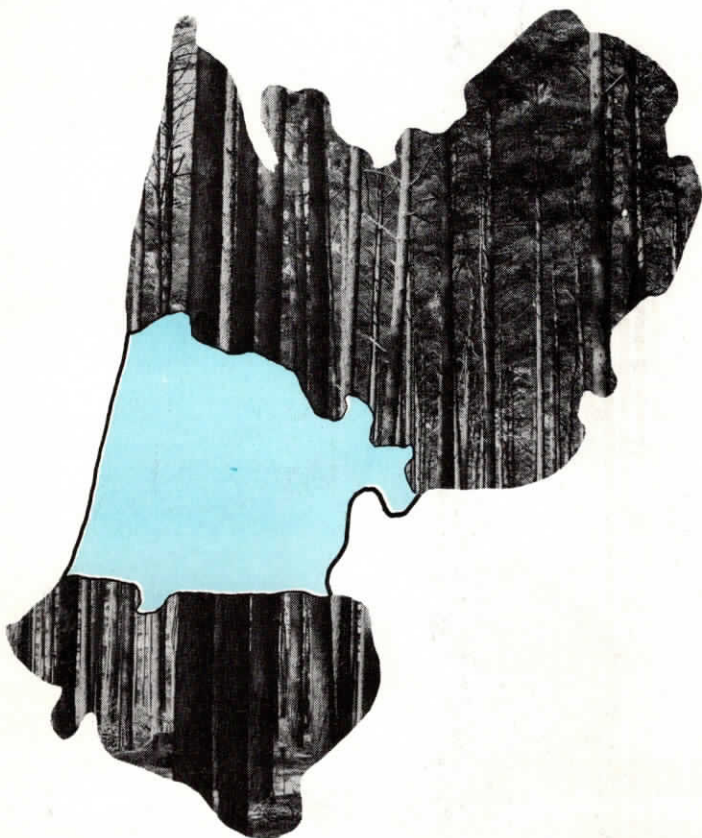
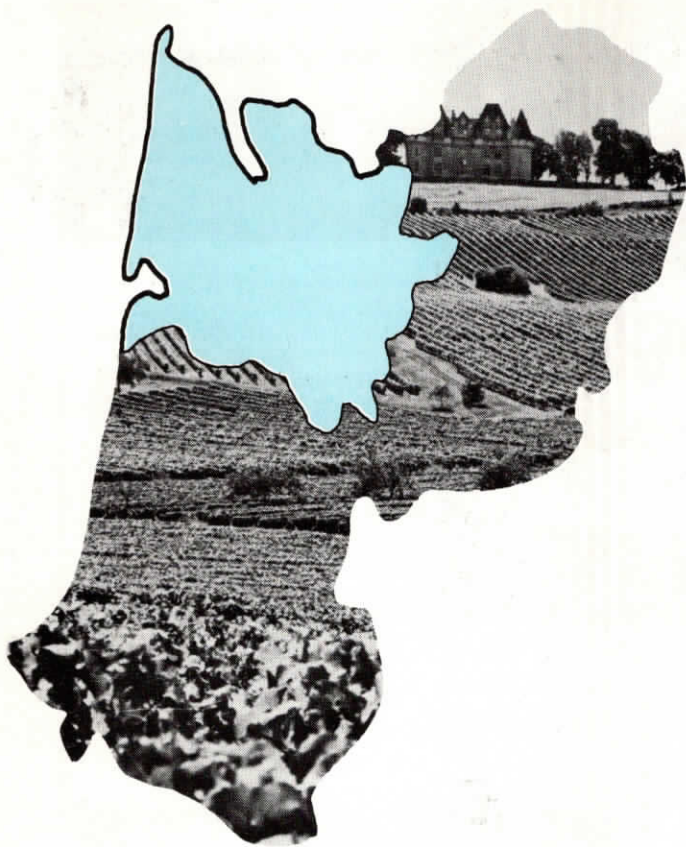
Le Petit Robert veut être passionnant, il raconte l’histoire des mots, établit leurs sens, leurs liens, illustre leurs aventures...

Le Petit Robert restitue toute la vie du langage et non son simple squelette.

Grand Roman des mots, accessible à tous, le Petit Robert peut devenir un instrument de savoir en pénétrant dans l’univers des adolescents.



**DICTIONNAIRES
LE ROBERT**





Ce n'est pas une loi, ce n'est pas une règle et ce n'est pas encore tout à fait une habitude : c'est un désir, une idée qui fait son chemin.

Depuis l'année dernière, l'éducation s'efforce de se « décentraliser ».

Hier à Rennes, aujourd'hui à Bordeaux.

Hier en Bretagne pour y réfléchir sur

« Conscience civique et formation du citoyen », aujourd'hui en Aquitaine pour aborder

« Innovation, réformes et changement dans l'école ».

Précéder la tenue de notre journée de **Rencontre** par la publication d'un numéro spécial

répond à divers objectifs : pour les Aquitains,

d'abord, c'est une occasion de se faire entendre.

C'est, pour nous, le moyen d'essayer de montrer que l'idée que nous avons de la région n'est pas une notion « provinciale » :

entre le conservatisme frileux et l'illusion futuriste, nous savons qu'il y a place pour une vie quotidienne,

partout irremplaçable. Cette vie, nous n'avons pas

la prétention d'en donner l'exact reflet en quelques pages.

Nous n'ignorons pas qu'un pays s'apprend avec patience,

à longueur de jours accumulés et lentement mûris,

mais qu'on peut aussi, guidés par de bons hôtes,

y faire une brève incursion riche d'enseignements.

Qu'on nous pardonne donc notre œil de voyeur, nos stylos impatients, nos questions empressées. Mais il arrive parfois

que, dans son bagage, l'« homme pressé » rapporte quelques éclats de vérité.

EN PASSANT PAR L'AQUITAINE

Bordeaux
25 mars 1981 / 9h30

"rencontre"
de "l'éducation"

innovation réformes et changement dans l'école

Inscrivez-vous **avant le 20 mars**
à cette « Rencontre » qui se tiendra
à l'ancienne faculté de droit de Bordeaux
(35, place Pey-Berland) et dont le programme
a été publié dans notre n° 447.



NOM et PRENOM

ADRESSE

s'inscrit au groupe de travail

- n° 1 — Innovation et réformes
- n° 2 — Innovation et changement
- n° 3 — Réformes et changement

Droit d'inscription 10 F

Inscription + déjeuner 60 F

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de **l'éducation**
(2, rue Chauveau-Lagarde, 75008 Paris) ou de la FOL
de la Gironde (12, rue Vauban, 33000 Bordeaux).

L'école a changé. Il suffit de considérer ce qu'elle était il y a trente ans pour s'en rendre compte : rapports maître-élèves, relations avec les familles et l'environnement, prolongation de la scolarité, méthodes d'éducation, nature et importance des connaissances, etc. Les parents en sont déconcertés, qui ne reconnaissent plus, dans l'enseignement donné à leurs enfants, celui qu'ils ont reçu.

Et pourtant, combien de réformes ébauchées, avortées ou trahies ? Combien d'initiatives, d'innovations, de recherches à peine exploitées ? Tant de désirs de renouveau déçus par le poids des habitudes et la nécessité de la continuité.

Comment donc se transforme l'école ?

Quelle est la part des initiatives individuelles, celle de l'évolution générale diffuse et celle de la volonté collective exprimée par ceux qui ont la charge de la traduire, au niveau suprême, par les lois et règlements ? Où, si l'on préfère, quels sont les rapports qui existent entre innovation et réforme ? Comment l'une se nourrit-elle de l'autre et dans quelles limites sait-elle, veut-elle ou peut-elle en tirer parti ?

Est-ce d'ailleurs l'innovation qui est la cause principale et directe du changement ? La créativité des enseignants, leur désir spontané de mieux répondre aux besoins des enfants, aux exigences du métier et à l'adaptation des hommes suffisent-ils à rendre compte des transformations de l'école ? Et s'il en était ainsi, quelles conditions seraient nécessaires et comment l'innovation individuelle pourrait-elle se faire connaître et diffuser les améliorations qu'elle propose dans ce grand corps qu'est l'enseignement public ? Quels sont les rôles respectifs de la recherche et de l'innovation ? En somme, **comment passe-t-on de l'acte individuel et créateur de l'enseignant au changement du système éducatif tout entier ?**

Est-ce plutôt par la voie systématique et officielle d'une réforme que se décrète, s'obtient et se généralise le changement ? A comparer l'ampleur et la lourdeur des opérations qu'elle réclame et l'incertitude des effets obtenus, le doute nous saisit. Et pourtant il est difficile de répondre par la négative puisque notre société, et les enseignants eux-mêmes, ont secrété des projets de réforme aussi passionnés et ambitieux que contradictoires. Du plan Langevin-Wallon à la réforme Haby, trop d'exemples montrent que la croyance au pouvoir de réforme existe. A l'inverse, trop d'échecs en ont fait apparaître les limites et la relative vanité.

De quoi procède donc le changement dans l'école ? **Qu'est-ce qui est voulu, obtenu ou suivi ?**

Trois groupes de réflexion s'efforceront de clarifier les rapports qui existent entre : innovation et réformes, innovation et changement, réformes et changement.

Notre Rencontre de Bordeaux veut être, comme celle de l'an passé à Rennes, l'occasion d'une pause de réflexion. L'école est, d'ailleurs, exemplaire parce qu'elle traduit en préoccupations et en espoirs de formation les problèmes que se pose la société tout entière. Ainsi notre interrogation sur un thème volontairement limité à l'école ne sera-t-elle pas sans résonance dans tous les domaines où les hommes s'efforcent de prévoir, de préparer et de maîtriser l'avenir. ■

Vue de haut, vue de loin, comment se présente l'Aquitaine au regard des spécialistes ? Pierre Delfaud,

APPROCHES

professeur de sciences économiques à l'université de Bordeaux I, directeur de recherche à l'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest (IERSO), est particulièrement bien placé pour nous présenter cette région à travers tous ses rôles.

Pour respecter cet équilibre — ô combien contemporain ! — de l'économie et de l'éducation, Jacques Wittwer, directeur du département des sciences de l'éducation et vice-président de l'université de Bordeaux II, ouvre quelques pistes pour plus de réflexion.





si l'Aquitaine m'était comptée

LA REGION que nous appelons aujourd'hui Aquitaine n'est ni un héritage direct de l'histoire, ni une donnée physique de la géographie. **L'Aquitania**, au temps de Jules César, n'occupait au plus que la Gascogne actuelle au sud de la Garonne ; à l'époque gallo-romaine, et encore sous Charlemagne, elle couvrait tout le quart sud-ouest de la France, en dessous de la Loire. Au XIII^e siècle, le Duché d'Alienor — ou d'Eléonore, suivant le camp que l'on a choisi — bien que moins étendu vers l'est, où il se heurtait au Comté de Toulouse, incluait encore la Saintonge, l'Aunis et le Poitou... Pour sa part le Bassin aquitain, tel qu'il figure sur les cartes de géographie qui ornent toujours les murs de nos classes, forme un vaste triangle entre l'océan Atlantique, le Massif Central et la chaîne des Pyrénées, constituant une région naturelle qui n'est retenue, en tant que telle, que par les services d'études de la Communauté économique européenne.

C'est dire que la région Aquitaine actuelle est une construction administrative largement arbitraire, issue

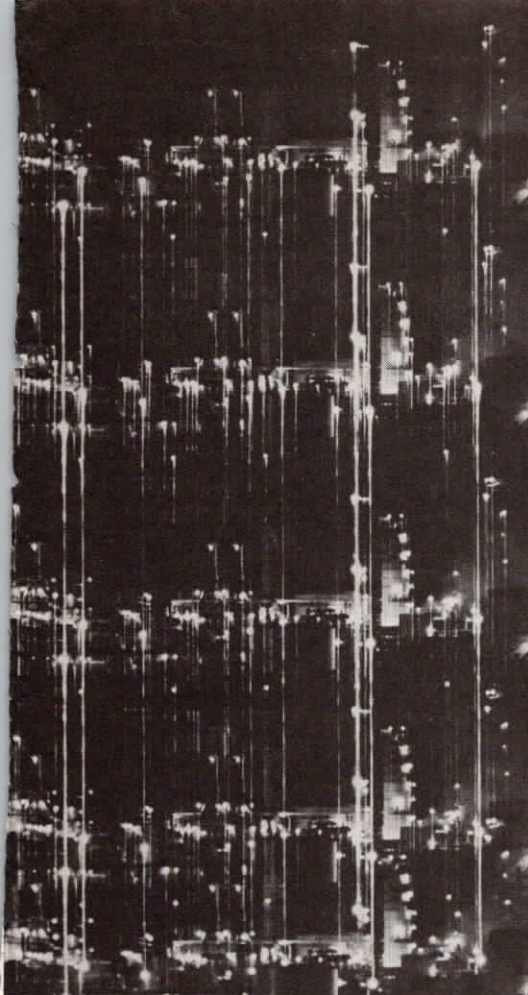
de la mise en œuvre d'une politique volontariste de développement régional et d'aménagement du territoire : **Région de programme** définie pour la première fois par l'arrêté du 28 novembre 1956, érigée en **Circonscription d'action régionale** par le décret du 2 juin 1960, puis en **Région** (tout court) par la loi du 5 juillet 1972 concrétisant ainsi, par voie législative, une partie du projet d'organisation territoriale refusé lors du référendum de 1969 (1). On se doit de noter dans cette revue que le regroupement départemental qui a finalement prévalu pour l'Aquitaine a repris les limites de l'académie de Bordeaux, jusque-là seulement circonscription scolaire et universitaire : l'éducation, une nouvelle fois, a été à la base d'une conscience régionale !

le territoire et la population

Les cinq départements ainsi regroupés — Dordogne, Gironde, Landes,

Lot-et-Garonne et Pyrénées-Atlantiques — couvrent 41 300 km², soit 7,6 % du territoire national, et comptent 2,6 millions d'habitants, soit 4,8 % de la population française. On voit donc immédiatement que la densité de population est nettement plus basse en Aquitaine que dans la France entière (62 contre 98 habitants au km²), ce qui témoigne d'un niveau plus faible d'activité et d'un moindre dynamisme économique. Le constat est encore plus net si l'on ajoute que le poids démographique de la région n'a cessé de décliner par référence à l'ensemble national depuis un siècle et, qu'actuellement encore, si la population de l'Aquitaine augmente, ce n'est que lentement : + 17,6 % entre les deux recensements extrêmes du second après-guerre (1946-1975) contre + 30 % dans la France entière, soit dans les toutes dernières années (75-80) un taux de croissance moyen annuel inférieur de moitié à la tendance nationale (+ 0,2 % contre + 0,4 %).

Ce mouvement résulte à la fois d'un très faible excédent naturel (en 1979 : taux de natalité 12,1 ‰, taux



d'activité par rapport à la population totale de 40,5 % proche de la moyenne nationale (41 %). Cependant, la part des salariés est inférieure dans la région : 75 % contre 82 % dans la France entière, et le déséquilibre infrarégional très marqué puisque presque deux emplois sur trois sont concentrés dans deux départements : Gironde (430 000) et Pyrénées-Atlantiques (200 000).

Avec plus de 80 000 demandes d'emploi actuellement, le taux de chômage en Aquitaine est supérieur à la moyenne nationale d'un point et demi si on l'exprime par rapport à la population active totale (7,8 % contre 6,3 %) et de deux points par référence au seul emploi salarié (11,5 % contre 9,5 %). Ce faisant, l'Aquitaine reste dans le peloton de tête des régions françaises en matière de chômage, mais alors qu'avant 1975, seules les autres régions méridionales (Languedoc-Roussillon, Provence-Côte-d'Azur et Midi-Pyrénées) avaient des taux supérieurs, elle a été rejointe ou dépassée depuis lors par des régions encore plus touchées par la crise telles le Nord-Pas-de-Calais, la Haute-Normandie ou la Bretagne.

Sectoriellement, l'évolution de la population active en Aquitaine se caractérise, dans les années les plus récentes, par la poursuite de la diminution de l'emploi agricole (-2,5 % en taux annuel), soit à un rythme plus faible qu'en moyenne nationale (-3,2 %) en dépit d'une proportion d'actifs agricoles plus élevée (16 % contre 10 % au recensement de 1975) ; par une baisse récente de l'emploi industriel (bâtiment inclus), du fait de la crise, à un taux annuel équivalent à celui de la France entière (-1,4 %), alors que globalement la place de l'industrie dans la région est plus faible que dans la moyenne nationale (33 % contre 38 % en 1975) ; par une progression toujours sensible, bien que ralentie, de l'emploi tertiaire à un taux annuel légèrement plus faible qu'en moyenne nationale (+1,8 % contre +2 %), dans un secteur dont le poids relatif était (toujours en 1975) à peu près équivalent en Aquitaine (51 %) et dans la France entière (52 %).

Ainsi, dans les toutes dernières années, la structure de l'emploi en Aquitaine a cessé de se rapprocher

de la moyenne nationale comme elle l'avait fait depuis la fin de la seconde guerre mondiale : le « rattrapage » industriel étant bloqué, tandis que le dégageant des effectifs agricoles est désormais plus faible que dans la France entière.

les filières de production

L'agriculture de l'Aquitaine, issue d'un système de polyculture dans des exploitations familiales de superficie réduite, a enregistré de spectaculaires mutations depuis les années 50. Elle est aujourd'hui la plus mécanisée de France et figure parmi les plus grosses utilisatrices d'engrais. Schématiquement, elle est formée de la juxtaposition de trois types « d'orientations technico-économiques » :

- des exploitations spécialisées dans des productions à forte valorisation : vins d'appellation contrôlée (16 % de la valeur de la production agricole finale de la région), fruits et légumes (11 %), tabac (3 %) ;
- des exploitations de polyculture de dimensions moyennes, associant cultures céréalières (maïs surtout) à l'élevage qui est désormais la spéculation dominante de la région (56 % de la valeur de la production en 1979, soit plus que dans la moyenne nationale : 52 %) avec une place prépondérante pour les veaux et les volailles ;
- de très grandes exploitations céréalières, en petit nombre, mais qui, jointes aux précédentes, font de l'Aquitaine la première région productrice de maïs (15 % de la production agricole régionale).

Au total, une agriculture en pleine évolution mais qui, faute d'avoir atteint des superficies moyennes d'exploitation suffisantes, n'a pas encore comblé son retard relatif par rapport à la moyenne nationale en terme de revenu par actif agricole (-30 % environ).

de mortalité 11,9 ‰ à rapprocher des taux nationaux correspondants de 14,1 ‰ et 10,1 ‰ respectivement) et d'un quasi-équilibre du solde migratoire : le départ des jeunes actifs vers d'autres régions françaises et la diminution du nombre d'entrées d'étrangers étant tout juste compensés par le retour dans la région de personnes âgées. Ainsi, 24 % des Aquitains ont plus de cinquante-cinq ans en 1980, contre moins de 20 % dans la France entière.

A l'intérieur de la région, l'écart se creuse entre les trois départements côtiers (Gironde, Pyrénées-Atlantiques et Landes) où la population s'accroît encore (bien que faiblement dans le dernier) et les deux départements intérieurs (Dordogne et Lot-et-Garonne) qui ont retrouvé, depuis les derniers recensements, leur tendance séculaire à la dépopulation.

l'emploi

Globalement, l'Aquitaine compte plus d'un million d'actifs, soit un taux

(1) Sur la mise en place des régions dans le cadre de la politique française d'aménagement du territoire, on pourra se reporter au manuel **Espace régional et aménagement du territoire**, par J. Lajugie, P. Delfaud et C. Lacour (Daloz, 1979, 884 p.).



La forêt d'Aquitaine est concentrée pour les trois quarts dans le Massif gascon qui, à lui seul, représente 10 % des forêts françaises. Elle aussi a subi de profonds changements d'orientation depuis les années 30. Vouée alors au gemmage pour la production d'essence de thérébentine, cette activité a presque totalement disparu avec la concurrence des produits de synthèse. Une réorientation a été opérée vers la production de bois de trituration destiné aux papeteries. Mais à leur tour les industries papetières du groupe de la Cellulose du Pin (filiale de Saint-Gobain) ont à faire face à une forte concurrence étrangère, ce qui entraîne la fermeture récente de certains établissements et un conflit permanent avec les sylviculteurs sur le prix des bois. D'autres perspectives sont donc à nouveau à envisager : vers le bois d'œuvre cette fois, mais dans l'immédiat, l'appareil industriel régional, formé dans ce secteur de petites unités de transformation, ne paraît pas en mesure d'absorber un volume de grumes qui va doubler d'ici à la fin du siècle avec l'arrivée en production des arbres replantés après les grands incendies de forêt de l'immédiat après-guerre.

La pêche maritime et l'ostréiculture n'occupent en terme d'emploi (moins de 1 % du total) qu'une place limitée dans la région, l'Aquitaine se situant d'ailleurs au dernier rang des régions françaises de la façade atlantique par la quantité des apports de poissons.

Cependant, localement, cette activité joue toujours un rôle important à Saint-Jean-de-Luz et sur le Bassin d'Arcachon. Si la pêche industrielle est en crise, à la fois du fait de l'épuisement de certaines espèces dans le Golfe de Gascogne — où des conflits permanents opposent pour cette raison pêcheurs français et espagnols, dans l'attente d'un accord européen sur les droits de pêche — et du fait de la concurrence extérieure du tiers monde, la vente de poisson en frais résiste bien, pour satisfaire les besoins locaux, particulièrement pendant la saison touristique. Cette complémentarité avec le tourisme est beaucoup moins évidente — bien au contraire — pour l'ostréiculture, production principalement hivernale et dont les conditions écologiques sont perturbées par l'urbanisation côtière et plus encore par le moto-nautisme.

L'industrie (bâtiment et travaux publics inclus) occupe globalement en Aquitaine, comme nous l'avons déjà dit à propos de l'emploi, une place relative plus faible que dans l'ensemble national. Toutefois, il apparaît, rétrospectivement, que la région avait comblé dans ce secteur une partie de son retard entre les recensements de population de 1954 et 1975 : 242 000 emplois à la première date (moins du quart de l'emploi total), 320 000 à la seconde (soit le tiers de l'emploi total), le gain de près de 80 000 emplois en chiffres absolus étant d'autant plus remarquable que, sur cette période, d'importantes activités anciennes ont disparu : forges de l'Adour, chantiers navals de la Gironde... ou régressé : industries traditionnelles à fort coefficient de main-d'œuvre (textile, chaussures, ameublement...). Depuis la crise, le mouvement d'industrialisation a cessé et une régression s'est même amorcée — comparable à la tendance nationale — l'effectif du secteur secondaire retombant autour de 300 000 emplois seulement : à peine plus de 200 000 dans l'industrie proprement dite, près de 100 000 dans le sous-secteur du bâtiment travaux publics, qui résiste mieux du fait des importants chantiers publics dans la région (autoroutes, Bordeaux-Mériadeck, etc.) et en relation avec le tourisme (résidences secondaires

surtout).

Si l'on veut se livrer à une analyse plus fine de l'industrie d'Aquitaine, trois ensembles sont à distinguer.

Le groupe des industries d'intérêt local en premier lieu, toujours le plus nombreux en terme d'emploi, qui, à partir de petites et moyennes entreprises familiales, couvre l'essentiel de sous-secteurs tels l'alimentaire (30 000 emplois), le bois et l'ameublement (25 000 emplois), le cuir et la chaussure (17 000 emplois), le textile et l'habillement (11 000 emplois) est en régression continue **depuis plus de vingt ans** maintenant, du fait principalement de la concurrence extérieure : Italie, Espagne, tiers-monde... Le mouvement de repli se poursuit et, pour ne pas disparaître, les entreprises de la région n'ont que deux solutions : soit se spécialiser dans un « créneau » très particulier (par exemple : conserveries de luxe ou baguettes et moulures en bois...), soit s'intégrer dans des groupes nationaux ou internationaux, après absorption et « rationalisation » de l'appareil de production (par exemple : industries laitières, confiserie, articles chaussants...).

Le groupe des industries d'intérêt national, en second lieu, a paru constituer, dans le passé récent, l'amorce d'un véritable complexe industriel aquitain. Il comprend trois sous-secteurs. Celui de l'énergie-chimie (Lacq, l'estuaire de la Gironde principalement) aura finalement déçu bien des espoirs — surtout depuis la crise pétrolière — mais occupe tout de même plus de 30 000 emplois à parts égales. Celui des constructions navales aéronautiques et de l'armement concentré autour de Bordeaux (SNIAS, Dassault) et Tarnos (Turbo-meca), qui est le produit d'une politique volontariste du gouvernement français, fait mieux que résister et compte près de 20 000 emplois au total. Celui du papier-carton enfin, après une progression spectaculaire au début des années 60, est en fort repli actuellement avec moins de 8 000 emplois désormais.

Le groupe des établissements d'entreprises multinationales (étrangères ou françaises) enfin correspond aux implantations les plus récentes. Ces

unités de production, intégrées dans des circuits qui dépassent très largement les limites de l'Aquitaine, n'ont pratiquement aucune liaison entre elles à l'échelle régionale. A tout moment, elles peuvent donc être remises en cause en fonction de la stratégie mondiale des groupes qui les contrôlent. Mais, grâce à elles, l'Aquitaine occupe maintenant une place non négligeable dans des sous-secteurs dits « de pointe » tels la construction électrique et l'électronique (IBM, Siemens, Tekelec, TRW... avec près de 10 000 emplois), la parachimie et les industries pharmaceutiques (Labaz, Sarget, etc., plus de 8 000 emplois), la mécanique automobile (Ford : 4 000 emplois) en difficulté actuellement, l'industrie du verre (BSN, etc., 3 000 emplois). On peut encore ajouter à cet ensemble la fonderie de Fumel, unité du groupe Pont-à-Mousson, beaucoup plus

ancienne, mais qui a trouvé un nouveau souffle en se spécialisant dans la fabrication de tuyaux de fonte (près de 2 000 emplois).

le tertiaire et l'organisation de l'espace

Les activités industrielles sont très inégalement réparties dans la région, surtout en ce qui concerne les deux derniers groupes. C'est ainsi que l'agglomération bordelaise (au sens large) occupe un poids relatif en Aquitaine (un quart de la population, la moitié de l'emploi industriel et tertiaire) supérieur à celui de la région parisienne dans l'ensemble national. Cette prééminence a été renforcée par le mouvement d'industrialisation des années 50 et 60, mais elle est avant tout le résultat du rôle de capitale régionale « tertiaire » qu'exerce Bordeaux. La ville compte en effet l'essentiel des centres de décisions régionaux — eux-mêmes commandés depuis Paris, bien évidemment — tant en ce qui concerne l'administration que la finance, et seule l'agglomération paloise peut apparaître (partiellement) comme une « sous-capitale » régionale. Les services « rares » (grossistes, commerces spécialisés, activités de conseil, etc.) sont également concentrés sur Bordeaux, dont le port — au cinquième rang en France — joue en outre un rôle non négligeable, bien que sa fonction régionale ne soit pas évidente : les marchandises transportées dépendant plus de l'industrie bordelaise stricto-sensu, ou de centres d'approvisionnement plus lointains (Clermont-Ferrand, la Charente...) que de la région elle-même. Mais le meilleur « indicateur » du rôle de capitale régionale de Bordeaux, celui qui synthétise tous les autres, comme l'ont montré les travaux de l'IERSO en matière de « zones d'attraction urbaines », reste la presse et le système d'information : ce sont FR 3 Aquitaine et le groupe Sud-Ouest (économiquement une des toutes premières entreprises régionales) qui affirment à partir et autour de Bordeaux une conscience régionale aquitaine.

Reste à évoquer enfin la question

L'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, fondé en 1951 par le Doyen Joseph Lajugie, est le plus ancien des instituts universitaires d'économie régionale en France et le plus important par le nombre de ses recherches (une quarantaine, sous des statuts divers, en 1981). Son activité comprend à la fois des recherches fondamentales dans des domaines tels que la construction de modèles économiques de prévision ou l'analyse urbaine, ce qui lui vaut d'être reconnu Equipe de recherche associée du CNRS depuis 1967, mais aussi des recherches appliquées sur contrat pour le compte d'organismes publics ou para-publics régionaux (EPR, etc.), nationaux (DGRST, DATAR, etc.) ou supra-nationaux (Commission européenne). Les résultats de ses recherches sont publiés régulièrement dans une revue trimestrielle : **La Revue économique du Sud-Ouest** éditée par les éditions Bière, 22, rue du Peugue à Bordeaux et, chez le même éditeur, dans une collection de l'IERSO qui comprend, à ce jour, quatre-vingts volumes parmi lesquels on peut noter, dans les parutions les plus récentes : **Vingt-cinq ans d'évolution économique et sociale de l'Aquitaine (1950-1975)** sorti en 1977 sous la direction de Joseph Lajugie, **Bordeaux dynamique d'un espace urbain**, sous la direction de Claude Lacour (1980), **Le Sud-Ouest, l'Espagne et le Marché commun**, sous la direction de Pierre Delfaud (1980).

VOS VACANCES

Prix garantis jusqu'au 31 mars 1981 pour toute inscription accompagnée de 50 % GRECE

1 semaine à Porto Héli
- Demi pension **2.229 F**

U.S.A.
Zabriskie Pist
- Circuit 16 jours **4.750 F**

CHINE
20 circuits
à partir de **9.950 F**

jstf
grandes vacances
petits prix

Jeunes sans frontière
5, rue de la Banque 75002 Paris. 261.53.21.
36, rue des Bourdonnais 75001 Paris. 236.31.62.
5, Place Ampère 69000 Lyon. 842.65.37.
16, rue du D. Mazet 38000 Grenoble. 46.36.39.

Prix au 10/02/81
Joindre 5 F en timbre pour frais d'envoi

Je désire recevoir le catalogue Jeunes sans Frontière

- Europe - Afrique
 Asie sans frontière
 Amérique sans frontière
 JSF Locations

Nom _____

Adresse complète _____



Licence A 804

du **tourisme**. Dossier controversé, en Aquitaine comme ailleurs, cette activité ne peut jouer pour l'instant dans la région qu'un rôle économique d'appoint. Qu'il s'agisse de la mise en valeur de la Côte Aquitaine — premier « gisement » touristique encore inexploité à l'échelle européenne — que la Mission Interministérielle pour l'Aménagement de la Côte Aquitaine (MIACA) essaie de maîtriser par le respect strict « d'espaces d'équilibre naturel » entre ses « unités principales d'aménagement », ou qu'il s'agisse des vallées pyrénéennes partiellement protégées par le Parc des Pyrénées occidentales, ou bien encore du Parc régional de la Haute Lande dans le Massif gascon, ou plus généralement de la véritable explosion du tourisme intérieur, à base de résidences secondaires et de circuits touristiques, en Dordogne ou dans le Lot-et-Garonne, les conflits sont permanents entre intérêts divergents, pour un gain économique qu'il ne faut pas sous-estimer, mais qui n'est qu'un appoint : appoint pour le débouché de productions locales de qualité (alimentaires surtout à défaut d'un artisanat régional), appoint pour l'emploi temporaire dans une saison très courte compte tenu des aptitudes climatiques océaniques, appoint pour le secteur du bâtiment principalement grâce à la construction ou la rénovation de résidences secondaires.

C'est dire que le tourisme ne peut pas être la vocation de l'Aquitaine, mais **une** de ses vocations, dans une région en retard relatif de développement par rapport à l'ensemble national, mais qui dispose pour l'avenir de quelques atouts : sa position méridionale qui la rend attractive, son désenclavement à l'échelle européenne du fait de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal du Marché Commun, un bon approvisionnement énergétique présent comme à terme, un niveau de formation élevé enfin des Aquitains. Car on se doit de souligner, ici, qu'au recensement de 1975, il apparaissait qu'avec plus de 6,5 % de la population âgée de dix-sept ans et plus possédant au moins le niveau du baccalauréat ou d'un brevet technique, l'Aquitaine se situait dans le groupe de tête des régions françaises de province, suivant le niveau des diplômes.

Pierre Delfaud

la r comm

JACQUES WITWER n'est pas originaire de l'Aquitaine. En réalité, cet ancien collaborateur de Jean Piaget n'est installé en Gironde que depuis treize ans, depuis qu'il dirige la section des sciences de l'éducation de l'université de Bordeaux II dont il est aussi le vice-président. Son nom fait autorité et la réputation de son département a, de longtemps, dépassé le cadre régional et même nos frontières : certains de ses anciens étudiants dirigent aujourd'hui les départements des sciences de l'éducation d'universités africaines.

Bien qu'« étranger », il se déclare très attaché à cette région parce que,

dit-il, « c'est une région où les problèmes pédagogiques et scolaires affleurent peut-être davantage qu'ailleurs. Par exemple, l'implantation de maisons pour des enfants handicapés — quelle que soit la nature de leurs difficultés — est l'une des plus fortes de France ». Comment un homme si préoccupé d'éducation aurait-il pu ne pas être sensible, en effet, à une région où il croit déceler une tradition pédagogique ? « J'ai l'impression que l'Aquitaine est une région qui a toujours donné de l'importance à l'école ; il semble d'ailleurs que le statut de l'instituteur y soit encore relativement convenable. Bien sûr il

physionomie de l'académie

effectifs

Répartition inter-départementale des 463 225 élèves scolarisés dans l'enseignement public (non compris l'enseignement spécialisé)

Départements	PREMIER DEGRE			SECOND DEGRE	TOTAL
	Pré-scolaire	Elémentaire	TOTAL	(Public)	
Dordogne.....	10 785	25 492	36 277	26 293	62 570
Gironde.....	41 423	82 880	124 303	79 275	203 578
Landes.....	9 895	20 656	30 551	22 049	52 600
Lot-et-Garonne.....	9 805	20 134	29 939	21 564	51 503
Pyrénées-Atlantiques.	17 581	34 847	52 428	40 546	92 974
Aquitaine.....	89 489	184 009	273 498	189 727	463 225

Recherche et tradition

a subi ici, comme dans toute la France, cette espèce de baisse de prestige qu'on connaît bien, mais peut-être moins qu'ailleurs. Il m'apparaît que la fonction d'instituteur reste quelque chose de considéré, ce qui se répercute, sans doute, au niveau de la qualité de l'école. En effet, sous réserve d'une enquête approfondie, je pense que la qualité de l'école primaire a moins baissé ici qu'ailleurs.» Et si l'on s'en étonne, il poursuit : « Il y a là, en Aquitaine, une zone de culture, un phénomène culturel très important : c'est un endroit un peu protégé du fait qu'il est au bout de l'Europe. Si l'on y

ajoute la réelle influence anglaise, on peut peut-être comprendre cette espèce de tradition de l'éducation où la rigueur latine est tempérée, car il n'y a pas de doute que l'éducation anglo-saxonne marque encore ces régions. »

Cette singularité d'une tradition encore bien vivante dans le primaire n'a pas porté ses fruits dans l'enseignement secondaire. Selon Jacques Wittwer, en Aquitaine comme ailleurs, la réforme des CES est passée comme un moule uniforme à l'ensemble du territoire, ce territoire transformé aussi par les nombreuses migrations intérieures : « Au moins

une personne sur trois, sinon plus, qui habitent l'agglomération bordelaise, par exemple, n'est pas bordelaise. En général, dans les familles qui habitent ici, les enfants sont déjà en âge d'aller au collège parce qu'on se déplace plus facilement avec de grands enfants qu'avec des petits. En fait, le secondaire serait ici peu différent de ce qui se passe ailleurs. »

La singularité, donc, serait dans la tradition. Il faut y revenir car, le plus souvent, qui dit tradition sous-entend conservatisme, passéisme, pourquoi pas ? Cela évoque plutôt une communauté éducative repliée frileusement sur ses habitudes anciennes. Or il n'en est rien ; la tradition, ici, serait au contraire la préservation d'un désir de progrès : « Il existe une forte tradition culturelle dans ces pays du Sud-Ouest. Il est très curieux de constater, par exemple, qu'il y a toujours eu, ici, une recherche pédagogique. On trouve dans les archives de certaines petites villes, paraît-il, des recherches sur l'enseignement de la lecture, par exemple. Il faudrait lancer des chercheurs dans les archives à ce sujet. »

Et ce désir nous conduit naturellement d'hier à aujourd'hui car « il est certain que l'Aquitaine est une des régions où existe véritablement une articulation entre la recherche universitaire et la recherche pédagogique sur le terrain. Il y a une importante activité de recherche dans le Sud-Ouest, notamment, pour ne citer que la plus connue, celle qui porte sur l'iconologie, ce qu'on appelle — mal — l'audiovisuel, particulièrement à travers le fameux mouvement d'initiation à la culture audiovisuelle (CAV). » L'Aquitaine, pays de recherche, en somme ?

Jean-Pierre Vélis

de Bordeaux en 1979-1980

établissements

Ventilation inter-départementale
des établissements publics d'enseignement

Départements	PREMIER DEGRE (Public)			SECOND DEGRE (Public)			
	Pré-scolaire	Elémentaire	TOTAL	Ly.	Col.	L.E.P.	TOTAL
Dordogne.....	76	497	575	8	39	8	55
Gironde.....	253	768	1 018	19	90	25	134
Landes.....	56	367	423	5	31	9	45
Lot-et-Garonne.....	84	334	418	7	28	7	42
Pyrénées-Atlantiques.	134	646	780	11	48	17	76
Aquitaine.....	603	2 612	3 215	50	236	66	352

Le BAIN LINGUISTIQUE®

plonge les jeunes
dans la vie de
la langue choisie...



Publicité Orbis

Multiples formules de séjours en :
Angleterre, Allemagne, Espagne,
Irlande, Ecosse, Autriche, Italie,
Malte, Japon, USA, Mexique,
Turquie, Ceylan, URSS*

L'Association "Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels" (S.I.L.C.), sans but lucratif, agréée par le Secrétariat de la Jeunesse et des Sports (n° 16.64) et le Commissariat au Tourisme (n° 70.027), offre toutes possibilités de "Bain Linguistique" de toutes durées et à toutes époques de l'année : Séjours en famille ; Séjours scolaires encadrés ; Séjours indépendants avec appui local ; Séjours "Entente cordiale" avec pratique de sports en Angleterre ; Séjours au pair ; Echanges individuels, etc., pour jeunes scolaires, étudiants et adultes (recyclage). Possibilité cours Duel-Licence.

* Séjours en Instituts Cours de langue
S.I.L.C. accepte avec plaisir la collaboration de collègues comme correspondants locaux en France et professeurs-inspecteurs à l'étranger.



Pour tout connaître sur cette Association qui présente toutes garanties de sécurité, de sérieux et d'efficacité, et choisir la formule de Bain Linguistique qui correspond à vos désirs, demandez - tout de suite - la documentation complète et gratuite.

BON A REMPLIR ET A RETOURNER A S.I.L.C.
Service 103
16022 ANGOULÊME CEDEX

Je désire recevoir - gracieusement - une documentation complète sur l'Association S.I.L.C. et le choix de "Bain Linguistique" à l'étranger.

Pays envisagé(s) : _____

Pour : Jeune (âge _____) Etudiant Adulte

NOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POST. : _____ VILLE : _____

Bureaux Paris : tél. 250.71.20 et 583.85.11

Prix au 1^{er} janvier 81



750^F TTC
EN KIT A PEINDRE
PTC 260 kg
en 400 kg: **1100^F**

CATALOGUE GRATUIT...
+ de 30 modèles de 200 à 2500kg
le réclamer à :
REMORQUE FRANC OCEAN
49170 S^t GEORGES sur LOIRE
TEL (41) 41-10-55 (5 lignes)

ATTELAGES
VOITURE... 600 kg
Exemples livrés avec boule,
prise et cache-boule en cadeau...
R4 R5 R12 R14 R16
1307 1510 1100
204 304 305 104
VISA LN 3CV GS GSA

216^F TTC
50 points de VENTE en FRANCE

QUE FAIRE APRÈS LE BACCALAURÉAT ?

LE GROUPE ESSEC

vous propose d'apprendre un métier ouvrant sur :

- Des carrières vivantes et variées
- Un secteur aux débouchés nombreux

3 années d'études

École des Praticiens du Commerce International

Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat

Vous êtes bachelier ou vous avez entamé des études supérieures. Vous avez de bonnes connaissances en langues étrangères.

L'EPSCI, créée par le Groupe ESSEC, peut vous apporter la formation que vous souhaitez.

2 SESSIONS D'ADMISSION :

- 15, 16 et 17 juin 1981
- 17 et 18 septembre 1981

Possibilité d'admission en 2^e année pour les titulaires de : B.T.S., D.U.T., D.E.U.G., ou équivalence en Economie, Gestion ou Commerce

1 SESSION D'ADMISSION :

- 17 et 18 septembre 1981

M Adresse

..... Age

Désire recevoir la documentation de l'EPSCI
EPSCI, B.P. 105, 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX
Tél. : 030-40-57, poste 412

l'éducation

Vivre et apprendre au pays :
à cet égard, l'Aquitaine
apparaît comme une région
de confluence. Ici, l'originel se mêle au futur.

ÉDUICATIONS

« Ici et maintenant » : issues du terroir, de la tradition tant culturelle qu'économique, des activités de l'homme trouvent naturellement leur relais dans l'enseignement. Non sans problème souvent. Avec succès parfois.

« Ici et ailleurs » : confirmant sa vocation et son goût pour la recherche et l'innovation, l'Aquitaine s'est aussi inscrite dans le peloton de tête, s'est résolument tournée vers les enjeux de demain. Dans l'éducation. Dans le monde.



l'école

Peuplé d'un peu plus de 500 000 habitants, le département des Pyrénées-Atlantiques, d'est en ouest, vit à la fois à l'heure béarnaise et à l'heure basque : deux langues, en effet, se partagent ce territoire de 7 700 kilomètres carrés. Malgré des données politiques différentes, Basques et Béarnais ont les mêmes problèmes : pour que leur langue vive et survive, elle doit avoir droit de cité dans l'école.

dans la tou

L'ENSEIGNEMENT du basque et celui du béarnais ont un point commun : ils dépendent d'une législation insuffisante. Ces langues entrent dans le cadre de la loi Deixonne sur l'enseignement des langues régionales, votée le 11 janvier 1951, et ses décrets d'application. Mise en place avec beaucoup de mauvaise volonté, elle est trop limitée. Ainsi, l'heure hebdomadaire accordée en maternelle et au primaire s'est rapidement révélée étreinte par rapport aux besoins. De plus, cette loi repose sur le volontariat et ne prévoit rien, ou peu, pour la formation des maîtres : autant d'obstacles à son application.

Dans l'enseignement secondaire, le basque et le béarnais sont enseignés dans certains collèges (à partir de la quatrième) et lycées, au même titre qu'une deuxième langue vivante. Concurrentiels alors de l'allemand, l'anglais ou l'espagnol, ils ont peu de chances d'être choisis. Il est, en effet, un peu paradoxal de considérer comme étrangère une langue qui est supposée être la langue maternelle. Depuis la loi Deixonne, malgré quelques textes ministériels ici ou là, rien d'autre n'a été fait. Dans ce domaine, c'est la plus grande prudence : on s'en remet aux maîtres enseignant

sur place ; le problème des moyens supplémentaires est pudiquement contourné, et rien n'est fait pour inciter à l'application des textes.

C'est la prudence aussi qui caractérise les autorités éducatives en place : l'inspecteur d'académie du département des Pyrénées-Atlantiques n'a pas jugé bon de nous recevoir sur cette question, ce qui rend les bilans difficiles, flous et incomplets. Les Basques, seuls, ont obtenu, en dix ans (récompense politique ou peur des violences ?) la nomination d'une conseillère pédagogique et de dix instituteurs itinérants en maternelle qui enseignent le basque aux enfants durant trois heures par semaine. Une enquête a pourtant révélé que 95 % des parents — y compris les non-bascophones — souhaitent que leurs enfants apprennent le basque à la maternelle, puisque c'est là que tout se joue.

C'est dans le primaire cependant que la situation est la plus catastrophique. Il n'y a plus d'itinérants au Pays Basque, il n'y en a pas plus en Béarn. Les instituteurs se découragent vite et ne se sentent pas soutenus. La seule aide pédagogique qui leur soit allouée, consiste en un stage de six semaines mis en place depuis

l'année dernière, à l'école normale de Pau. Mais c'est encore trop peu et rien n'est à ce jour prévu dans la formation initiale des instituteurs. Même les enfants qui ont commencé à l'école maternelle ne sont pas assurés de poursuivre l'apprentissage de leur langue à l'école primaire. Dans quelques îlots privilégiés, la situation a été un peu améliorée : c'est ainsi, par exemple, que l'association Per Noste, section béarnaise de l'Institut d'études occitanes (IEO) a diffusé dans l'enseignement élémentaire des fiches pédagogiques pour aider les enseignants, avec le concours de l'IDEN d'Orthez, M. Lemieux. Mais géographiquement, c'est très limité. Des cours sont également dispensés,

que l'anglais. Pour aller vers un véritable bilinguisme, il faut commencer par le basque ». Bien entendu, le raisonnement est valable pour le béarnais.

Ces opinions-là sont largement répandues ; elles sont même défendues presque unanimement. Mais chez les Basques comme chez les Béarnais, à ce stade les analyses divergent et on retrouve deux tendances qui s'affrontent sur le terrain politique.

D'un côté, tous ceux qui, quoi qu'il arrive, restent fidèles à l'enseignement public : s'ils militent pour la diffusion de leur langue et de leur culture, c'est dans le cadre du service public. Ils se heurtent de front à des institutions solidement républi-

ment général et plus particulièrement à celui du français. La charte propose, en classe maternelle, un enseignement de six heures (section des petits) ou de trois heures (pour les grands) dispensé par un maître itinérant, dans « toutes les écoles du territoire concerné ». Elle préconise, dans l'élémentaire, un enseignement minimum de trois heures, « puisqu'il apparaît absolument inutile de dispenser un enseignement de la langue au niveau de l'enseignement préélémentaire s'il n'est pas poursuivi au-delà à un âge où l'intégration des notions des formes linguistiques se fait plus profondément, plus consciemment, plus durablement ». Dans le secondaire, les militants de la FEN souhai-

vemente régionale

en dehors du temps scolaire, par des militants : là encore, rien n'est systématique.

Exceptionnellement dans les Pyrénées-Atlantiques, le nombre d'heures hebdomadaires accordées au basque et au béarnais a été porté de une à trois. Mais les enseignants qui les utilisent se posent beaucoup de problèmes d'ordre pédagogique : comment enseigner une langue qu'ils parlent pour la plupart, mais qu'ils n'écrivent pas ? Comment insérer cet enseignement dans des programmes déjà chargés alors que la grande préoccupation des instituteurs est l'échec scolaire ? « Nous avons presque tous la charge d'une classe unique », explique François Maïtia, qui est par ailleurs militant FEN. « Nous ne savons pas comment intégrer l'enseignement du basque, alors que notre première préoccupation est souvent d'apprendre correctement le français à nos élèves. » Sans doute, les deux phénomènes sont liés : une rupture linguistique précoce entre la langue affective et la langue sociale induit souvent une mauvaise maîtrise des deux. Pourtant, continue François Maïtia, « nous savons qu'il y a un véritable gaspillage de la langue basque. Elle est sûrement plus utile ici

caines, très centralisées et finalement, malgré des déclarations de bonnes intentions, peu intéressées aux problèmes des langues régionales, que ce soit au ministère de l'Éducation ou au sein de leurs propres instances syndicales nationales. Dans ce cadre, il est vrai, les bonnes volontés s'émoussent et se découragent. Même quand ils sont convaincus, ils ont fort à faire pour défendre leurs positions, notamment face à l'enseignement privé « officiel » (très fort dans les Pyrénées-Atlantiques), aux écoles en basque et béarnais et aux militants les plus radicaux. Ils dénoncent en outre le poids de l'Église qui a longtemps cherché à maintenir la langue pour empêcher l'émancipation (sociale et religieuse) de ses fidèles. Après plusieurs années d'hésitations, les militants de l'enseignement laïque syndiqués à la section départementale de la FEN ont publié un « Projet de charte culturelle basque, béarnaise et gasconne » où ils résument leurs propositions, basées sur trois principes : laïcité, égalisation des chances et liberté du choix.

En bref, l'enseignement des langues et des cultures régionales doit avoir une place de choix, sans que cela porte préjudice à l'enseigne-

ment prolongement de l'enseignement dispensé en primaire, « même s'il requiert à ce niveau l'intervention d'un maître un peu plus spécialisé ». Enfin, pour le supérieur, ils demandent la création de licences et de maîtrises et l'intégration des aspects culturels du basque et du béarnais aux autres disciplines dispensées à la faculté des lettres et sciences humaines de Pau.

Pour donner plus de force à leurs propositions, les militants de la FEN ont prévu la création d'une association accueillant tous les enseignants qui, de la maternelle à l'université, s'intéressent à ces problèmes, et tous les militants des amicales laïques qui dispensent des cours le mercredi ou le samedi. « Si nous avons pignon sur rue, nous serons plus écoutés et nous deviendrons peut-être un groupe de pression pour obtenir l'augmentation du nombre d'instituteurs itinérants en pays basque, de la maternelle au primaire, et la création de postes itinérants pour le Béarn et la Gascogne », explique André Anglade, secrétaire général adjoint de la section départementale de la FEN.

Mais la position des partisans du service public s'est élaborée sur la défensive. Si, aujourd'hui, ils s'émeu-



**ets
henri
sécula**

Fondés en 1920 par P. SECULA

LA MECANOGRAPHIE GENERALE
MATERIEL MOBILIER
FOURNITURES DE BUREAU

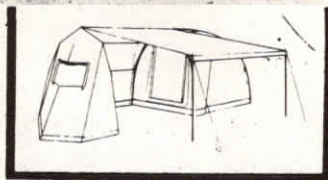
- REMINGTON à SPHERE
- SILVER REED à SPHERE
- OLYMPIA ELECTRONIQUE
A ROUES D'IMPRESSION

21, 23 et 23bis, rue de Grassi
33000 BORDEAUX Tél. : 44.36.48

L'INÉGALABLE
TENTE **PNEUMATIQUE "IGLOO"**
MONTAGE COMPLET 3 MINUTES
ANNEXE pour CARAVANE



**LA TENTE LA PLUS
PRATIQUE
IDÉALE POUR
ITINÉRANTS**



Demandez le CATALOGUE SPÉCIAL au Service 24 c / 2 timbres
Ets **BECKER** - 94, route Nationale 10 - 78310-COIGNIÈRES

HOMMES ET MIGRATIONS POUR LA PROMOTION
DES MIGRANTS

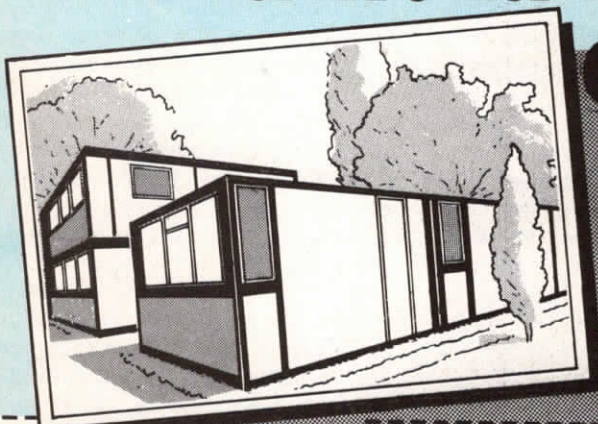
Manuels d'alphabétisation • d'initiation au calcul
• d'introduction à la vie moderne

Demander la liste à :

Hommes et Migrations, 40, rue de la Duée, 75020 Paris
Amana - Hommes et Migrations - C.C.P. Paris 1200-16 H
Téléphone : 797-26-05

Besoin urgent de locaux?

**Hallam: La réponse simple
et économique.**



Les modules habitables HALLAMCABIN, ce sont des cellules préfabriquées, entièrement équipées (éclairage, chauffage, revêtement de sol) et disponibles en 3 largeurs, 2,87 m, 3 m, 3,68 m et 10 longueurs de 3,60 m à 18 m. Ils s'installent sans grue sur un sol sommairement préparé, s'ajoutent les uns aux autres et sont superposables par deux.

Livrés standards, sur stocks, ou avec équipements spéciaux, en vente ou en location, ils sont la réponse simple et économique aux besoins urgents de locaux.

Pour en savoir plus, renvoyez le coupon ci-dessous en précisant votre demande.

BON A DÉCOUPER

NOM SOCIÉTÉ

ADRESSE

VILLE CODE POSTAL TÉL

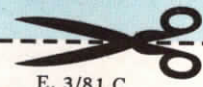
souhaite recevoir :

une documentation sur
les constructions HALLAM

les tarifs de vente et de location
des constructions HALLAM

la visite d'un attaché
commercial HALLAM

Renvoyez ce bon à : HALLAM/OCIC FRANCE, 80, av. de la Grande-Armée, 75017 PARIS.
Tél. (1) 574.23.19 - Télex 660261



E. 3/81 C

Hallam

HALLAM NORO

vent du sort des langues régionales, c'est surtout parce que, depuis une dizaine d'années, des écoles privées ont été créées pour dispenser aux enfants de la région un enseignement en basque d'abord, puis en béarnais plus récemment. « Si nous ne nous réveillons pas, estime André Anglade, il va y avoir dans les années qui viennent une hémorragie vers l'enseignement privé, ou la mise en place d'un enseignement semi-privé financé par le département. »

En face donc, l'enseignement privé, l'ennemi terrible : les Ikastola au Pays Basque, les Calandreta (« petite alouette ») en Occitanie. C'est en 1969 que la première Ikastola s'est ouverte au Pays Basque français. C'était une école maternelle, où l'accueil ne se faisait qu'en basque. Aujourd'hui ces écoles qui obéissent aux mêmes principes, sont au nombre de vingt et regroupent trois cent quatre-vingts enfants. Il y a cinq ans, pour pouvoir continuer le travail commencé en 1969, les militants basques ont ouvert six écoles primaires qui accueillent cent soixante élèves : « Il fallait un prolongement pour asseoir la culture basque », explique Jean-Louis Maïtia, président de l'association Seaska qui fédère les Ikastola. Enfin, en 1980-1981, ils ont mis en place un début de premier cycle de l'enseignement secondaire en ouvrant une sixième composée à ce jour de huit élèves. L'an prochain, il y aura une cinquième, puis successivement toutes les classes devant ensuite déboucher sur le baccalauréat. Le français n'intervient que progressivement à partir du cours élémentaire et est finalement enseigné dans la proportion d'un tiers au cours moyen. Dès la sixième, l'espagnol est introduit dans l'enseignement. Le système est maintenant bien rodé. Mais le Pays Basque d'Espagne a beaucoup d'influence et sert de modèle et de stimulant, surtout dans le domaine pédagogique et la formation des maîtres. L'autonomie relative accordée aux Basques d'Espagne a relancé la pratique de la langue basque. Les militants des Pyrénées-Atlantiques bénéficient de cette aide et suivent attentivement l'évolution de la situation politique en Espagne.

Au Béarn, la situation est très différente. Les Calandreta sont toutes jeunes et veulent couvrir le territoire

de toute l'Occitanie. Il n'y en a pour l'instant que deux : l'une à Pau, l'autre à Béziers, dans l'Hérault. Ce sont des écoles maternelles en occitan qui, expliquent leurs animateurs, « ne sont pas des garderies : nous voulons y donner un enseignement de qualité, du même niveau que celui de l'Education nationale ». Ces militants parlent en connaissance de cause : ils sont presque tous enseignants dans le service public... et c'est pendant leurs heures de loisirs qu'ils animent la Calandreta. Les effectifs sont encore très modestes : l'école de Pau n'accueille que quatorze enfants et ne menace guère le service public. Les enseignants laïques y voient cependant un danger pour

l'avenir avec la dislocation de l'unité des Béarnais « de gauche ». « Absolument pas », rétorquent les animateurs de la Calandreta : « Nous sommes laïques, puisque nous sommes ouverts à tous, l'école est gratuite, nous sommes un service public et non une école privée », explique le président de l'association, Jean-Pierre Lalanne-Cassou. C'est un argument qui convainc mal...

Comme les Ikastola, la Calandreta est financée par des soutiens, des spectacles, des cotisations diverses, enfin quelques subventions.

Les écoles privées ont ainsi entamé un processus qui paraît irréversible. Tous les régionalistes ont un objectif commun : conserver leur

A l'ouest, les Basques. La principale unité du Pays Basque est linguistique. Dans sept provinces, regroupant plus de 2 millions d'habitants de part et d'autre de la frontière espagnole, on parle une langue née probablement, même si on en connaît encore mal les origines, dans les Pyrénées il y a très longtemps. Radicalement différente de l'occitan ou de l'espagnol tout proches, c'est elle qui unit les Basques des deux nationalités. Ceux d'Espagne — ils sont aujourd'hui environ 1 800 000 — sont plus vindicatifs : ils habitent une région industrielle et économique importante et ont le taux de croissance le plus élevé de leur pays. Profitant du libéralisme de l'après-franquisme, leurs revendications politiques et culturelles ont été prises en compte, même si tous les problèmes ne sont pas encore réglés. De ce côté-ci des Pyrénées, les Basques sont beaucoup moins nombreux : 200 000 à peine, regroupés dans trois provinces essentiellement rurales (comme Saint-Jean-Pied-de-Port) ou touristiques (côte de Biarritz à Saint-Jean-de-Luz). Mais le modèle espagnol est très influent, et le sentiment d'identité basque reste très fort. Presque tous ceux dont la langue maternelle est le basque (environ 80 000) le reconnaissent : « On est spontanément basque », déclare François Maïtia, instituteur à Lacarre, village pyrénéen proche de Saint-Jean-Pied-de-Port. D'autres parlent volontiers de la « solidarité extraordinaire » du Pays Basque. De fait, c'est pour la première fois qu'à la dernière rentrée scolaire lui et ses collègues ont accueilli dans les classes enfantines des élèves qui parlaient aussi le français ; les autres années, tous les enfants étaient bascophones, comme les générations précédentes. Et, que ce soit légal ou non, l'instituteur les accueillait en leur parlant basque. Dans ces vallées encaissées, la langue a été préservée par le lent développement du milieu rural et la présence des Basques de l'autre côté de la frontière a aidé à sa survie. Cependant, il n'y a jamais eu d'unité politique basque, ou d'Etat qui ait regroupé les sept provinces. Le Pays Basque a été rattaché successivement à la France et à l'Espagne, ou divisé, au gré de la tumultueuse histoire entre les deux pays.

Le Béarn, l'un des cœurs de la Gascogne, couvre l'autre partie du département. La langue y est radicalement différente. Le béarnais peut être considéré comme l'une des formes dialectales du gascon, qui a lui-même une structure linguistique proche de celle de l'occitan. Les linguistes n'ont pas encore tranché, et certains Béarnais tiennent trop à leur langue, encore bien vivace, pour y voir des similitudes avec celle de Toulouse ou de Montpellier. Le Béarn a été jadis un vicomté, qui, à partir du IX^e siècle, a fait vivre cinq dynasties, dont celle des rois de Navarre. En 1362, Gaston Phœbus (qu'en béarnais on préfère écrire Fébus) a institué l'hégémonie béarnaise au sud-ouest de Foix. Le béarnais a été la langue d'Etat de Jeanne d'Albret et de Marguerite de Navarre. Ce royaume n'a finalement été rattaché à la France qu'en 1610, et jusqu'à la Révolution les institutions locales se sont largement maintenues. Des traces sont encore visibles et vivaces, même si la langue a un peu décliné. Aujourd'hui, la réalité politique du Pays Basque a relancé le débat culturel et linguistique au Béarn.

langue et leur culture. Mais les uns, comme la FEN, préconisent plutôt un enseignement de la langue maternelle couplé avec l'enseignement du français ; les autres vont plus loin et demandent l'accueil entièrement en basque et en béarnais, y compris dans le cadre du service public, avec l'introduction progressive du français sans que certaines matières (même parmi celles qui sont réputées difficiles, comme les mathématiques par exemple) ne cessent d'être enseignées dans la langue maternelle. Jean Haritschelhar, Basque fervent et professeur de basque à Bordeaux III, estime même que les Basques doivent être trilingues « *puisque leur culture passe par trois langues : le basque, le français et l'espagnol* ». Il rappelle que le certificat de langue et de littérature basques et le DEA d'études basques délivrés à Bordeaux III peuvent authentifier la spécialisation et la compétence des maîtres et des professeurs.

Mais les buts politiques ne sont pas les mêmes ; les laïques sont méfiants : à l'exception de la ville de Pau, le département des Pyrénées-Atlantiques est majoritairement de droite ; ils craignent le glissement parfois rapide du discours régionaliste au nationalisme et au chauvinisme. André Anglade est formel : « *Nous ne voulons pas voir éclater le système républicain : nous voulons une autonomie culturelle, mais pas une autonomie totale, et surtout pas l'indépendance.* » Dans une région où les bombes explosent vite, même si les formes d'expression radicales ne sont pas populaires, un tel discours est mal vu. Une guerre latente gronde entre les deux parties.

« *L'école, si elle n'est pas en basque, tue la langue basque* », dit Jean Haritschelhar. On peut ajouter : « *L'école, si elle n'est pas en béarnais, tue la langue béarnaise.* » Elle a été, c'est vrai, avec la télévision, le principal artisan de la disparition progressive des langues régionales. Aujourd'hui, c'est à elle que revient en partie de réhabiliter ces langues. Mais l'école seule ne pourra rien faire si Basques, Béarnais et Gascons ne continuent pas à faire de ces langues des langues vivantes et des langues du quotidien.

Nicole Gauthier



AH, comme il est pratique le « bon sauvage » par le regard duquel nous pouvons nous examiner comme des curiosités ethnologiques ! Le « bon sauvage » qui nous observe depuis Sirius ne doit pas manquer d'être étonné devant de telles scènes : quelques individus — des hommes, plutôt — assemblés dans des lieux souterrains et qui sacrifient à une mystérieuse divinité : dansant lentement d'un pied sur l'autre, ils respirent dans des verres, les lèvent à la lumière, admirent puis ingurgitent et recrachent presque aussitôt un liquide tantôt rouge, tantôt blanc ou rosé. Et chacun, ensuite, d'entrer dans la palabre où il n'est question que d'apprécier ce liquide, d'en estimer les saveurs, d'en juger les qualités ou les défauts.

Le « bon sauvage » ne cesse d'être interloqué par une telle cérémonie ; tout lui en échappe, du protocole comme du sens final et pourtant, ce qu'il voit, ce moment, est l'un de ceux où se manifeste la culture des hommes dans ce qu'elle a de plus incroyablement magique et profond. Et rien n'y fait : qu'on recoure au

rituel, à l'économique, au sociologique, voire au mystique, aucune explication ne peut suffire à comprendre pourquoi les hommes, depuis des siècles, transforment le raisin en vin, et le vin en objet de culte quotidien. Car la cérémonie de tout à l'heure n'est que l'une de ses célébrations qu'une science vaine voudrait parfois mettre à plat.

La science est pourtant présente à ce rendez-vous, car si le vin a permis qu'on inventât des arts de vivre, il a justifié l'éclosion d'un savoir, l'œnologie, que les universitaires bordelais ont pris très au sérieux. Il est vrai que le vin de Bordeaux jouit d'une renommée mondiale, que son nom seul est synonyme de qualité, de distinction ; c'est une part de l'image de la France et des Français à l'étranger. C'est-à-dire quelque chose comme cinq millions d'hectolitres produits sur cent mille hectares par quelque vingt mille exploitations. Ce qui veut dire encore une valeur annuelle de trois milliards de francs dont près de la moitié provenant de l'exportation. Quand la tradition culturelle rejoint à un tel degré

la mémoire

du vin

ci-contre et en page 15, laboratoire de l'Institut d'œnologie de l'université de Bordeaux II, à Talence

Entre science et plaisir, la connaissance du vin oscille. L'œnologie la tire du côté de la raison froide habillée de blouse blanche, tandis que la dégustation l'entraîne sur les voies épicuriennes de la délectation et de la plénitude des sens.

Mais quelle diversité, quelle gamme dans ce reflet de tannin ! Rien de commun entre l'ivrogne et l'œnologue, et le simple buveur ne parle pas la même langue que le dégustateur diplômé, non plus que l'amateur éclairé. Le vin, c'est comme une immense littérature, avec ses ouvrages rares, ses exemplaires « hors commerce », ses tirages de tête et cette masse énorme de tout-venant.

C'est le miracle des découvertes confronté à la médiocrité ordinaire. Le vin, c'est aussi une grammaire.

l'économique, on comprend les soins jaloux qu'on lui accorde (Goebbels ne s'y était pas trompé, qui, sans même sortir son revolver, avait réquisitionné, pour son usage personnel, le fabuleux domaine de Château-Lafite Rothschild). L'université de Bordeaux ne pouvait faire autrement que dresser un autel à un tel dieu, si prolifique dans sa région ; elle a donc permis à des hommes fort savants de poursuivre recherches et enseignement dans l'un de ses départements.

Curieusement, la tradition viticole n'engendre pas seulement des lignées de viticulteurs ; à Bordeaux elle a vu se développer une famille d'œnologues fameux. L'origine en remonte à Ulysse Gayon, agrégé préparateur de Pasteur à Normale supérieure, qui créa la station agronomique et œnologique de Bordeaux en 1880 ; il la dirigea pendant quarante ans. En 1949 c'est son petit-fils, Jean Ribéreau-Gayon qui reprit le flambeau, et c'est le propre fils de celui-ci, Pascal Ribéreau-Gayon, qui dirige aujourd'hui ce qui est devenu, depuis la loi d'orientation, l'Institut d'œnologie

de l'université de Bordeaux II. Plus d'une soixantaine de personnes travaillent dans ses locaux : personnels de l'université (parmi lesquels trois professeurs, trois maîtres-assistants, trois assistants), du Service de la répression des fraudes et du contrôle des qualités du ministère de l'Agriculture, et personnel de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Plus de deux cents étudiants suivent ses cours qui débouchent à différents niveaux : le diplôme national d'œnologie en deux années (cent quarante-six étudiants), le certificat d'études supérieures d'œnologie et de chimie agricole ouvert aux titulaires d'un DEUG scientifique et qui compte dans la composition des maîtrises ès sciences (trente étudiants) ; le diplôme universitaire d'études scientifiques et technologiques de la vigne et du vin (DUESTVV) qui correspond à une troisième année d'études après le diplôme national (vingt étudiants) ; enfin le diplôme d'études approfondies (DEA), le doctorat de troisième cycle et le diplôme de docteur-ingénieur dans la spécialité œnologie et ampélogie.

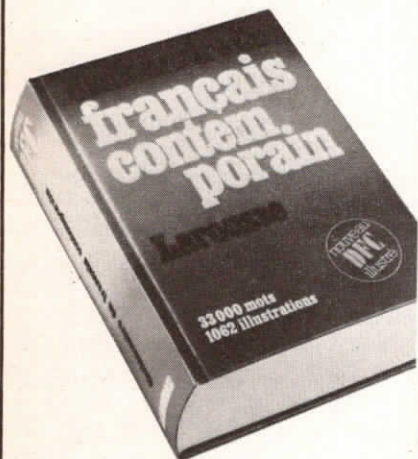
Depuis 1949, l'Institut organisait des cours et des exercices pratiques d'œnologie qui ont pu bénéficier des dispositions de la loi de 1971 sur la formation professionnelle ; il organise donc des cours ou des sessions dans le cadre de la formation continue dont certains sont sanctionnés par le diplôme universitaire d'aptitude à la dégustation des vins, dont il n'existe aucun équivalent. L'Institut s'enorgueillit aujourd'hui de posséder une salle de dégustation toute neuve, la seule de ce type au monde, m'a-t-on assuré avec fierté. Il est certain, en tout cas, que l'œnologie et la dégustation font recette ; tant pour l'enseignement que pour les cours de formation continue, le contingent d'étudiants ou d'auditeurs est strictement limité, la sélection rigoureuse. Il est vrai que les cours sont remplis avant même qu'on ait eu besoin de faire de la publicité pour eux ; comme il est vrai aussi qu'on vient à l'Institut d'œnologie de Bordeaux depuis les quatre coins du monde : USA, Brésil, Mexique, Australie, Portugal, Espagne, Italie, Grèce, Maroc, Japon, Suisse, Afrique du Sud. Signe

Indispensable
à chaque élève :

NOUVEAU DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS CONTEMPORAIN ILLUSTRÉ

sous la direction de J. Dubois

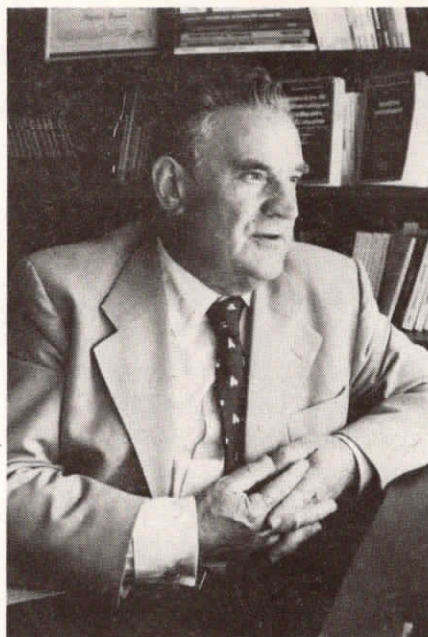
- 33 000 mots : enrichi et actualisé, tout le vocabulaire qui entre dans l'usage écrit et parlé de la langue courante et que les élèves doivent savoir utiliser à l'issue de la scolarité obligatoire.
- 1 062 illustrations : un apport descriptif complémentaire des définitions et qui permet l'introduction de termes plus spécialisés n'appartenant pas au vocabulaire courant ou ne nécessitant pas d'explication autre que celle de l'image.
- Un dictionnaire de phrases autant qu'un dictionnaire de mots, comme dans l'édition précédente, selon les mêmes principes de description du lexique et du fonctionnement de la langue.
- Le dictionnaire de la classe de français (90 tableaux de grammaire, 89 tableaux de conjugaison).



Un volume cartonné (14 x 19 cm),
1 296 pages.

LAROUSSE
chez tous les libraires

EDUCATIONS



Emile Peynaud

des temps : l'Institut doit bientôt recevoir son premier étudiant chinois.

Mais si la connaissance du vin doit beaucoup à la science, si l'on peut, grâce à des recherches de laboratoire, produire sur nos tables un vin dont la qualité ne cesse de s'améliorer, il ne faut pas négliger l'aléatoire et la passion des hommes. Celle d'Emile Peynaud, en particulier, qui vient de se faire connaître du grand public en publiant un livre magnifique en voie de devenir un best-seller : *Le goût du vin* (Dunod, 240 p). Au côté de Jean-Ribèreau-Gayon, Emile Peynaud a contribué à définir l'œnologie moderne ; il fut, pendant des années, responsable des services de recherches de la station œnologique, puis sous-directeur de l'Institut. Pendant toutes ces années, il a mis au point les techniques de dégustation et leur approche scientifique. A mille lieues des joies de l'ivresse et des misères de l'alcoolisme, le goût d'Emile Peynaud s'est accru comme une passion de l'art — le plus surprenant, au fond, c'est qu'il ait pu avoir l'ivresse sans boire, la jouissance sans déglutir. Rien n'est plus arbitraire que cette logorrhée, essentiellement adjectivale, qui recouvre le vin de ses centaines de termes, souvent imagés, mais parfaitement imprécis. Emile Peynaud, tel Procuste, a tiré les sens de l'homme, sa mémoire et son langage vers plus

de science. Il a contribué à sortir la dégustation des fonds mal éclairés des chais, pour la jeter dans la lumière objective qui inonde les paillasses de laboratoire. Il tient pour vains ces petits jeux de société où l'on vous donne à reconnaître un « château », un cru, une année : « Ce n'est pas ce qu'on demande à un dégustateur, c'est d'ailleurs d'autant plus difficile à faire qu'on connaît beaucoup de vins. Celui qui n'en connaît qu'une dizaine risque d'en retrouver un assez facilement, mais imaginez que, ce matin simplement, je viens d'en goûter une quarantaine ! : j'en reconnaitrai peut-être un ou deux parce qu'ils sont très particuliers, mais les autres ? C'est impossible. Surtout si je les goûte dans quinze jours, dans un mois, dans un an : ils auront changé. Il faudrait goûter tout le temps, tous les millésimes de tous les vins ! »

Ce qui est passionnant dans la dégustation, et qu'on tend trop à négliger, c'est qu'elle bat le rappel de tous nos sens, et qu'elle appelle une véritable éducation : l'œil, le nez et la bouche (l'oreille seule importe peu) travaillent, en quelques secondes, à analyser l'infinitude complexe des saveurs et des odeurs mélangées, et la mémoire, aussitôt sollicitée, fonctionne dans son double mouvement de stockage et de délivrance du souvenir. Prodige ? Travail, travail et passion pour réveiller en chacun des terres en friche, inscrire cette connaissance sur les registres de la mémoire collective, la codifier pour tous sans supprimer en elle sa part métaphorique, car le savoir sur le vin, c'est d'abord, et avant tout, du savoir sur l'homme : « Milliers de vins que j'ai goûtés aux quatre coins du monde, vins chiliens, grecs, suisses, autrichiens, mexicains, italiens, espagnols, et ceux des Weinprobe de Rhénanie et du Palatinat, vins de Californie, des Finger Lakes, et tant d'autres, comment aurais-je pu vous conserver tous en mémoire ? Mon rythme gustatif a dépassé les limites de la mémorisation. C'est du gaspillage. Mais j'ai encore les minutes de vos procès gustatifs et je les parcours parfois, comme un album de voyages à travers le temps et l'espace. »

Jean-Pierre Vélis



les nouveaux

bûcherons

Près de quatre cents élèves s'initient aux métiers du bois au lycée d'enseignement professionnel de Dax, dans les Landes. Assurés ainsi de trouver un emploi dans leur région, ils reçoivent en outre une formation qui prépare à des professions de plus en plus mécanisées.

PRES de six cent mille hectares boisés, soit le dixième de la superficie totale de la forêt française : le plus grand massif forestier de France, qui s'étend dans un triangle compris entre le Bordelais et l'Adour, couvre largement le département des Landes. L'industrie forestière, malgré le déclin rapide du gemmage (douze mille gemmeurs en 1958, deux mille deux cents en 1973 et trois cent quatre-vingts aujourd'hui), malgré les difficultés économiques des industries du papier et de la cellulose (certaines usines ont dû récemment fermer leurs portes), malgré la faible densité de population (quatorze habitants au kilomètre carré), est encore la première activité économique du département.

Toutes les activités centrées sur la transformation du bois se développent rapidement : sciage, tranchage, déroulage, etc. Il y a quelques années, chaque village possédait ses scieries ; aujourd'hui, de plus grosses entreprises se sont constituées, mais nombreuses sont encore les petites qui demandent de la main-d'œuvre.

Les emplois forestiers pour le service des Forêts sont en nombre restreints ; ils sont de plus très convoités. Sylviculteurs et bûcherons sont cependant formés en Gironde,

à Bordeaux ou au Centre de formation professionnelle et de promotion sociale de Baizas.

Beaucoup plus nombreux en revanche sont les ouvriers qui travaillent

à la transformation du bois. Les industries qui s'y consacrent, de plus en plus mécanisées, de plus en plus sophistiquées, demandent des ouvriers qualifiés ou des techniciens de mieux en mieux formés. Dans les Landes, le lycée d'enseignement professionnel de Borda, à Dax, prépare au CAP de « mécanicien conducteur des scieries et des industries mécaniques du bois » et également au brevet de technicien « Industries et commerce du bois ». L'année prochaine, le lycée fournira également une première promotion de techniciens supérieurs pour offrir aux jeunes tous les niveaux de formation. Car on ne vient pas ici pour « cueillir des fleurs en forêt », comme l'explique Pierre Aurian, proviseur du lycée de Borda, rappelant aux rescapés du retour à la terre que les métiers du bois, « c'est l'usine ».

Ces qualifications, très pointues et relativement rares (cinq LEP seulement en France délivrent ce CAP, deux les brevets de technicien ; le recrutement du LEP de Dax est donc largement régional et presque national), suffisent à peine à répondre aux besoins des entreprises du département et les promotions, de soixante élèves par an, sont toutes rapidement absorbées par le marché du travail. Les pays d'Afrique franco-



parmi les travaux réalisés par les élèves à l'atelier d'usinage, une porte d'entrée cintrée

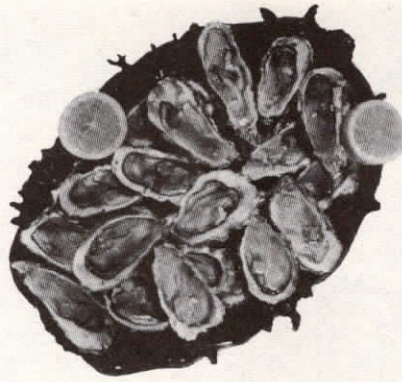
phone et d'Asie du Sud-Est, qui s'adressent à la France pour trouver des professionnels dans ces branches, ont quelque peine à attirer des candidatures... d'autant plus que les Landais de souche ne sont guère empressés de s'expatrier. Par ailleurs, Pierre Aurian constate que les candidats à ces métiers du bois ne sont jamais très nombreux : « Il y a dans les Landes une tradition du résinier malheureux et pauvre, explique-t-il ; leurs fils, ou leurs petits fils, quand ils ont des rêves de promotion sociale, préfèrent s'imaginer fonctionnaires. Nous devons faire de gros efforts pour faire connaître la section, les métiers auxquels nous préparons, et un peu bousculer ce mythe du résinier malheureux. »

Aujourd'hui, les techniciens des industries et commerce du bois, formés en trois ans, sont des spécialistes de l'exploitation forestière ou de l'organisation des fabrications en grande série (pour l'ameublement ou la menuiserie industrielle). Selon leurs options, ils sauront organiser l'abattage des arbres sur pied et les circuits qui amènent le bois à la scierie ou aux diverses industries de transformation ; ils pourront également diriger la production, commercialiser les produits, faire fonctionner machines et outillage, etc.

Pour leur part, les candidats au CAP seront, en fonction de leurs choix, conducteurs des machines de sciage, mécaniciens affuteurs ou mécaniciens réglés et d'entretien. Formés dans les ateliers du LEP, déjà largement automatisés, ils peuvent ensuite être immédiatement opérationnels quand ils sont, à l'issue de leurs trois années de formation, mis sur le marché du travail.

Peu convoitées, sans doute moins prestigieuses que les métiers de la forêt comme le gardiennage, le bûcheronnage, le travail des ingénieurs des Eaux et Forêts ou celui des sylviculteurs, ces professions sont pourtant en prise directe avec le secteur économique le plus important des Landes. Cela peut sans doute être une réponse partielle à l'exode rural et une solution pour ceux qui désirent « vivre et travailler au pays » et ne veulent pas être obligés à l'exil vers Bordeaux, Toulouse, ou ailleurs.

Nicole Gauthier



il faut soit ouverte ou

« MA parole, on a la cote ! » Le garçon n'a pu retenir l'expression mêlée de plaisir et d'irritation en voyant arriver un journaliste. Un de plus. Il faut dire que, des journalistes, ils en voient plutôt défilés ces temps-ci au LEP des métiers de la mer de Gujan-Mestras, et particulièrement dans la section d'enseignement conchylicole. Oh, ce n'est pas qu'ils soient très nombreux (douze garçons et filles pour les deux années...) et qu'ils aient fait quelque chose de très spectaculaire, mais la profession à laquelle ils sont censés se destiner — l'ostréiculture — soulève un vrai remue-ménage dans le Bassin d'Arcachon.

Des articles, des émissions s'en sont fait l'écho ; *Sud-Ouest*, sous le titre accrocheur « Tempête sur le Bassin », a été le support écrit d'une violente polémique. Jean Dupuch, président du Fonds d'organisation du marché arcachonnais (FOMA), a pu y dénoncer ce qu'il estime un véritable « complot » : « Je considère que l'on recherche la liquidation pure et simple de notre profession », a-t-il affirmé, tandis que son ami Raymond Bidondo, président de la Fédération des syndicats ostréicoles, y a dénoncé non moins tendrement « un jeu de massacre dont le but n'est que de gagner du temps pour nous affaiblir encore plus ». Un conseiller général a été mis en cause et la section locale du Parti socialiste a diffusé un communiqué pour appeler les ostréiculteurs à « prendre en main leur avenir et se donner l'organisation professionnelle capable

d'assurer la continuité de leur profession ». Décidément, il doit y avoir quelque chose de pourri au royaume de l'huître.

Or, justement, le maître-mot, celui qui revient dans toutes les bouches, c'est : pollution. Le Bassin d'Arcachon serait pollué, terriblement pollué, au point que les huîtres, ou plus précisément leurs larves, le « naissain », ne s'y développent plus. Ces trois dernières années, c'est en vain que les ostréiculteurs ont installé leurs collecteurs — ces tuiles romaines qu'on voit empilées dans les ports ostréicoles — : il n'y a pas eu de « captage » de naissain. On imagine l'inquiétude, et le manque à gagner, car il a fallu acheter ailleurs cette manne, d'ordinaire don de la nature. Pollution, donc. Mais qui pollue, avec quoi ? Là-dessus, les avis sont plus que partagés, la querelle gronde. C'est sans doute à l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM), organisme dépendant du ministère des Transports, qu'on peut recueillir les avis les plus autorisés, les moins passionnés aussi.

Le problème est loin d'être simple. On a cru, tout d'abord, pouvoir incriminer les hydrocarbures lâchés par les bateaux qui dégazent au large et qui sont portés par les courants jusque dans le Bassin. On a évoqué les nappes de bouteilles de plastique qui s'échouent au fond des plages et qui proviennent... d'Espagne ! Mais on a songé, plus sérieusement, à la pollution bactérienne, car tout le tour du Bassin est un

qu'une huître

L'huître du Bassin d'Arcachon a grande réputation, mais l'ostréiculture arcachonnaise est en crise. L'écho, à peine affaibli, de ses difficultés, est parvenu jusqu'à la section conchylicole du lycée d'enseignement professionnel des métiers de la mer à Gujan-Mestras : peu d'illusion et peu d'espoir. L'avenir n'est plus dans les huîtres, mais au tourisme et à la navigation de plaisance. L'avenir est pollué.

fermée

haut-lieu de tourisme, donc d'urbanisation pléthorique ; il y a peu, les eaux usées se déversaient dans le Bassin. L'erreur n'était pas possible ; les prélèvements effectués méthodiquement par l'ISTPM conduisaient à des conclusions catégoriques : des zones entières ont été déclarées insalubres ; elles dépassaient la fameuse cote d'alerte des trois cents coliformes fécaux par cent mille litres.

Des mesures ont été prises : les ostréiculteurs se sont vu interdire l'élevage des huîtres dans ces zones et contraints de procéder à des installations préservant la qualité de l'eau. Ainsi, à La Teste, par exemple, où ils doivent désormais utiliser dans leurs bassins de réserve de l'eau de la lagune et non plus l'eau prélevée directement dans le Bassin ; sur la côte Ouest, les traditionnelles « claires » ont dû être abandonnées à la faveur d'installations à terre, moyennant un équipement de 50 000 F par ostréiculteur et des emprunts auprès du Crédit agricole. Enfin, toujours dans cette lutte contre la pollution bactérienne, le Bassin d'Arcachon est aujourd'hui ceint d'un énorme collecteur qui aboutit à une trentaine de kilomètres plus au sud à La Salie et déverse les déchets à 500 mètres au large, dans l'Atlantique : le beau spectacle, en vérité ! Nombreux sont ceux qui doutent de son efficacité, d'une part parce qu'une usine, à elle seule, le remplit déjà pour moitié, et que, d'autre part, la course est ouverte entre vitesse d'assainissement et vitesse d'urbanisation !

Pollution, donc, toujours. On a accusé cette usine, justement, la Cellulose du pin, mais des analyses ont prouvé qu'il n'y avait pas de pollution marquée dans les ruisseaux voisins qui pourraient conduire ses déchets jusque dans le Bassin, et, s'il est exact que ses eaux usées mises à décanter dans des lagunes communiquent avec la nappe phréatique, c'est insuffisant, aux yeux des spécialistes, pour polluer le Bassin. Alors ? Des chercheurs américains ont montré un jour que le zinc tue les larves d'huîtres : eureka ! On mesure la teneur en zinc des eaux du Bassin et, de fait, elle apparaît très élevée. Mais d'où vient-il ce zinc ? Les ostréiculteurs pensent à celui qu'on met sur les bateaux pour

lutter contre la corrosion, mais, scientifiquement, les doses sont insuffisantes. Alors, de conjecture en conjecture, voici la dernière en date : vingt mille bateaux sont inscrits sur le registre maritime du Bassin d'Arcachon. Disons que, raisonnablement, seulement la moitié soit effectivement immergée ; cela fait tout de même dix mille bateaux dont on repeint les carènes chaque année avec des peintures spéciales, les « antifouling », dont le but déclaré est bien d'éviter la fixation du plancton. Par définition toutes ces peintures sont toxiques : « Dans l'hypothèse la plus mauvaise, dit-on à l'ISTPM, ça donnerait 100 tonnes d'antifouling par an, ce qui serait une cause évidente de pollution. » Une pollution d'autant plus pernicieuse que, dans le laboratoire de l'ISTPM, on n'est pas arrivé à savoir à quelle dose le TBT — produit finalement mis en accusation — est effectivement toxique.

Alors, pourri le Bassin d'Arcachon ? Finies, les huîtres ? Pour toujours ? Devant l'urgence et l'ampleur d'un tel problème, une mission scientifique, constituée de hautes personnalités, a été constituée. Ses travaux ne sont pas achevés, mais elle a déjà délivré sa première conclusion : l'ostréiculture est viable dans le Bassin d'Arcachon. Le Plan d'aménagement du Grand Sud-Ouest le consacre aussi, qui a inscrit à son programme des efforts en ce sens. Et la nature, bonne fille, a offert cette année aux ostréiculteurs un captage de naissain, imprévu et tardif, mais important. Si bien que le journal



Sud-Ouest pouvait récemment reproduire des propos de Daniel Hoeffel, ministre des Transports, où il se montrait rassurant : « Cette réapparition de la vitalité biologique du Bassin justifie le refus d'abandonner son activité ostréicole qui constituait le fondement du plan de sauvegarde élaboré au début de l'année 1980 [...]. On peut escompter que les parcs à huîtres, remodelés suivant les prescriptions de la commission scientifique, exploités avec des techniques nouvelles — la culture en pochons étant progressivement modifiée — et enfin bénéficiant d'un environnement hydrologique plus favorable grâce au dévasement, pourront dans un proche avenir fournir à nouveau des produits d'excellente qualité. » Gourmets, rassurez-vous : l'huître du Bassin d'Arcachon n'est pas morte !

Alors ? Beaucoup de bruit pour rien ? Serait-il vrai, comme on le dit à l'ISTPM, que « la pollution est le dernier facteur des problèmes à Arcachon » ? Car les problèmes de

l'ostréiculture ce sont aussi l'endettement des producteurs, leur trop grand nombre, selon certains, les installations sanitaires onéreuses, les producteurs contraints de devenir eux-mêmes expéditeurs et qu'on rencontre en fin de semaine sur les marchés de toute la région ; ce sont les années de prospérité de 1972 à 1976 et les désenchantements qui ont suivi ; et puis c'est aussi une profession atteinte tardivement par l'évolution moderne et qui s'y est mal préparée : on dit les ostréiculteurs volontiers individualistes — ils ne sont d'ailleurs représentés dans aucune grande centrale syndicale. Pas étonnant, alors, devant tant de difficultés et d'incertitudes, que la section conchylicole du LEP de Gujan-Mestras soit si peu fréquentée : douze élèves, et seulement trois fils d'ostréiculteurs parmi eux.

Ils se préparent à passer en deux ans leur brevet d'études professionnelles maritimes conchylicoles (le LEP de Gujan-Mestras ne prépare

pas, au premier niveau, le certificat d'études conchylicoles) qui comprend des études générales, des matières plus orientées vers les métiers de la mer (droit maritime, navigation, biologie marine, étude des cartes, du balisage, etc.) et des études pratiques « in vivo », le LEP disposant d'un bateau et d'un parc, dans le Bassin, où ils élèvent leurs propres huîtres. Mais leur situation est ambiguë. L'un des élèves n'affirme-t-il pas que « dans la profession la section est mal considérée » ? Tandis que l'un de leurs enseignants s'interroge : « Je ne suis pas sûr que le rectorat veuille maintenir cette section. Elle ne bénéficie d'aucune publicité alors qu'elle devrait, au contraire, avoir de l'avenir, notamment grâce au développement de l'agro-alimentaire. » Paradoxe : si cette section n'a pas d'avenir pourquoi l'aurait-on dotée récemment, grâce à la taxe professionnelle, d'un équipement audiovisuel que tant d'autres lui envieraient : labo-photo, magnétoscope, caméra, etc. ? Et l'on peut lire, dans le plan du Grand Sud-Ouest : « Le contenu et les conditions de réalisation d'un programme de formation à l'aquaculture et à la conchyliculture, susceptible de concerner une vingtaine de personnes par an, seront définis avant le 1^{er} mars 1981. »

Qu'en est-il aujourd'hui ? Les jeunes, en tout cas, entendent mal tous ces discours ; fils d'ostréiculteurs ou non, ils ne se font pas d'illusion. Ils savent, comme le confirme le conseiller d'éducation, que nombre d'entre eux s'orienteront vers d'autres professions, d'autres filières, comme l'électricité générale, par exemple. L'ostréiculture, ils n'y croient guère ; le « capacitair » les intéresse autrement, ce certificat qui leur permet de s'engager sur un bateau et de naviguer. Leurs études actuelles, ils les conçoivent comme un passage obligé, en attendant mieux, pour aller ailleurs. Il y a bien eu tempête sur le Bassin ; elle a laissé des traces dans la tête de certains enfants d'ostréiculteurs : « Ostréiculteur, c'est le métier le plus bidon qui soit. On peut peut-être continuer après, mais dans une autre branche de l'aquaculture », m'a dit l'un d'eux.

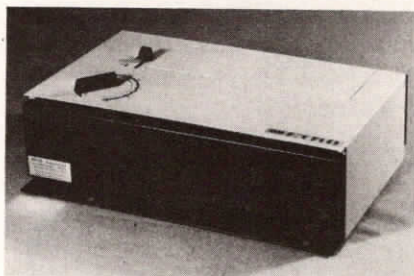
Jean-Pierre Vélis

METRO DUPLICATEURS S.A.

50, RUE ÉTIENNE-MARCEL, PARIS 2^e - TÉL. 236.38.30 et 98.17

THERMOFLEX

Thermocopieur pour l'établissement en quelques secondes d'un cliché hectographique — transparent si on le désire — pour duplicateur à alcool, d'un transparent pour la projection par rétro-projecteur, d'un thermo-stencil pour duplicateur à encre. Autres fonctions : monocopie, plastification.



MAJOR II Portable :

Duplicateur à alcool manuel en coffret portable avec poignée de cuir. Réglage de la force d'impression. Débrayage automatique du rouleau de pression. Format maximum : 240 x 345 mm. Sur option : Rampe d'injection de la solution alcoolisée.



METRO, UN ENSEMBLE COMPLET DE REPRODUCTION

DOCUMENTATION GRATUITE E SUR SIMPLE DEMANDE

SUPER CAMPUS BARTHE

PERMET L'INTERRUPTION ET LA REPRISE
DE L'AUDITION EN UN POINT PRECIS

Puissant, solide, musical, spécialement
conçu pour les enseignants



42 x 33 x 16 cm

6 kg se porte facilement de classe en classe.

Remise aux membres de l'Enseignement

Ets J.-D. BARTHE, 53, r. de Fécamp, 75012 PARIS

DISQUES MIRLITON



(Extrait de notre catalogue)

← Vient de paraître :

16 RONDES et CHANSONS
du Folklore de France
disque-album 33 t/ 30 cm
Réf. ALB 307 50 F

**

Livres Disques 45 T

1) LA CHEVRE DE M. SEGUIN
par un petit provençal
Réf. LD 444 20 F

2) MUSIQUETTE et GROTONTON A LA FERME
(conte réalisé dans une ferme
du Sud-Ouest) Réf. LD 476 20 F

3) MUSIQUETTE et GROTONTON AU VILLAGE
Le village et ses vieux métiers .. Réf. LD 441 20 F

DISQUES 45 TOURS CHANSONS :

— Maman la plus belle du monde, etc. Réf. Mi 485 15 F

— Petit indien - Bonne fête
petit papa, etc. Réf. 4503 15 F

— Berçeuse de Jimbo l'éléphant, etc. Réf. 475 15 F

— Chanson d'Emilie jolie et du Grand
oiseau, Casimir mon ami, etc. Réf. 503 15 F

Vente grands magasins, bons disquaires et par correspondance.
Catalogue gratuit sur demande (joindre 3 F en timbres pour partici-
pation aux frais d'envoi).

BON DE COMMANDE à :

M.P.D., 35, avenue du Bac, 94210 La Varenne-Saint-Hilaire

Nom :

Adresse :

Cocher les références dans les cadres. Franco à partir de 65 F.
Pour commandes inférieures, ajouter 6 F pour frais.

Règlement joint C.C.P. 3 volets Chèque bancaire

LARA SA

Société Anonyme au Capital de 5.800.000 F.
SIREN Corbel B 40671015

12, avenue Charles-de-Gaulle
B. P. 21
91421 MORANGIS Cedex (France)

Tél. (01) 909.54.22 +



Messieurs les Chefs d'Etablissements,
Messieurs les Intendants,
Messieurs les Chefs de travaux,

MARS 1981

Messieurs,

Depuis plus de 15 ans LARA est titulaire des mar-
chés audiovisuels de plusieurs Ministères, dont
celui de l'EDUCATION NATIONALE.

Bien sûr, nous sommes fiers de fabriquer le maté-
riel audiovisuel didactique le plus vendu en France
et... le plus exporté.

Mais ces succès n'auraient jamais connu une telle
ampleur sans votre confiance, vos conseils, et
votre appui.

Pour 81, LARA a été choisie à l'issue d'un appel
d'offres général, et vous fournira au marché à
commande ses RETROPROJECTEURS et EPI-
SCOPES en exclusivité.

LARA a également été sélectionnée au marché à
clientèle et de ce fait vous offrira en 1981 :

- projecteur 16 mm
- tireuse de transparents
- projecteurs de diapositives 24 x 36
- magnétophones TELEX C/110
et TANDBERG TB 1521
- copieurs de cassettes
- accessoires graphiques, divers...

Enfin... encore deux bonnes nouvelles !

— Notre lutte contre l'inflation continue : le pro-
jecteur 16 mm SINGER, par exemple, vous est
proposé en 1981 au marché à clientèle au prix du
marché à commande 1980 (bien sûr dans la limite
du stock).

— LARA, afin d'être plus proche de vos besoins
a créé des centres régionaux qui sont à votre dis-
position pour étudier avec vous, vos besoins spé-
cifiques.

Vous remerciant encore de votre confiance, nous
vous prions de croire, Messieurs, à l'expression
de nos sentiments dévoués.

G. AL. TABARLY

N. GUEDJ

Agence LARA - BORDEAUX AQUITAINE : Mr. Xavier de la RAITHIE
8, place du Parlement tél : 56.52.43.11

TELEX LARA 692037 F

les médias

Seul CRDP à avoir une convention avec l'INRP, le CRDP de Bordeaux est particulièrement actif. Impulseur de différentes recherches — sur le travail autonome et l'intégration de l'audiovisuel dans les pratiques pédagogiques notamment (en 1970, le CRDP de Bordeaux a lancé l'ICAV, Initiation à la culture audiovisuelle, pour les élèves du secondaire) —, il a entrepris, à la rentrée 1980, un « recentrage » de celles-ci dans la perspective de l'échec et du refus scolaires.

A ce propos, nous avons interrogé René La Borderie, directeur, et Alain Jeannel, responsable du service des recherches.

• **Pourquoi cette réorientation des recherches dans la perspective de l'échec et du refus scolaire ?**

Tout d'abord parce que le problème de l'échec scolaire est une des trames de notre travail depuis quinze ans. Ensuite parce que les équipes, au bout d'un certain temps, ont tendance à « ronronner ». Recentrer toutes les recherches revient à se demander ce que signifie notre travail dans la perspective de l'échec et du refus scolaire.

• **Comment caractérisez-vous l'échec et le refus scolaires, et l'un par rapport à l'autre ?**

L'échec et le refus sont des concepts racoleurs dont il convient de se méfier, car on a tendance à y mettre toutes sortes de choses. L'échec peut être ressenti, répertorié, exprimé par diverses catégories : élèves, enseignants, parents, ou autres (inspecteurs, psychologues, etc.). Quelles que soient ses raisons, l'école n'a pas le droit de se contenter de l'enregistrer ; elle doit chercher à le conjurer. Le refus peut être imposé ou subi. Un enseignant, Michel Pilorget, a établi une grille qui porte son nom et permet d'établir un diagnostic : l'échec est-il ressenti ? Par qui ? Pourquoi ? Qui refuse ? Pourquoi ce refus ? (le pourquoi exprimé et le pourquoi profond), ses conséquences positives et négatives. Cette grille permet de saisir les interactions. Car l'hypothèse de base est que c'est l'interaction de

deux attitudes qui détermine un refus. Phénomène de désintérêt, absence de motivation, le refus n'est pas seulement l'école buissonnière. C'est certes ce phénomène par lequel nombre d'élèves n'acceptent pas la façon dont l'école travaille et vont de ce fait être en situation d'échec. Mais il y a aussi ceux qui, tout en réussissant parfaitement à l'école, refusent de considérer que celle-ci est pertinente selon leurs projets et leurs désirs.

Le refus a donc de multiples formes : du chahut à la passivité, l'inertie totale, en passant par le vandalisme et le refus de l'innovation chez les « bons » élèves. Mais il y a aussi le refus positif d'enfants qui repoussent une proposition parce qu'ils en ont une autre.

• **Quelle est la démarche adoptée pour cette recherche ?**

Vingt-sept établissements de tous les niveaux, de l'école primaire (cours élémentaire) à l'IUT, sont engagés dans cette recherche. Nous partons du principe que seuls les enseignants, qui connaissent le système éducatif, peuvent produire des textes. Toutefois, il faut une formation de ces enseignants pour que les descriptions soient pertinentes. Il y a donc à la fois mise en place d'innovations et animations sur le terrain assurées par une équipe de cinq personnes qui forme le noyau de base : à savoir, nous-mêmes plus un professeur détaché à mi-temps, une institutrice et un psychologue.

révélateurs

Cette équipe organise également des réunions d'information qui permettent de réactiver le travail de recherche. En outre, c'est elle qui « questionne ». Car il ne faut pas qu'il y ait confusion entre le questionnement et l'expérimentation, mais des regards différents qui ne soient pas toujours portés par les mêmes personnes. L'observateur a en effet son propre questionnement, mais il pose ces questions au groupe en recherche. Il y a donc un perpétuel va-et-vient ; c'est une « recherche-

actions ». De plus, un bulletin de liaison intitulé **Refus** apporte des informations de, et à l'extérieur.

• Comment les enseignants expérimentateurs ont-ils réagi à l'annonce de ce recentrage ?

Certains ont eu des réactions d'opposition. D'autres ont trouvé cela passionnant. Le plus difficile a été de leur expliquer qu'il fallait poursuivre ce qu'ils avaient entrepris, mais seulement en repérant ce qui

pouvait avoir trait à des comportements de refus. Il s'agit d'un questionnement et d'une analyse de ces expérimentations pour voir s'il y a des moments qui répondent à la question du refus et de l'échec. Une enseignante, qui a voulu mener une étude sur le refus en classe de troisième, a en fait mis à jour un autre problème : celui de l'insécurité provoquée par la perspective de l'orientation, la rupture qu'elle constitue. Ce n'est pas parce que l'on va vouloir étudier le refus (ou l'échec) que

quand les élèves deviennent cinéastes

« Les militants anti-nucléaires viennent d'ailleurs » ; c'est ce qu'ont conclu Nathalie et Elisabeth, deux élèves de première du lycée Camille-Julian de Bordeaux, à l'issue d'une enquête réalisée l'an dernier dans le cadre de l'ICAV (Initiation à la culture audiovisuelle). Il s'agissait d'aller voir sur le terrain la manière dont les habitants des communes de Braud-Saint-Louis et Saint-Ciers ressentaient l'implantation d'une centrale nucléaire.

L'équipe s'est donc rendue sur place le temps d'un week-end, pour filmer et recueillir des témoignages qui constituent la bande sonore du film. La première image, c'est le panneau indicateur : Braud-Saint-Louis. La deuxième, c'est la centrale en construction. Viennent ensuite la campagne alentour — un décor champêtre de fleurs, d'arbres, de vignes, où évoluent chiens, chèvres et chevaux —, les bateaux de pêche dans le bassin du Verdon (« celui qui va servir à refroidir la centrale », commente Nathalie), les gens qui jouent à la pétanque devant l'église (« pas du tout préoccupés par la centrale », ajoute Elisabeth), le marché, les bâtiments préfabriqués où sont logés les ouvriers (immigrés pour la plupart) qui construisent la centrale, et le lotissement où habiteront les futurs cadres et employés de celle-ci. Il y a aussi la piscine ultra-moderne. « On a même construit une piscine dans ce coin perdu car la centrale va amener du monde », s'exclame Nathalie, qui a pu constater que les habitants du village sont d'autant moins opposés à la centrale nucléaire que celle-ci amène du travail, donc de l'animation dans la localité, et cela malgré les prix qui montent en flèche dans les magasins. « La plupart des gens étaient pour la centrale, même les pêcheurs parce que, si les petits poissons vont mourir, le réchauffement de l'eau en attirera d'autres », remarquent Elisabeth et Nathalie, plutôt déçues : « On espérait faire quelque chose d'écologique. On a découvert l'indifférence et la passivité des gens. Ce ne sont pas ceux qui sont concernés qui s'inquiètent, mais les intellectuels venus d'ailleurs. »

Pourtant, elles ont apprécié cette expérience qui leur a permis de découvrir une réalité, de travailler en équipe et

aussi de réfléchir sur l'image. « Le fait d'avoir réalisé quelque chose moi-même me permet de voir la télévision d'une autre manière », explique Nathalie qui a envie d'aller plus loin, de tourner par exemple avec ses camarades un conte fantastique qu'elles ont imaginé. Mais les obstacles sont nombreux : pas de caméra sonore, pas de club audiovisuel, et des problèmes d'emploi du temps. Tout le travail de montage a en effet eu lieu les mercredis après-midi et les week-ends chez leur professeur de français, Lucette Rabatet. Pour celle-ci aussi l'expérience a été positive à de nombreux égards, tant sur le plan strictement scolaire (« L'étude de l'image libère davantage la parole des élèves, leur permet de s'exprimer oralement, mais c'est aussi une base pour l'expression écrite : rédaction du commentaire ») que sur le plan humain (« Les élèves s'aperçoivent que le lycée n'est pas seulement répressif : le travail en petits groupes favorise la communication entre jeunes, mais aussi avec l'enseignant : c'est une occasion pour moi d'écouter leur point de vue. »)

Le fait de s'intéresser à des sujets qui ne soient pas « scolaires » (d'autres élèves de Lucette Rabatet ont réalisé des films sur les égouts de Bordeaux, le football dans la région, les touristes allemands au Cap Ferret et la pollution) modifie les relations à l'intérieur de la classe. D'autres enseignants, qui ont travaillé dans le même sens mais à plus grande échelle, puisqu'il s'agissait de l'ensemble des classes de section A du lycée de Fumel, ont fait la même constatation. En 1978-1979, les élèves ont réalisé une série de films intitulée « Une élève est passée... peut-être une femme ». Le dernier film, tourné l'année suivante, donne la parole aux enseignants et aux élèves pour une analyse rétrospective de l'expérience. « Il y a trois lycées : celui d'avant, celui de l'année du tournage, et celui de maintenant. Que serait notre vie de lycéens si nous n'étions pas ensemble ? C'est là notre découverte », ont remarqué les élèves. Du côté des professeurs, on a mis en évidence les bienfaits de la démarche pluridisciplinaire (« faire quelque chose ensemble ») et d'une meilleure communication avec les jeunes, « une occasion de contact et de bonheur ».

l'on va mettre ce problème à jour. Le problème du refus apparaît davantage dans une recherche, quelle qu'elle soit ; cela vient de ce que le refus existe ; il n'y a pas besoin de le provoquer. C'est pourquoi il n'est pas question de mettre en place des dispositifs spécifiques sur le refus. Il s'agit pour chaque équipe d'apporter son expérience antérieure dans un protocole qui porte sur le refus et l'échec scolaire.

• **Quelles sont les hypothèses de base de vos recherches ? Quels seraient, à votre avis, les moyens de lutter contre le refus et l'échec scolaires ?**

Tout d'abord prendre en considération la représentation du monde qu'ont les enfants (ce qui ne signifie pas que l'on s'abstienne de la critiquer) et, à partir de cela, greffer les connaissances que la société actuelle valorise, ce qui contribue du même coup à les relativiser. Ensuite, former l'enseignant afin qu'il prenne conscience du fait que, si la classe est hétérogène, lui-même en a des représentations contradictoires. Il lui faut considérer les enfants de la classe non pas comme des élèves qui doivent ressembler à un modèle, mais comme des individus qui ont chacun des compétences et qu'il faut amener à des performances. Il y a là un problème de formation des enseignants pour éviter le décalage entre le discours et la pratique. C'est pourquoi on organise la recherche à partir de la pratique des enseignants de manière à relier recherche et formation. Enfin, faire éclater les disciplines, car leur découpage ne tient pas compte de l'appréhension globale du monde. Pour cela, il faut développer des disciplines « transdisciplinaires » comme la logique, la sociologie, les techniques documentaires (qui ont recours à l'informatique, l'audiovisuel, la télématique) qui permettent de penser en termes de « communication », de passer d'une pédagogie de l'apprendre à une pédagogie du comprendre. D'où la nécessité pour l'enseignant de fonctionner selon une certaine connaissance des lois de la communication.

**Propos recueillis par
Michaëla Bobasch**

mathématiques

Modifier l'attitude de l'enfant
— donc du futur adulte — face aux mathématiques
en intégrant la rationalité
à sa pratique quotidienne, en lui permettant
de faire lui-même la preuve
de la véracité mathématique,
bref, en remplaçant le conditionnement
par le raisonnement : tel est le but
d'une « recherche-innovation » entreprise
depuis 1974 par les chercheurs
de l'IREM de Bordeaux et l'équipe pédagogique
de l'école Jules-Michelet à Talence.

Un processus d'autant plus complexe que, si
l'on peut fort bien évaluer les connaissances
acquises, il est très difficile de connaître
les mécanismes de compréhension...

au quotidien

« A L'ISSUE de la scolarité, l'enfant ne demande plus : Explique moi, pourquoi c'est comme cela ?, mais : Qu'est-ce que je dois apprendre ? On l'a transformé en poulet aux hormones. » C'est en partant de ce constat et de celui de la mauvaise image de marque des mathématiques que Guy Brousseau, maître-assistant à l'université de Bordeaux I, a décidé d'entreprendre dans le cadre de l'IREM (Institut de recherches sur l'enseignement des mathématiques) une recherche sur l'apprentissage des mathématiques à l'école maternelle et élémentaire. Son objectif : « modifier l'attitude des individus face aux mathématiques et à tout ce qui s'y rattache, à savoir la rationalité, intégrer les mathématiques à la pratique des gens ». Pour cela, il faut intervenir le plus tôt possible, car, estime-t-il,

« la manière dont on fait des mathématiques avec les enfants sera déterminante pour leur attitude ultérieure et la façon dont ils pratiqueront la pensée rationnelle ».

Pour Guy Brousseau, les mathématiques sont avant tout « un système de déduction, la capacité de redémontrer soi-même, de reformuler et de mettre en doute les assertions qu'on vous propose. La vérité mathématique repose sur la preuve ; or celle-ci est quelque chose de personnel ; la conviction est quelque chose que le sujet doit faire lui-même ». D'où sa conclusion qu'« il ne faut pas enseigner à quelqu'un des vérités qu'il ne peut démontrer lui-même, car toute preuve doit être construite par le sujet et non pas parachutée de l'extérieur ».

Que se passe-t-il en classe ? Par-

iques

quer l'absence de compréhension réelle, la carence du mode de raisonnement », constate Guy Brousseau. D'où la nécessité d'axer l'apprentissage sur le mode de raisonnement en donnant aux enseignants des instruments visant à remplacer le conditionnement par le recours au raisonnement : « Il faut donner aux maîtres les moyens d'éviter cette espèce d'assassinat de la pensée rationnelle de l'enfant. »

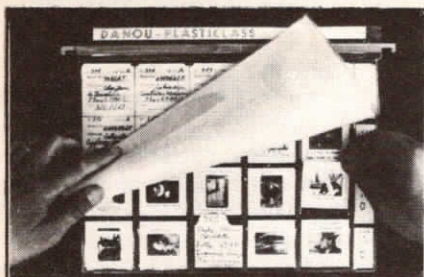
Ce moyen, ce sera un ensemble de situations didactiques que l'institutrice va mettre en œuvre dans sa classe et qui conduiront l'enfant à ne pas accepter passivement ce qu'on lui dit, mais à « lui faire cultiver le doute, le débat, la création de langages, la résolution de problèmes, la construction de théories ». Ces situations se présenteront — surtout en maternelle —, sous forme de jeux qui permettront à l'enfant de construire la connaissance mathématique en prenant les bonnes décisions. « Je suis un fabricant de jeux collectifs », dit volontiers Guy Brousseau. Il y aura diverses situations qui seront autant d'étapes : les « situations d'action » dans lesquelles le sujet a des décisions à prendre mais n'a pas besoin d'en faire part à quiconque (empiler des cubes par exemple : c'est à lui de voir de quoi dépend la chute des cubes. L'enfant tâtonne, prend conscience de ce qu'il a à faire et du meilleur moyen d'obtenir le meilleur résultat), les « situations de communication » (le maître organise une situation telle que les élèves sont obligés de communiquer), les « situations de formulation de la connaissance » (la situation va déterminer le contenu du message), pour parvenir au stade de la « démonstration de la preuve » où il ne s'agit plus seulement de formuler une connaissance mais de la soumettre à un jugement, et enfin à « l'institutionnalisation de la connaissance » qui est le passage de quelque chose que l'on a vécu à la reconnaissance d'un savoir. « Il ne s'agit plus d'une vérité révélée, mais de celle que l'on traque », remarque Guy Brousseau pour qui « la méthode est indissociable du contenu » et qui met en œuvre ces diverses situations dans le cadre d'une « recherche-innovation » à l'école Jules-Michelet de Talence.

Ecole expérimentale de plein exer-

cice où toute l'équipe pédagogique (vingt enseignants — quatorze pour les dix classes élémentaires et six pour les quatre classes de maternelle — et un psychologue scolaire) est engagée dans la recherche, Jules-Michelet est en même temps une école ordinaire. Implantée dans la ZUP de Talence, elle ne sélectionne pas ses élèves et n'applique ni horaires ni programmes particuliers. On pourrait la définir comme un centre d'observation. Son originalité réside dans un effectif réduit (vingt-cinq élèves par classe), un taux d'encadrement élevé, et le « Club mathématiques », salle hexagonale pourvue d'un miroir sans tain (1) qui permet d'observer de l'extérieur ce qui s'y passe, jouxtant un studio d'enregistrement. Trois caméras peuvent filmer et divers micros enregistrer le déroulement de la séance. Celle-ci consiste à proposer une ou des situations aux enfants et à observer le déroulement de la leçon : discours et attitude de l'enseignant et des élèves, échanges électifs que ces derniers peuvent avoir entre eux, etc. « Le comportement des enfants résulte d'une multitude de variables. Il faut prendre la situation dans sa globalité et discerner les différentes variables, voir comment elle interfère, voir à quel moment l'enfant va recourir à une construction mathématique en réponse à certaines contraintes », signale Jacques Peres, psychologue scolaire.

Le problème est donc de trouver la situation la plus intéressante et d'en envisager toutes les implications, ce qui n'est pas toujours aisé, car les enfants ont parfois recours à des astuces inattendues. Ainsi, ces élèves de maternelle auxquels on tentait, par un jeu (des objets ayant un caractère commun répartis dans différentes boîtes), de faire créer un code de désignation de ces objets qui ont eu l'idée de prendre tout simplement la trace des contours des divers éléments. « Pour éviter cela, on leur a distribué des feuilles plus petites. Mais les enfants ont tourné la difficulté en faisant se chevaucher les tracés. On a donc laissé de grandes feuilles, mais interdit de manipuler les objets » explique Jacques Peres. « Le problème est de trouver des jeux suffisamment généraux et intéressants pour être reproductibles »,

tons d'un problème de robinets. Tout le monde semble avoir compris. Mais qu'advient-il si l'on remplace les robinets par un problème de débit portant cette fois sur des achats et ventes ? « Il y aura 20 % des élèves que cela ne gênera pas car ils ont compris le principe de fonctionnement ; 10 % n'ont pas compris et seront incapables de faire les deux problèmes ; et... 70 % seront capables de faire le problème de robinets mais ne pourront pas extrapoler. Toutefois, ils possèdent quelques algorithmes et, deux fois sur trois, réussiront à faire le second problème. Ainsi, sur cent enfants, quarante auront un résultat juste. On peut donc avoir un pourcentage de 40 % de réussite avec seulement 20 % des élèves qui ont réellement compris ; cela montre combien les résultats peuvent mas-



Pour vos problèmes de

CLASSEMENT PROTECTION RECHERCHE RAPIDE

des DIAPOSITIVES, FILMS, PHOTOS,
DISQUES, COURS, DOCUMENTS
DIVERS, nous fabriquons des articles
de classement en matière plastique

« PLASTICLASS »

(en dossiers suspendus ou
albums-classeurs avec feuillets)

NOUVEAUTE : Classement de cassettes et classeurs audiovisuels

Documentation gratuite sur demande

DANOÛ S.A., 4 et 6, pl. Léon-Deubel
75016 PARIS - Tel : 527-56-19 525-88-71

Club Alliance Voyages



« CIRCUITS ET TRANSPORTS
ECONOMIQUES EN CAR »
ORGANISATION DE
VOYAGES EN CARS

Exemples : week-ends

LONDRES	220 F
AMSTERDAM	130 F
BRUXELLES	130 F

Mini séjours scolaires

Angleterre, 3 jours	435 F
Allemagne, 2 jours	290 F

Week-ends prolongés

PONTS DE 4 JOURS
(Ascension, etc.)

BERLIN	570 F
PRAGUE	580 F
VENISE	570 F
FLORENCE	570 F
LONDRES	460 F
AMSTERDAM	330 F
COPENHAGUE	580 F

Circuits : PAQUES - ETE

GRECE	1 450 F
ITALIE	1 280 F
ESPAGNE	1 120 F
SCANDINAVIE	1 180 F
ECOSSE	1 240 F
IRLANDE	1 350 F

92, bd Raspail - 75006 Paris
Tél. : 548-89-53

ajoute Guy Brousseau.

Il est en effet indispensable d'assurer la reproductibilité des situations didactiques. C'est pourquoi les observations se font selon des règles bien précises. On demande notamment au maître d'être « neutre » : il met les élèves en situation, mais ses interventions sont codées. « Il faut que l'enfant soit devant un problème avec toutes les données pour le résoudre et qu'il voie si cela marche ou non », indique Guy Brousseau, conscient du fait que cela demande au maître un effort de renoncement dans la mesure où il est difficile pour lui d'envisager des situations où il n'est pas présent de manière active. « Il faut retirer au maître le pouvoir de décider seul dans la mesure où l'on ne peut à la fois chercher une méthode et voir expérimentalement comment elle fonctionne » précise-t-il, soulignant toutefois la primauté du pédagogique sur l'expérimentation : « Le maître peut à tout moment reprendre la barre en fonction de ce qu'il estime être nécessaire pour les élèves. Mais cela signifie automatiquement la fin de l'observation. »

Les observations servent à mettre en œuvre des situations, mais aussi à vérifier des hypothèses. C'était le cas pour une approche des décimaux au CM 2. Celle-ci avait déjà été réalisée en recourant à la manipulation de piles de feuilles d'épaisseurs différentes : l'enfant arrivait à voir qu'un certain nombre de feuilles de la pile A équivalait à un nombre différent de feuilles de la pile B. Les instituteurs de l'école d'application de l'EN de Périgueux préconisaient une méthode différente : concevoir le décimal en tant que mesure non plus d'épaisseur, mais de longueur, en recourant pour cela à différents segments. Les élèves, qui avaient assimilé au cours d'une leçon précédente le fait que, dans une fraction, le dénominateur indique en combien de parts on partage l'unité, ont tout d'abord tracé deux segments corres-

pondant aux fractions $\frac{3}{4}$ et $\frac{4}{5}$.

Il leur fallait ensuite prévoir quelle pourrait être la somme de ces deux segments (ou de ces deux fractions). Leur premier réflexe a été d'additionner les deux numérateurs et les deux dénominateurs. Vérification faite, le

segment obtenu ($\frac{7}{9}$) s'est révélé

plus petit que les deux autres segments placés bout à bout. Le but était évidemment de faire trouver aux élèves le mécanisme qui permet de faire la somme de deux fractions, à savoir le recours à une unité que l'on puisse à la fois partager en quatre et en cinq, un multiple de ces deux nombres. Les élèves n'ont pas trouvé. Tout au plus deux fillettes, qui travaillaient sur un autre couple de

fractions ($\frac{3}{4}$ et $\frac{7}{8}$), ont-elles

trouvé $\frac{24}{28}$, mais en faisant le

produit des numérateurs et des dénominateurs, bref, une réponse juste mais qui n'était due qu'à un « truc » erroné. « Dans ce cas, l'expérience a servi à mettre en évidence l'obstacle classique de la représentation des fractions, à reconnaître le moment difficile d'une méthode. L'équivalence des fractions n'était pas explicite (certains élèves ont manipulé l'équivalence sans s'en apercevoir), il n'y a pas eu institutionnalisation du savoir lors de cette séance. C'est un modèle à abandonner », conclut Guy Brousseau lors de la discussion qui a suivi la leçon.

Parce qu'elle permet, grâce à la caméra, de repérer les élèves en difficulté ou bien ceux qui ont fait des trouvailles intéressantes (comme les deux fillettes qui avaient proposé

$\frac{24}{28}$) et de porter plusieurs regards

sur l'enfant (donc de relativiser le jugement à l'égard de celui-ci), l'observation telle qu'elle est pratiquée à l'école Jules-Michelet peut être non seulement un moyen d'appréhender la manière dont se fait la construction mathématique, mais aussi, ce faisant, de lutter contre l'échec scolaire.

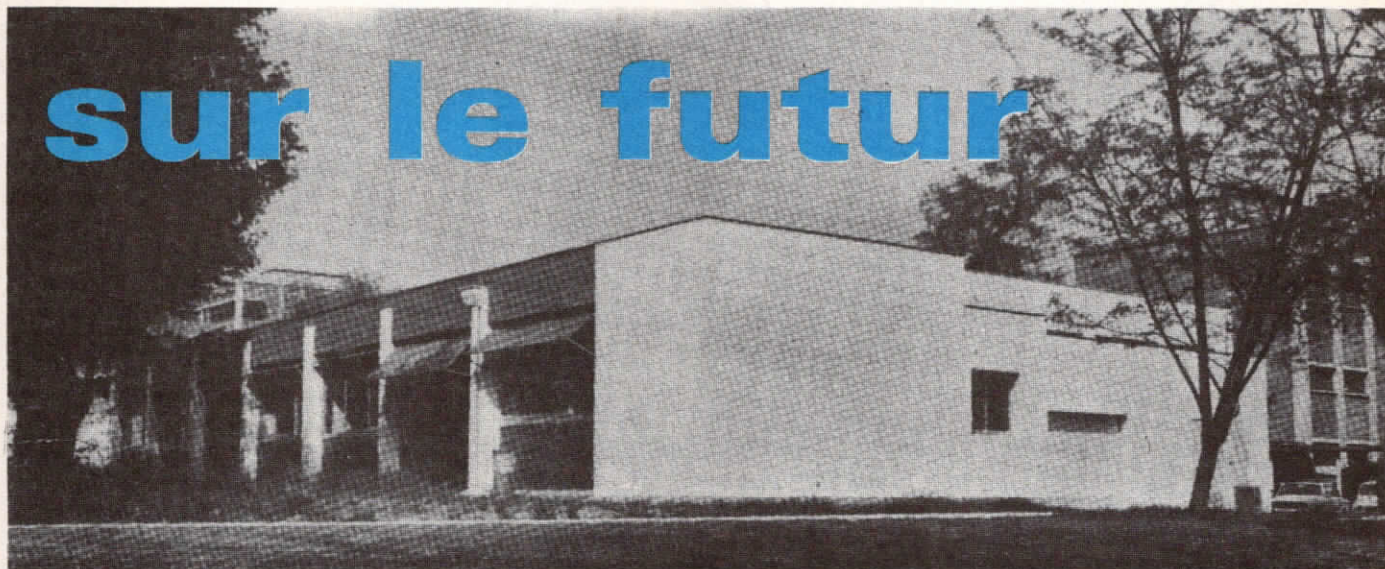
Michaëla Bobasch

(1) Certains émettront des réserves sur ce type d'observation qui peut apparaître comme de l'espionnage. Nous tenons à signaler qu'il n'a pas lieu à l'insu des enfants qui ont même été initiés au maniement de la caméra... ce qui ne justifie pas forcément, d'ailleurs, l'utilisation d'un tel procédé. (N.D.L.R.).

calcul

Grouper les ressources de plusieurs universités pour disposer d'un service informatique plus perfectionné au moindre coût : tel est l'objectif qui a présidé à la création du Centre interuniversitaire de calcul (CIUC). Implanté dans l'université de Bordeaux I, celui-ci va encore élargir sa vocation en devenant, fin 1982, Centre interuniversitaire et interrégional.

sur le futur



DES UTILISATEURS très diversifiés (de la petite école où l'on fait des recherches à l'université, en passant par une clientèle privée) pour des utilisations multiples (du programme le plus simple au calcul d'une extrême complexité) : telles sont les caractéristiques du Centre interuniversitaire de calcul (CIUC). Situé dans la partie scientifique de l'université de Bordeaux I, il abrite dans ses quatre cents mètres carrés un ordinateur monoprocesseur « IRIS 80 » (CII-Honeywell Bull) qui comporte, outre une mémoire centrale de « 192 KO » (capable de stocker cent quatre-vingt-douze mille vingt-quatre mots), des mémoires auxiliaires (cinq disques « MD 50 » pouvant stocker cinquante millions de caractères chacun, deux disques « MD 100 » — cent millions de caractères chacun — et quatre unités de bandes magnétiques « 1600 BPI » d'une capacité de mille six cents caractères par ruban, ainsi qu'une

unité de bandes « 800 BPI ») et des unités d'entrée et de sortie (un lecteur de bandes perforées, un perforateur de cartes et deux imprimantes mille deux cents lignes et six cents lignes/minute).

A ce Centre, où travaillent cinq ingénieurs informaticiens, six opérateurs-pupitreurs et deux secrétaires, sont reliés cinq terminaux « lourds » (mini-ordinateurs type « MITRA 15 ») qui se trouvent dans les universités de Bordeaux I (bâtiment des sciences économiques et administration pour la gestion), Bordeaux III (Lettres), Limoges et Pau, ainsi qu'une soixantaine de terminaux « légers » (micro-ordinateurs) dans les écoles, les bâtiments de mathématiques, et à l'intérieur du Centre lui-même.

Cette structure résulte de la coordination de plusieurs universités (Bordeaux I et III, Limoges et Pau) qui ont choisi de regrouper leurs moyens pour entretenir un outil susceptible de répondre rapidement et

efficacement à leurs besoins. Ceux-ci sont de trois types : recherche (60 % de l'utilisation de la machine) gestion (25 %) et enseignement (15 %).

La recherche concerne les universités des sciences (les plus gros utilisateurs sont les laboratoires de cristallographie de chimie-physique pour des calculs de structure moléculaire) mais aussi, pour une part plus restreinte, des lettres (cartographie, documentation automatique). L'activité « gestion » (gestion de la scolarité — enregistrement des étudiants, établissement des listes électorales, bordereaux de résultats d'examens —, statistiques et traitement de la comptabilité) est appelée à disparaître car l'université de Bordeaux vient d'obtenir un matériel spécifique à cet effet. Quant à l'enseignement, il concerne essentiellement les étudiants en licence (une centaine) et en maîtrise (une soixantaine) d'informatique, dont le nombre a doublé

en deux ans. « *Durant les périodes de « projets », il est arrivé que des étudiants campent dans le couloir* », signale Richard Castanet, directeur du CIUC. Pour apprendre à se servir de la machine, les étudiants en maîtrise se voient confier des « projets » extrêmement divers : « *Construction d'un système de gestion de références bibliographiques, connexion d'un ordinateur LSI 11 sur un IRIS 80, visualisation de volumes dans l'espace, étude du lancement d'une société de conception de logiciels à Bordeaux, gestion des anciens étudiants en informatique, musique sur micro-ordinateur, etc.* » A eux de bâtir leur programme en déterminant les informations utiles et en imaginant tous les types de réponses possibles.

Mais le CIUC a encore bien d'autres utilisateurs : établissements d'enseignement supérieur (IUT, IAE, Ecole de commerce, IREM) auxquels s'ajoute une clientèle privée (experts comptables, sociétés industrielles, armée, etc.). Ceux-ci acquittent des tarifs différents selon qu'ils sont « internes » (environ 200 F l'heure de calcul), extérieurs (universitaires ou services publics ne faisant pas partie du regroupement : 400 F) ou privés (3 000 F l'heure). Toutefois les recettes du privé n'ont pas dépassé 150 000 F l'an dernier pour un budget de près de deux millions (1). Pourtant, en dépit de problèmes financiers, la direction du CIUC ne désire pas développer les services en direction de la clientèle privée. « *On ne cherche pas à faire du dumping pour deux raisons*, explique Richard Castanet : *tout d'abord parce que les membres du groupement doivent être prioritaires afin de garder au Centre sa vocation initiale, et ensuite pour ne pas engorger la machine.* » Lorsque celle-ci est trop sollicitée (ce qui arrive fréquemment), les temps de réponse sont trop longs.

Sans doute cette difficulté sera-t-elle résolue par la création d'un nouveau Centre fin 1982, prévue dans le cadre général du Schéma directeur des moyens informatiques universitaires. Le nouveau bâtiment, d'une surface de mille cinq cents mètres carrés, abritera un ordinateur de type « MULTICS » (CII-HB) cinq fois plus puissant que l'« IRIS 80 », et d'une capacité de mémoire vingt

fois supérieure à celui-ci (trois à quatre milliards de caractères). Le nouveau Centre, qui emploiera davantage de personnel (douze ingénieurs et quatorze opérateurs-pupitreurs), aura une vocation plus large quant au nombre d'utilisateurs qui pourront être connectés, des outils supplémentaires (davantage de langages) (2) et de meilleures performances (amélioration des temps de réponse et de la fiabilité de ces dernières).

Cette opération, qui fera de Bordeaux l'un des quatre grands centres régionaux de calcul, aura, selon Richard Castanet, des répercussions importantes sur le plan régional : décentralisation de certains services ou laboratoires parisiens, utilisation possible pour des établissements publics locaux, et création de bases de données d'intérêt commun dans la région (par exemple, informations sur les branches d'activités régionales en direction des chambres de commerce).

Toutefois, il reste deux problèmes : celui du financement des nouveaux locaux (le matériel sera payé par le ministère des Universités mais le bâtiment fera appel à des crédits régionaux) qui sera sans doute résolu d'ici avril, et celui des luttes d'influence régionales. L'université de Toulouse (où est installé un Centre interuniversitaire de calcul), voit d'un mauvais œil le choix de Bordeaux pour l'implantation du Centre de calcul interrégional. Etudiants et chercheurs de Toulouse ont manifesté leur mécontentement. Ils craignent en effet le déplacement des activités d'étude et de recherche, lorsque le centre de Toulouse sera relié à Bordeaux en 1982. A Toulouse on estime que cette décision relève d'une manœuvre politique. A Bordeaux on rétorque qu'il est souhaitable de rééquilibrer les activités.

On le voit, le bonheur des uns fait le malheur des autres, et la décentralisation contribue parfois à exacerber les rivalités régionales.

M. B.

(1) Dont 1,3 million réservé à l'entretien de la machine et à la location d'une partie du matériel.

(2) L'IRIS 80 travaille déjà dans cinq langages : ALGOL, BASIC, COBOL, FORTRAN et PL1.

les cc

« *CREER des situations telles que les élèves aient un réel pouvoir sur les choses. Etablir des relations étroites entre l'extérieur et ce qui se fait en classe.* » Pour réaliser ces objectifs éducatifs, Michèle Hedin, PEGC de français-histoire-géographie au collège Monjous à Gradignan, ne ménage ni son temps ni ses efforts. Bouillonnante d'idées, à l'affût de tout ce qui peut présenter un intérêt pédagogique (de la visite du journal local aux possibilités offertes par le CRDP en passant par les spectacles — films, pièces de théâtre, expositions — ayant lieu à Bordeaux et dans la région), elle multiplie les initiatives. C'est ainsi qu'elle a abordé Molière au premier trimestre par le biais d'un travail sur « le parti pris biographique » grâce à l'étude de différents films (ceux d'Ariane Mnouchkine et de Jean-Louis Barrault) et d'une pièce de théâtre (*La vie de Jean-Baptiste P...*) montée à partir du texte de Boulgakov par une troupe régionale, le Théâtre en miettes.

Ce type de démarche ne date pas d'hier. Dans l'établissement où elle enseignait auparavant (le collège La Glacière à Mérignac), elle avait participé avec plusieurs collègues à une recherche entreprise par le CRDP sur « Le travail autonome » ; travail autonome qu'elle a désormais intégré dans sa pratique pédagogique quotidienne. Ainsi confie-t-elle régulière-

Collégiens mènent

Etude de la région, pluridisciplinarité et travail autonome sont les trois composantes du projet pédagogique d'une enseignante de français-histoire-géographie au collège Monjous à Gradignan (Gironde).

Celle-ci a en effet entrepris une étude de la région Aquitaine à l'issue de laquelle chaque groupe d'élèves devra avoir réalisé un dossier sur l'un des six thèmes constituant l'ensemble.

l'enquête

ment à ses élèves le soin de traiter de manière autonome certaines parties du programme.

Dans le cas présent, il s'agit pour une classe de quatrième d'étudier la région Aquitaine sous divers angles qui correspondent à autant de sujets pris en charge individuellement ou en groupe par les enfants : le cadre de vie actuel (paysages, climats, eaux) ; l'équipement régional (voies de communication, rôle de la métropole régionale) ; les activités économiques (agriculture, industries) ; le commerce (le port de Bordeaux et l'arrière-pays) ; le tourisme (l'aménagement de la côte aquitaine, les Pyrénées, le tourisme rural) et l'information régionale. Ces thèmes sont à dominante géographique. Pourtant, la pluridisciplinarité interviendra dans la mesure où chaque groupe devra, à la fin de l'étude (commencée en janvier, celle-ci se terminera fin mars), rédiger un dossier documentaire ou un dossier de presse qui fera, bien évidemment, appel au français.

Car pour Michèle Hedin, la pluridisciplinarité va de soi dans la mesure où elle correspond à un impératif de cohérence. « *Je suis terrorisée par les petites cases. Il faut rendre à l'individu — et à l'enfant — sa globalité* », dit cette enseignante pour qui l'aspiration interdisciplinaire découle tout naturellement de sa bivalence, laquelle est sans doute difficile à

mener en profondeur dans l'optique pédagogique qui est la sienne, mais a en revanche l'avantage de ne pas offrir une vision parcellaire et de permettre de multiplier les passerelles (perspective historique et littéraire, possibilité de travail par thème).

La recherche documentaire, première étape de l'élaboration d'un dossier, est aussi un moyen d'autonomie. Les élèves vont l'entreprendre tant à l'intérieur du collège (CDI) qu'à l'extérieur. En cette matinée du 30 janvier, elle a lieu au CDDP situé à Bordeaux. Après une brève présentation des lieux, des documents que l'on peut y trouver (livres, revues, encyclopédies, diapositives, disques, vidéo-disques, films, dossiers de presse) et de la manière de les chercher (emplacement et consultation des fichiers), chacun se met en quête de ce qui pourrait lui permettre de traiter son sujet.

Les réactions des élèves sont très diverses. Les uns se plongent dans les fichiers. D'autres, comme Isabelle, sollicitent le professeur : « *Madame, y a-t-il des diapositives sur le climat ?* » « *Moi, je ne peux pas te répondre ; seul le fichier peut te le dire* », indique Michèle Hedin tandis que Claude, la bibliothécaire, oriente Isabelle vers le fichier « *Géographie de la France* ». Denis, qui a pour sujet « *L'aménagement de la côte aquitaine* », travaille seul. Il a trouvé une fiche qui lui semble

répondre à ses besoins, mais reste perplexe devant les indications qui y figurent. Où trouver le document correspondant ? Claude lui explique ce qu'est la cote d'un livre et son emplacement sur les rayons : « *Tu relèves la référence qui est au bas de la fiche. Elle comporte un numéro et les trois premières lettres du nom de l'auteur.* » Une fois en possession de l'ouvrage, il consulte la table des matières, puis ouvre à la page où se trouve une carte des aménagements de 1970 à 1974. « *Cela m'intéresse* », dit Denis qui, après avoir décidé d'emprunter le livre, s'apprête à chercher d'autres documents plus récents.

Mais tous ne s'en tirent pas aussi bien. Certains « *pataugent* ». Sylvie, par exemple, qui travaille sur l'information régionale, a bien trouvé un livre, mais n'arrive pas à décider s'il comporte ou non des renseignements utiles. « *Regarde la table des matières pour voir s'il y a un chapitre sur la presse en Aquitaine*, suggère Michèle Hedin ; *il faut aussi tenir compte de la date de parution ; si le livre a été édité en 1950, il n'apportera pas d'indications exploitables.* » Et de se plonger avec Sylvie dans le sommaire. Au chapitre « *Les quotidiens politiques et d'information générale* », elles trouvent une liste de journaux régionaux dont certains, comme *Basque Eclair*, n'existent plus. « *Il y a peut-être là une piste inté-*

cemea

MOUVEMENT D'EDUCATION
ORGANISME DE FORMATION

CHOISISSEZ VOTRE STAGE
EN FONCTION DE VOS
INTERETS :

- centres de vacances
- enfance et adolescence
handicapées
- activités internationales
- festival d'Avignon

STAGES D'ACTIVITES
FORMATION CONTINUE
SPECIALISATION

CEMEA

55, rue Saint-Placide
75279 PARIS CEDEX 06
Tel. : 544 38 59

EDUCATIONS

ressante : montrer qu'au cours des dix dernières années, beaucoup de petits journaux ont disparu », remarque Michèle Hedin. Aussitôt, Sylvie recopie la liste des titres qui sont dans ce cas. D'autres élèves éprouvent des difficultés à cerner leur sujet. Ainsi, le groupe qui travaille sur le tourisme a du mal à définir le tourisme rural : « Est-ce dans un village ? ». « C'est à la campagne, répond Michèle Hedin. As-tu entendu parler de tourisme vert, de gîte rural ou de camping à la ferme ? Autant de possibilités qui existent en Dordogne et dans l'arrière-pays ? » Et d'ajouter : « C'est un travail que vous auriez dû faire dès que vous avez eu le sujet : réfléchir au sens des mots. »

C'est maintenant le groupe « Paysages d'Aquitaine » qui est en perdition. « On a cherché des livres, il n'y en a pas ; des diapositives non plus ; on ne sait plus que faire ! », se désole une élève. Le professeur « accouche » littéralement le groupe. « Qu'est-ce qu'un paysage ? De quoi résulte-t-il ? », « Du climat » répond une élève. « Oui, et de quoi encore ? », « Des eaux ». « Oui, mais c'est toujours le climat. Qu'est-ce qui fait la différence entre les Landes et les collines du Périgord ? », « La végétation » suggère une autre élève, pour parvenir peu à peu à la notion de relief. D'où la conclusion de Michèle Hedin : « Vous avez maintenant deux entrées dans le fichier : végétation et relief. » Elle intervient encore, notamment pour expliquer à deux élèves qui ont commencé à prendre des notes détaillées, que ce n'est pas l'objectif de la séance : « Nous ne restons qu'une heure et demie. Le but est de trier parmi les documents ceux qui vont vous servir et d'en relever la référence pour pouvoir les emprunter ou en faire photocopier des passages. »

Mais bientôt chacun est lancé et les recours à l'enseignante ou aux bibliothécaires se font de plus en plus rares. Certains ont même le réflexe de transmettre aux autres un document susceptible de les intéresser. « Ils se débrouillent mieux que certains adultes », remarque Claude. Mais la fin de la séance approche. Il va être temps de partir. Les bibliothécaires montrent comment remplir les fiches de sortie des documents.

Michèle Hedin s'affaire, notant sur un cahier ce qu'ont emprunté les différents groupes, battant le rappel de ceux qui s'obstinent à chercher jusqu'au dernier moment, et s'assurant que les élèves ont bien remis en place ce qu'ils n'ont pas emporté. Enfin, le groupe s'esquive en silence (« Il ne faut pas gêner les gens qui travaillent encore » : Michèle Hedin fait aussi, au passage, un peu d'instruction civique) après avoir remercié les bibliothécaires de leur accueil. En route pour l'arrêt d'autobus qui ramènera tout le monde à Gradignan. Car les élèves — munis d'autorisations parentales — prennent l'autobus urbain. Et cela se passe généralement fort bien.

Heureusement, car c'est à cette seule condition que peuvent avoir lieu de telles sorties. Aussi bénéfique que puisse être ce type d'initiative, il se heurte sans cesse à des difficultés inhérentes à la pesanteur de l'institution scolaire : impératifs horaires (Michèle Hedin ne peut sortir ses élèves que parce qu'elle a trois heures de cours consécutives avec eux le vendredi matin, sinon il ne serait pas question de modifier l'emploi du temps), problèmes d'effectifs (ce qui est possible avec vingt-deux élèves ne l'est pas avec quarante) et contraintes économiques (un car spécial coûte cher ; cette sortie avec des tickets d'autobus à tarif réduit revient à 3,50 F par élève). « J'ai des scrupules à demander aux familles 12 F pour emmener la classe voir Les Fourberies de Scapin », indique un enseignant du même établissement qui brûle pourtant d'envie de montrer à ses élèves, qui étudient la pièce, une autre dimension de celle-ci.

Sans compter que certains parents, inquiets de l'avenir scolaire de leurs enfants, voient d'un mauvais œil de telles initiatives. « Vous emmenez les enfants au cinéma et au théâtre, mais qu'en est-il de l'orthographe ? » est une réflexion que l'on entend fréquemment. D'où une sorte d'autocensure pour nombre d'enseignants qui craignent les complications. C'est pourquoi, déplore Michèle Hedin, « Les innovations se font dans un cadre très restreint et un peu marginal ».

M. B.

pour apprendre ou perfectionner

une langue étrangère

rien ne remplace

un séjour à l'étranger

avec le



CSLC
clermont-ferrand

Centre de Sejours Linguistiques et Culturels. Association de Professeurs (loi 1901) agréée par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports (63124) et le Commissariat General au Tourisme (74066)

grande-bretagne • irlande • allemagne • usa
espagne • à toute époque de l'année !

CSLC A LYON: (7) 827-11-85
SIEGE SOCIAL 12 rue Gabriel Péri
63000 CLERMONT-FERRAND: (73)93-58-68

Sans engagement, je désire recevoir votre documentation

Nom, Prénom

Adresse

la nouvelle mission

Depuis le début de l'année scolaire et pour la première fois dans l'histoire de la formation des instituteurs, les universitaires interviennent dans les écoles normales. Ce système révèle déjà lacunes, imperfections et inconvénients. Comme toutes les régions, l'Aquitaine se trouve confrontée aux questions que se pose l'Université face à cette nouvelle mission qui lui est confiée.

des universités

DEUX UNIVERSITÉS, l'une au nord ((le complexe des trois universités de Bordeaux), l'autre au sud de l'académie (l'université de Pau et des pays de l'Adour) se partagent les six écoles normales des cinq départements aquitains, auxquelles a été ajoutée celle de Tarbes, plus proche de Pau que de Toulouse, son académie d'origine.

Les difficultés que rencontrent aujourd'hui les universitaires et leurs administrations sont, semble-t-il, de deux ordres : certaines tiennent à la mise en place, sur le terrain, des unités de formation dont désormais l'Université a légalement la charge ; d'autres découlent de la conception même du DEUG spécifique, qui est sans doute une victoire acquise par les instituteurs, mais aussi source de bien des conflits, de malentendus et d'erreurs.

Les problèmes techniques qui se posent aujourd'hui au président de l'université de Pau, Daniel Levier, ne sont certes pas typiquement palois. Ils résument bien cependant les handicaps auxquels se heurtent les petites universités devant ces nouvelles dispositions. Il a été acquis que les universitaires devaient intervenir dans les écoles normales (et non les normaliens se déplacer dans les universités). Cette disposition alourdit terriblement la charge des universitaires, explique M. Péhaut, chargé par le recteur de

Bordeaux de l'organisation des programmes universitaires des normaliens : « *Sinon, c'était la mort des écoles normales éloignées des centres universitaires* » constate-t-il. Daniel Levier, en revanche, souligne que tous ces déplacements, pour ne pas être trop fréquents, doivent être « rentabilisés ». Les futurs instituteurs ont donc parfois trois ou quatre heures de cours dans une même discipline, ce qui est trop long et peu satisfaisant, pour le professeur comme pour les étudiants. Appelées à remplir des tâches nouvelles, les universités n'ont pas pour autant reçu de moyens supplémentaires, en matière de secrétariat comme en postes budgétaires. Les professeurs ne peuvent pas assurer ces enseignements sur leur horaire normal de service. C'est donc en heures supplémentaires qu'ils sont payés. Le président de l'université de Pau demande un encadrement correct, à la mesure du volume des interventions à effectuer. Les postes de professeurs d'école normale ont été supprimés parce que l'Université prenait en charge une partie de la formation. Celle-ci n'a pas pour autant bénéficié de moyens nouveaux. « *Et il n'est pas dans l'intérêt des écoles normales de fonctionner avec des chasseurs de primes, des professeurs intéressés seulement par les heures supplémentaires* », souligne Daniel Levier.

Enfin, dernière difficulté et non des moindres : le manque de professeurs dans certaines disciplines. A Pau, comme dans beaucoup d'autres universités, aucun professeur n'enseigne la psycho-physiologie de l'enfant. Les Palois sont donc obligés de faire appel aux spécialistes de Bordeaux qui doivent, eux, intervenir dans six écoles normales différentes et sont parfois sollicités par des écoles normales des académies voisines. Les petites universités sont défavorisées par leur taille ; encombrées par les demandes, celles qui sont plus importantes deviennent également saturées.

Ces handicaps débouchent en fait

sur les problèmes de conception du DEUG. Bien sûr, cette année, il n'y a pas eu de trop gros accochages. Sollicités parfois directement par le recteur, les universitaires ont accepté d'intervenir dans toutes les disciplines. Mais on entend déjà les premiers grincements de dents, les premières critiques quant au contenu de ce nouveau diplôme. Le nombre d'unités de formation qu'il contient entraîne fréquemment une dispersion de l'intérêt des normaliens, qui ne peuvent être spécialisés dans toutes les disciplines. Le travail, l'approfondissement en sont très souvent réduits et sont peu compatibles avec la rigueur du travail universitaire. Or l'Université est formelle : elle ne veut pas se transformer, selon l'expression de M. Péhaut, en « super-lycée », dispensant un enseignement à peine supérieur au niveau du second cycle de l'enseignement secondaire. Les enseignants sont inquiets et craignent de ne pas pouvoir conserver le label universitaire pour remplir les exigences d'un DEUG par définition polyvalent. Pourtant, note Daniel Levier « *même si on ne l'avoue pas, ce DEUG est plus littéraire que scientifique. C'est un problème qui devra être abordé tôt ou tard* ».

En attendant, les enseignants d'université sont d'ores et déjà confrontés au problème de l'hétérogénéité des niveaux : certains normaliens sont licenciés en lettres ou en langues

vivantes ; d'autres viennent juste d'avoir leur bac. Comment, dans ces conditions, amener les universitaires à un enseignement qui ne déconsidère pas leur institution, tout en ne pratiquant pas une sélection implacable dont ni l'Université, ni les écoles normales ne tireraient un quelconque bénéfice ?

Cette année, explique Daniel Levier, si le système a, tant bien que mal, fonctionné, « c'est grâce à des efforts

exceptionnels de la part des universitaires. Or, on ne peut pas fonder une institution sur le dévouement des pionniers et sur l'apostolat ». C'est justement le fait que ce soit exceptionnel qui suscite l'inquiétude pour les années à venir. Les universitaires sont aussi incertains pour le déroulement futur de leur carrière : les cours qu'ils donnent sont, estiment-ils pour la plupart, autant de freins à leurs recherches et ne sont pas

pris en compte pour l'avancement. Ils pourraient vite, dans ces conditions, se décourager, si leurs craintes se voient confirmées.

Avec l'intervention des universités dans les écoles normales, celles-ci se sont radicalement modifiées et ont entamé un processus d'évolution important. Car, explique encore le président de l'université de Pau, « auparavant, quand on entrait dans les écoles normales, sauf exception rare, on était presque sûr d'en sortir. L'école était un lieu de formation, et pas de sélection. Cette conception est peu compatible avec le système universitaire qui sanctionne, exige une sélection, donc une certaine proportion d'échecs ». Même si les enseignants sont attentifs à ne pas trop pénaliser les normaliens, à tenir compte de leur polyvalence, l'Université a ses règles auxquelles ils ne veulent pas déroger.

La transformation des écoles normales au contact avec les universités pourrait encore aller plus loin. Si, à la création d'un DEUG spécifique, succède celle d'une licence spécifique (puisqu'il est entendu par tous que ce DEUG ne peut faire déboucher sur aucune licence classique, quelle qu'elle soit) « nous irons progressivement vers la création d'un corps de professeurs au rabais pour remplacer les certifiés et les agrégés », explique Daniel Levier. Pour les universitaires qui, pour une grande part, forment des candidats au CAPES et à l'agrégation, cette mesure est inacceptable. Pour ces raisons, les mathématiciens de l'Université sont réticents à la nouvelle formation des instituteurs. A Pau comme ailleurs, cette réaction pourrait se développer si cette décision se voit confirmée. Ainsi, malgré les déclarations d'intention formulées au niveau politique « on a quand même enfermé les instituteurs dans un ghetto », conclut Daniel Levier.

A toutes ces remarques, à toutes ces évolutions, les universitaires ne peuvent rester indifférents. Mais confrontés à des problèmes quotidiens, administratifs, de déplacement, et parfois purement locaux, ils s'interrogent sur la nouvelle formation des maîtres : ce n'est pas un refus catégorique, mais c'est un « oui » très prudent.

Nicole Gauthier

LA MAISON DU G.S.C.I.C

Une adresse
pour trouver
la vôtre.

Visiter 150 programmes immobiliers en une seule matinée.

La Maison du G.S.C.I.C, vaste centre d'informations, accueille les visiteurs soucieux d'éviter les démarches fastidieuses et les circuits de visite qui représentent une perte de temps importante.

Sans aller plus loin que le 15, bd de Vaugirard (à côté de la Tour Maine-Montparnasse), vous pouvez avoir une vue d'ensemble sur toutes les réalisations du G.S.C.I.C, en région parisienne comme en province, au bord de la mer ou à la montagne. Vous découvrirez un grand nombre d'appartements allant du studio au prestigieux 6 pièces en duplex, des maisons individuelles avec jardin, des appartements-terrasse...

La Maison du G.S.C.I.C attend votre visite au 15, bd de Vaugirard, 75015 Paris (métro Montparnasse). Elle est ouverte tous les jours de 9 heures à 19 heures sans interruption et le samedi de 9 heures à 17 heures. Tél. 320.15.11.



LA MAISON DU G.S.C.I.C

15, bd de Vaugirard 75015 Paris
Tél. 320 15 11

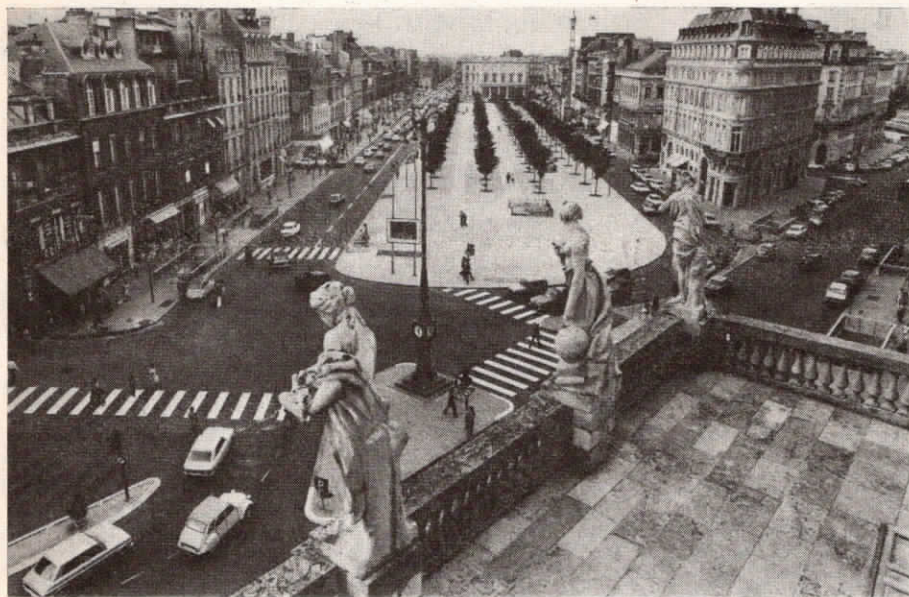
L'IMMOBILIER CONÇU COMME UN SERVICE

Banz

Est-ce le climat tempéré ? L'Aquitaine allie harmonieusement la richesse prodigieuse de son passé culturel aux saisissantes promesses de l'avenir. Sous la même latitude on vous y parle avec ferveur aussi bien de l'homme du paléolithique, que du rugby, que des enfants de la télé. Fabuleux raccourci, dans le temps et dans l'espace ! Ce mélange au quotidien relève d'un certain art de vivre enviable, envié. Finalement : convoité.



*le port de Bordeaux
au XIX^e siècle
et aujourd'hui...*



une vue de Bordeaux prise du Grand Théâtre

L'action culturelle est, depuis longtemps, une affaire idéologique et politique. André Malraux ou Georges Pompidou, à leurs manières, nous l'avaient clairement montré. Ici les Jacobins en imposent aux Girondins ; ailleurs, au contraire, l'Etat se « désengage » et laisse l'initiative aux collectivités locales. Reproduisant les modèles centraux, des fiefs se constituent, jalousement gardés, sourdement ou ouvertement convoités. Lourde d'un riche passé culturel, administrée depuis de longues années par un maire de stature nationale, Bordeaux n'échappe pas à la règle. Mais entre la Ville et les municipalités de la communauté urbaine, le climat n'est pas au beau fixe. La vie culturelle de Bordeaux et sa périphérie, c'est toute une histoire qu'on peut avoir envie — pourquoi pas ? — de raconter à la manière d'un western.

l'entrepôt Lainé pendant les travaux de réfection en 1978



il était dans

IL FUT un temps, lointain déjà, où les Indiens avaient pénétré dans le fort. Et ce fort était une ville. Et cette ville c'était Bordeaux. C'était un temps de fête et de folie, un temps sacrilège et insensé qui laissait pan-tois, inquiets et scandalisés les chefs des vieilles familles. D'aucuns qui ont vécu cette période disent aujourd'hui qu'ils ont eu l'impression de vivre, dans cette ville si calme et mesurée, la répétition générale de Mai 68.

Des Indiens ? Qu'on s'en souviene : en 1965, Bordeaux se donne son festival d'art contemporain et l'appelle Sigma. Son maire, Jacques Chaban-Delmas, en dirige le comité. Il déclare alors : « *Bordeaux sera, pendant une semaine, le vaste rendez-vous qui servira à polariser les grandes lignes de l'aventure intellectuelle et artistique actuelle, ouvrant la voie à une activité culturelle qui, jusqu'alors, est souvent vouée — de façon disparate — à l'hégémonie des capitales.* » Et, de fait, Paris n'en revint pas de surprise. Pendant quelques années, ce fut l'explosion. Grâce à Roger Lafosse, responsable de Sigma, la création contemporaine vint s'essayer à Bordeaux.

Le bilan, en chiffres, laisse rêveur : en quinze ans, 153 pièces de théâtre, dont 49 créations mondiales ou françaises, jouées par plus de 67 troupes différentes (parmi lesquelles le Bread and Puppet, le Grand Magic Circus, Jerzy Grotowsky, le Living Theatre), 66 concerts de musique contemporaine avec la création de 56 œuvres (Bayle, Cage, Gloukobar, Henry, Stockhausen, Xenakis...), 18 spectacles chorégraphiques (dont Carolyn Carlson), plus de 750 films du monde entier, 141 orchestres de jazz ou de pop'music (Miles Davis, Duke Ellington, Charlie Mingus, Theolonius Monk, Pink Floyd, Jean-Luc Ponty, Sun Ra, Cecil Taylor, Phil Woods...), 68 récitals de chanson (de Ariel à Zacha en passant par Beaucarne, Fanon,

t une fois le Sud-Ouest

Higelin, Lavilliers, Magny, Ribeiro, Vasca), plus de 20 expositions où l'art rencontrait la cybernétique, l'architecture, l'ordinateur (Arman, Baladi, Ben Vautier, Cueco, Degottex, Dufrene, Erro, Jacquet, Klein, Malaval, Man Ray, Poumeyrol, Rottella, Spoerri, Takis, Tinguely, Villeglé parmi des dizaines d'autres...). Impressionnant !

Seulement voilà : Bordeaux « ville du conservatisme, de la mesure et du confort », dit Roger Lafosse, n'était pas prête à accueillir ces danses d'Indiens. Drôle d'idée, en vérité, que de s'allonger sur des matelas pour écouter un concert de musique électro-acoustique alors qu'on avait coutume de se cravater pour aller écouter avec componction un virtuose au Grand Théâtre ou dans l'un des « châteaux » girondins où se déroule le Mai musical, serein et raisonnable. Il reste tant et tant d'anecdotes de ces temps de provocation qu'on ne sait plus lesquelles appartiennent à la mythologie, au raconter ou à l'histoire : a-t-elle bien eu lieu cette « performance » organisée par Jean-Jacques Lebel (et était-ce bien lui ?) où les spectateurs étaient conviés à se rendre à telle heure précise devant telle bijouterie de telle rue bordelaise ? Ils sont venus et ils n'ont rien vu, qu'un pavé volant dans la vitrine du bijoutier devant laquelle le fameux rendez-vous les avait assemblés et une escouade de policiers, prévenus d'avance, venus les embarquer ! Vrai ou non ? Peu importe : la rumeur l'emporte. Après le troisième Sigma, la messe électronique de Pierre Henry, Maurice Fleuret, prémonitoire, peut écrire dans *Le Nouvel Observateur* du 22 novembre 1967 : « C'est une véritable « révolution culturelle » au sens le plus juste du terme. Bordeaux n'est plus Bordeaux ; Mauriac et Sauquet ne le reconnaîtraient pas ! » ; en 1968, Sigma n'eut pas lieu.

Au vrai, il ne fallut guère de temps pour pacifier les Indiens. Pour son dixième anniversaire Sigma rentra doucement dans l'ordre. En 1974, Roger Lafosse le présentait ainsi : « *La conjoncture actuelle ne favorisant pas, ni moralement, ni matériellement, une partie de la vie culturelle, il est inévitable que des modifications apparaissent tant il est vrai qu'à ce niveau Art et Société sont bien souvent indissociables.* » Et en février 1981, un brin désabusé, il dit : « *Sigma s'est institutionnalisé. Autrefois l'art c'était « chic et figé », maintenant c'est « bon chic, bon genre ». Après les abus du début qui nous ont permis d'exister, nous retournons vers le figé. La culture n'est plus le fer de lance de la société. Nous vivons une époque nouvelle où il n'existe pas de fer de lance artistique tel que ceux qu'on a connus avant Mai 68. Aujourd'hui ne subsiste qu'un besoin pur et simple de fascination, de consommation et de délectation.* » Plutôt que de bouter les Indiens hors ses murs, Bordeaux a malicieusement choisi de mettre un pagne à leur nudité ; pour tout vestige de leur sauvagerie, ils gardent une plume au chapeau : « *Nous sommes coincés entre ceux qui nous reprochent d'être de gauche et ceux qui nous reprochent d'être de droite parce que présents encore dans le mouvement, installés dans les appareils. Mais tant que nous pouvons demeurer un tremplin, nous le faisons, en craignant que la société ne se fige, car alors Sigma pourrait disparaître* », constate encore Roger Lafosse. Autrement dit : Sigma ou les Indiens mis dans la réserve. Les autres sont partis ou continuent de tourner en criant autour du fort, en y faisant parfois de brèves intrusions, comme des coups de main. Mais les Tuniques bleues qui tiennent ses remparts sont puissants et avisés. En 1975, ils ont négocié avec la capi-

tales une « charte » ; c'était à l'époque où Paris — son ministre de la Culture — imaginait assez de voir son hégémonie contrebalancée, aidait même à la naissance de « métropoles d'équilibre ». Bordeaux et son agglomération pouvait être de celles-là.

En fait, ce fut Bordeaux seule qui en bénéficia et non ses contrées voisines. Aucune des communes limitrophes n'intervint dans la négociation, ne récolta quoi que ce fût du plan d'équipement prévu pour trois ans : Bordeaux se dota d'un Conservatoire national de région (Centre André-Malraux), put restructurer l'École des beaux-arts et transformer l'ancien entrepôt Lainé en Centre culturel polyvalent. On laissa soigneusement de côté l'aspect préservation du patrimoine — à l'exception de la restauration de l'église Sainte-Croix — ainsi que la nécessaire transformation des musées. On ne sembla guère se soucier, alors, des éventuelles difficultés de fonctionnement d'équipements prestigieux mais lourds. Résultat : Bordeaux traîne aujourd'hui, comme un fardeau, un budget de fonctionnement que la municipalité a beaucoup de mal à assumer. Très officiellement, on vous dit que la Ville consacre 13 % de son budget à l'action culturelle, en omettant de préciser que ces 13 % n'englobent pas les deux enveloppes les plus lourdes, le Conservatoire et les Beaux-Arts, précisément, et que tout ce qui concerne la préservation du patrimoine réapparaît, comme par enchantement, dans le Plan du Grand Sud-Ouest, ce qui est, somme toute, une manière comme une autre de diviser — dans le temps — pour mieux régner !

Nul ne peut ignorer que la culture est, en quelque sorte, le domaine réservé du maire de Bordeaux. M. Lavigne, responsable de l'action culturelle à la municipalité, est très net : « *Le Président tient à ce que*



NOUVEAUTÉS

*dans la collection
SCIENCE DE L'ÉDUCATION
dirigée par
Daniel Zimmermann*

**L'ENFANT ET LES AUTRES
A L'ÉCOLE MATERNELLE**
par Liliane Lurçat

L'ÉQUIPE ÉDUCATIVE
par Raymond Toraille

RAPPELS

*dans la collection
SCIENCE DE L'ÉDUCATION*

**UN COLLÈGE SANS
CLASSE, ÇA EXISTE**
par Maurice Feder

L'HUMOUR EN ÉDUCATION
*Approche psychologique
par Avner Ziv*

*dans la collection
Formation permanente
en sciences humaines*

L'AFFIRMATION DE SOI
par Dominique Chalvin

HORS COLLECTION

**VIVRE HEUREUX
EN FAMILLE**
*par Marie-Joseph
et Dominique Chalvin*

**LES OBJECTIFS
PÉDAGOGIQUES EN
FORMATION INITIALE ET
EN FORMATION CONTINUE**
par Daniel Hameline

LES ÉDITIONS ESF
17, rue Viète
75854 Paris Cedex 17

CULTURES

ce domaine relève de sa propre autorité, et soit mis en œuvre, en partie, sous sa propre impulsion. » Reflet de cette autorité, la mesure et le juste milieu, le désir déclaré d'équilibre entre culture classique et culture contemporaine avec le Grand Théâtre pour la première et l'entrepôt Lainé pour la seconde. Au Grand Théâtre, en effet, sous les dorures « d'un des plus beaux restes de la splendeur bordelaise au XVIII^e siècle », le classique est roi. On y a vu où entendu Nouréev, Menuhin, Descrières ; François Mauriac y fit des conférences : « Nous souhaiterions inciter le public à venir assister à tous ces spectacles. C'est quand même intéressant que ces gens-là n'aient pas l'impression que ces spectacles sont réservés à une soi-disant élite. » Alors, on ouvre une discothèque, on crée des animations pour les scolaires, on organise des concerts de musique de chambre. La municipalité prend des mesures à caractère social : elle crée une carte « sport, culture et loisirs » qui permet d'accéder à l'ensemble des activités à tarif réduit. Le Grand Théâtre a ses pauvres : une centaine de personnes démunies qui peuvent y venir pour 1 F ! « Le maire est guidé par un souci : que les gens paient en fonction de leurs ressources, l'objectif étant de permettre au plus grand nombre de bénéficier du maximum d'activités. »

La musique est très prisée à Bordeaux, c'est bien connu : depuis 1974, Roberto Benzi dirige l'orchestre régional qui depuis deux ans a, parfois, quitté les lambris du Grand Théâtre pour jouer au Palais des sports ; on y a gagné en audience (de 1 200 personnes, le public est passé à 4 000) ce qu'on a, apparemment, perdu en qualité : l'acoustique n'y est guère fameuse et le choix des œuvres interprétées ne convainc pas tout le monde : « Lors de ces représentations, on a pu constater un renouvellement du public, une attitude décontractée qui fait chaud au cœur. Ce n'étaient pas les gens qui fréquentent la salle Pleyel », se félicite M. Lavigne, qui ajoute : « Il est évident que le choix des morceaux y était pour quelque chose. » Une version courtoise de l'art de ne pas mélanger les torchons et les serviettes...

Côté culture contemporaine, c'est en 1972 que Bordeaux s'est dotée de son petit Beaubourg en achetant à la Chambre de commerce l'entrepôt Lainé. Quatre associations (le Centre d'arts plastiques contemporains de Bordeaux, Sigma, Art et Jeunesse, et le Centre dramatique d'Aquitaine) y interviennent à tour de rôle : « Je tiens à souligner qu'ils sont entièrement libres de leurs choix ; le maire s'interdit toute politique directive dans ce domaine », souligne M. Lavigne. On a bien vu, avec Sigma, que c'était même inutile.

Il faudrait ajouter à cet ensemble les musées, les projets ou les chantiers déjà entrepris : la création d'une patinoire de 6 000 places, d'un auditorium de 2 500 places. Mais nous ne sommes pas ici pour une visite guidée.

Soyons réaliste : chacun sait que les enjeux culturels recourent les clivages idéologiques qui, eux-mêmes, relèvent des affrontements politiques. A Bordeaux. Comme ailleurs. Les Indiens de Sigma n'ont pas été exterminés ; ils ont même le droit de venir boire au mess des officiers, à condition de ne plus faire de vagues : « La Culture doit ainsi devenir un Creuset où s'élaborent les diverses tendances, sous cette condition cependant qui est le respect imprescriptible d'autrui » peut-on lire dans un texte officiel de la mairie, ce qui ne laisse aucune place à l'ambiguïté. Pourtant, à l'extérieur de l'enceinte, d'autres Indiens continuent d'attaquer, mais à la mairie on fait mine, ou presque, de les ignorer. Ce qui se passe au Bouscat, à Eyzines, Villenave d'Ornon, par exemple, en matière d'action culturelle n'y est pas évoqué. On omet, dans le panorama culturel, de citer « Germinal ». Et pour cause : c'est, dans Bordeaux, le bastion avancé de l'insurrection, le local-géré par la Zone d'action culturelle (ZAC!) qui compte plus de 2 800 adhérents volontaires et est membre de l'Association culturelle et théâtrale d'Aquitaine (ACTA).

Cette association, née en 1977 de la transformation de l'Association pour le jeune théâtre en Aquitaine (AJTA), s'est créée à la fois pour constituer « un front commun pour l'action culturelle pour l'accès de couches sociales différentes à la création » comme l'explique aujourd'hui

d'hui Philippe Rouyer, l'un de ses fondateurs, et pour faire pièce au Centre dramatique d'Aquitaine qui était, pour l'ensemble des troupes et associations qu'elle regroupe, « l'ennemi commun, l'ennemi de classe ». Implantée dans Bordeaux grâce à « Germinal » (à la fois salle de spectacle, restaurant associatif, et local pour stagiaires), l'ACTA regarde avec envie la salle du Centre culturel de l'Ouest aquitain installée à Saint-Médard-en-Jalles. Le directeur de ce Centre, manière bien sympathique de jeune technocrate gestionnaire de la culture, apparemment indifférent à ces enjeux, n'ignore pas, cependant, que son Centre « qu'on le veuille ou non, est le Centre culturel de Bordeaux et de la communauté urbaine. Preuve : la moitié des adhérents en sont issus ». Et les Apaches de tourner autour.

Enjeu politique ? Il est mieux que net, et franchement avoué. Philippe Rouyer, professeur d'anglais à Bordeaux III, fondateur du Centre de recherches théâtrales, branche du LASIC (Laboratoire des sciences de l'information et de la communication) si cher à Robert Escarpit, ne cache pas ses sympathies politiques, non plus que ses amitiés ; il est très proche d'André Labarrère, PS, député-maire de Pau et président du Conseil régional d'Aquitaine. On laisse même entendre qu'il serait son conseiller culturel. Or, à travers ses textes publics, il apparaît que « l'ACTA est subventionnée directement ou indirectement (par ses membres) par les différents conseils généraux d'Aquitaine, par le Conseil régional d'Aquitaine. Sans cette aide le « Germinal » ne serait pas aujourd'hui ce forum rencontré apprécié de tous. Le Conseil général de la Gironde en particulier assure par sa subvention les frais de location du « Germinal » qui représente plus de 600 m² de surface utile à l'animation culturelle et au spectacle ». On ne saurait être plus clair.

En novembre 1980, la ZAC a organisé un festival « off » en marge du festival Sigma : nouveau coup de boutoir de la périphérie contre la politique culturelle de la Ville. En plein western culturel, le Z de ZAC siffle comme le Z de Zorro sur le front du gouverneur !

Jean-Pierre Vélis

les rendez-vous

De l'audiovisuel, on connaît surtout le cinéma, la radio et, plus sûrement encore, la télévision.

D'autres activités, comme la photo ou la vidéo, sont considérées comme mineures et parfois oubliées.

Pourtant, elles sont souvent utilisées par des associations. Ainsi, sur les cinq départements aquitains, le CREPAC rassemble 750 lieux équipés en 16 mm, 120 photo-clubs, 150 associations qui permettent de réaliser toutes productions audiovisuelles.

de la Ligue

VALORISER le cinéma en promouvant des opérations qui ramènent le public vers les salles de cinéma, notamment en milieu rural ; aider la création audiovisuelle sous toutes ses formes en encourageant la diffusion des productions ; s'intéresser à la télévision et à ses modes de fonctionnement : tels sont les trois objectifs que s'est fixé le CREPAC pour encourager diffusion et création sous toutes ses formes.

Pratique la plus connue des activités associatives, les ciné-clubs sont les piliers des activités audiovisuelles. Dans la seule agglomération bordelaise, près de deux cents associations projettent, plus ou moins régulièrement, des films à leurs adhérents. Confrontées à d'énormes problèmes de gestion, elles ne font pas concurrence au circuit commercial. Au contraire, explique Marcel Desvergnès, secrétaire général du

CREPAC et directeur de l'OROLEIS : « Les ciné-clubs sont le creuset d'éducation au cinéma », amenant dans les salles commerciales un public averti déjà formé et, par conséquent, plus attentif. Car les ciné-clubs sont « les seuls lieux en France où on peut se retrouver après un film pour en discuter ».

Pour promouvoir la création en matière d'audiovisuel, le CREPAC encourage l'équipement et la formation de ceux qui font leurs premiers pas dans ce domaine, mais surtout la diffusion. Le festival de créations audiovisuelles non professionnelles a rassemblé à Sarlat, du 14 au 16 novembre 1980, soixante-dix productions diverses en cinéma, diapositives, vidéo ou photos. Le but de ce festival était de « valoriser les pratiques de création, multiplier les échanges entre créateurs, techniciens et public, créer un lieu de

le CREPAC d'Aquitaine

La Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente vient de créer en Aquitaine un Centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle chargé de coordonner, dans l'extrême sud-ouest de la France, les actions engagées par le mouvement Ligue.

le CREPAC, c'est

une union de fédérations

- **Fédération de la Dordogne**
7, rue de La Boétie, 24001 Périgueux.
- **Fédération des Landes**
122, rue du Général-de-Lobit, 40000 Mont-de-Marsan.
- **Fédération du Lot-et-Garonne**
64, place du 14-Juillet, 47000 Agen.
- **Fédération des Pyrénées-Atlantiques**
Groupe scolaire Henri IV, place de la République, 64000 Pau.
- **Fédération de la Gironde**
12, rue Vauban, 33000 Bordeaux.

la représentation du mouvement Ligue en Aquitaine

- **2 959 associations** : 1 419 scolaires, 1 540 adultes ;
- **209 500 adhérents** : 128 000 scolaires, 81 500 adultes.

des services régionaux

- **culture et communication** : 473 ciné-clubs, 183 photo-clubs, 250 groupes théâtre, 167 groupes danse, 175 groupes chant choral, 290 bibliothèques, 123 groupes art et traditions populaires ;
- **vacances** : 92 colonies de vacances, 59 centres de loisirs, 22 classes transplantées, 279 séjours linguistiques, 8 maisons familiales, 276 voyages ;
- **sports** : sport de compétition, sport pour tous, formations sportives, 1 602 clubs (958 scolaires, 644 adultes), 62 000 licenciés (34 000 scolaires, 28 000 adultes).

une médiathèque

- des vidéocassettes,

- 450 longs métrages,
- 800 courts métrages,
- catalogue de 3 500 titres en 16 et 35 mm.

un organisme de formation

En 1981, l'action de formation est dirigée prioritairement vers deux pôles : la formation des animateurs et la formation professionnelle continue.

- **formation des animateurs : 26 stages organisés**
 - 6 stages audiovisuels,
 - 6 stages animateurs vacances,
 - 5 stages sportifs,
 - 4 stages photographie,
 - 4 stages théâtre,
 - 1 stage écologie.
- **formation continue : 19 stages organisés**
 - 10 stages audiovisuels,
 - 4 stages photographie,
 - 2 stages théâtre,
 - 1 stage informatique,
 - 1 stage écologie,
 - 1 stage bibliothécaire.

un organisme d'action culturelle

- **Festival du cinéma ibérique**
- **Opération de revalorisation du cinéma rural**
 - Pyrénées-Atlantiques : « Cinéma chez nous », du 9 au 15 mars ;
 - Lot-et-Garonne : « Cinéma chez nous », novembre-décembre.
- **Université d'été**
du 31 août au 5 septembre, à Lacanau-Océan.
- **II^e Festival de créations audiovisuelles**
au mois de novembre, à Sarlat.

Pour tous renseignements et calendriers des activités :

CREPAC d'Aquitaine
B.P. 36, 33036 BORDEAUX CEDEX
Téléphone : [56] 81-78-40

comparaison et d'idées, enfin organiser la diffusion de ces productions en Aquitaine ». En fait, l'important est d'encourager la circulation de ces productions originales, dont la majorité est le plus souvent condamnée à dormir dans les tiroirs.

Enfin, dernier volet de la politique du CREPAC : l'étude de la télévision pour sensibiliser et former à la pratique des médias tous les adultes qui sont médiateurs entre l'enfant et la télévision. Ceux-là, et les enseignants en particulier, ont un rôle considérable à jouer dans cette approche. « Pour agir sur la télévision, il faut la comprendre et la connaître », explique Marcel Desvergnès. Pour cette opération de « maturation » du public adulte, le CREPAC organise des projections d'émissions hors antenne, en animant ensuite le débat pour introduire une analyse critique des émissions. Face à cette démarche intéressante, reste un gros handicap que relève le secrétaire général du CREPAC : « On ne travaille pas avec le public le plus concerné, mais avec celui qui est déjà averti. Notre approche reste entièrement marginale, et n'est pas encore passée dans les mœurs culturelles. » Il ne s'agit pourtant pas de refuser la télévision, mais simplement de mieux armer les téléspectateurs, jeunes et adultes.

Elargissant encore les problèmes de radio-télévision à tous les nouveaux médias, le CREPAC essaie de répondre aux nouveaux besoins qui apparaissent aujourd'hui et qui seront, demain, partie de notre univers quotidien : consommation de cassettes TV, films de fédérations de cibistes, jeux vidéo, activités scientifiques, manipulation de mini-ordinateurs, etc. Peut-être, dans ces domaines, est-il possible de devancer la demande et de réunir dès maintenant ces « nouveaux consommateurs », pour qu'ils commencent à discuter, échanger sur ces techniques auxquelles nous ne sommes pas encore très habitués.

Au carrefour des activités commerciales et des demandes de ceux qui les consomment, le mouvement associatif veut mener à bien la tâche d'information et de formation qu'il s'est donnée. Le pari qu'a fait le CREPAC est d'affirmer que le secteur culturel peut favoriser et amé-

liorer les transformations économiques et sociales. Situé en grande partie dans ou autour de l'école, il voit là un moyen important pour compléter la formation et l'éducation des jeunes qui seront, bientôt, des citoyens et des consommateurs, qui sont déjà et seront de plus en plus confrontés aux divers moyens d'expression audiovisuels.

C'est effectivement là que se situe,

pour Marcel Desvergnès, le rôle fondamental de toutes les associations socio-culturelles. L'important est d'être présent dans toutes les transformations. C'est là l'enjeu — et la raison d'être — de l'éducation permanente, qui ne doit pas manquer son rendez-vous avec les évolutions technologiques.

Nicole Gauthier

le BAC VUIBERT

des fascicules de synthèse
intelligibles, concis
et très assimilables.

BOULAY, AUSCHITZKY	: Dissertation philosophique
BOULAY, AUSCHITZKY	: Commentaire de texte
COO	: Physique (C, D et E)
DUBREUIL	: Lexique d'économie
DUBREUIL	: Économie (B)
DUBREUIL	: Histoire
ORSONI	: Économie, organisation des entreprises série G
PÉCASTAINGS, PELLE	: Mathématiques, probabilités (A et B)
PÉCASTAINGS, PELLE	: Algèbre et analyse
PÉCASTAINGS, PELLE	: Algèbre linéaire et géométrie
PEILLON	: Français à l'oral
VERCHÈRE	: Chimie (C, D et E)
VINCENT	: Sciences naturelles
WAGRET et BACONNET	: Géographie

en POCHE

VUIBERT 63, bd saint-germain, 75005 paris ▼



le rugby

"notre" jeu

S'il y a un terrain sur lequel se retrouve unanime le Grand Sud-Ouest, c'est bien le terrain de rugby. Et quel homme, mieux que Jean Lacouture, pouvait transformer d'un coup de plume magistral cet essai d'implantation anglo-saxonne en authentique phénomène de société du Sud-Ouest ?

ON le joue avec un ballon ovoïde — idée proprement géniale, qui a conféré à ce jeu sa fondamentale fantaisie. Rien ni personne, pas même un ordinateur, pas même un office de sondages, pas même un « ouvreur » gallois ne peut prévoir où rebondira un ballon dégagé par un Etcheverry de Bayonne ou un Lespinasse de Montauban. Mais si étranges ou surprenantes qu'aient été les évolutions de cette vessie recouverte de cuir sur mille pelouses, des Highlands aux îles Fidji, aucun rebond de cet œuf pneumatique n'aura été plus déconcertant que celui qui a projeté le jeu à quinze de l'école de Rugby (Warwickshire) aux terrains sablonneux de la Chalosse et aux collines du Gers, sans s'incruster sur les rochers celtiques ni s'implanter autour des corons de nos Flandres.

En France, le rugby est un jeu méridional. Considérez la composition d'une équipe parisienne, le Racing Club de France par exemple. Le moins que l'on puisse dire est que, dans les vestiaires, ce n'est pas l'accent parisien qui domine. Ecoutez le bruit que fait une tribune devant laquelle se joue un match du championnat de rugby, et puis celui qu'on entend lors d'un Saint-Etienne - Nantes, du côté de ceux qui ne sont que onze, les « pôvres » : ça n'est pas du tout la même musique. Et quand se déroule un match du tournoi des Cinq-Nations qui, chacun le sait, ne se joue pas seulement au

Parc des Princes, mais aussi devant les écrans de télévision, ce n'est pas à Nancy ou à Maubeuge que la circulation s'arrête, de 14 à 17 heures, mais à Dax et à Perpignan. Quand Jean-Pierre Rives et Jean-Claude Skrela entrent dans un café, si vous êtes au nord de la

Loire, les têtes qui se retournent sont celles des dames. Si vous êtes au sud, ce sont celles des messieurs. Bref, c'est notre jeu à nous, gens de Guyenne, de Gascogne et du Languedoc, même de ceux qui, à douze ans, comme moi, jouaient plutôt au football et n'ont jamais su,



ensuite, manier proprement cet engin diabolique.

Pourquoi ? Pourquoi ce jeu, venu de la brumeuse Angleterre plate du centre, conquérant ensuite les escarpements écossais, les mines galloises et les rivages fous de l'Irlande gaélique, avant de traverser la Manche, de séduire les Normands, les Parisiens et les Nantais, s'est-il acclimaté en pays d'oc au point d'y faire souche, y engendrant un fameux rejeon, le rugby pyrénéen. L'espace délimité par le Pays Basque, la Garonne et le Roussillon, ce que nous appelons le « triangle ovale », a produit ces merveilles que furent l'Aviron bayonnais de l'immédiate avant-guerre (de 1914), le Stade toulousain des années vingt, le SU Agen des années trente, et le « grand Lourdes » des années cinquante, le Béziers des années soixante-dix.

On a avancé bien des explications — échanges commerciaux Angleterre-Aquitaine, beau ciel de Pau aimé par les malades britanniques... Bien. Voilà qui explique pourquoi les jeunes Bordelais formèrent au début du siècle une excellente équipe, le SBUC. Et le séjour fait dans le Sud-Ouest, quelques années plus tard, par le « sorcier gallois » Owen Roe donne aussi quelques clefs : mais rien n'explique pourquoi ce jeu, que sa folie recommandait à nos Celtes comme à ceux des îles britanniques, ne s'est jamais implanté dans notre ouest, ni pourquoi, né en France dans les milieux de la bourgeoisie commerçante havraise, puis parisienne, puis bordelaise, le rugby a subi en trente ans un glissement, d'abord géographique, de la Manche aux golfes de Gascogne et du Lion, puis socio-économique, des importateurs de tissus de luxe et exportateurs de vins vieux aux laboureurs du Lauragais, aux tonneliers de l'Hérault et aux limonadiers de Bigorre.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la composition des équipes nationales qui disputent le tournoi des Cinq-Nations pour constater que, plus ou moins aristocratique ou bourgeois en Irlande ou en Ecosse — les joueurs sont étudiants, médecins ou barristers-at-law — le rugby est, en France, éminemment populaire : nos avants sont agriculteurs ou employés de mairie, nos trois-quarts « prof de

gym »...

Aucune explication rationnelle à donner : c'est parce que le ballon est capricieux qu'il est venu rebondir dans nos vignes, sous nos pins et parmi nos garrigues. Mais deux choses sont claires : que, socialement, le rugby est l'expression d'un certain type de sociabilité, la ville petite ou moyenne dont les types parfaits sont Agen et Béziers, Dax et Lourdes, Brive et Narbonne. Vingt-cinq à cinquante mille habitants, une allée centrale plantée de platanes et bordée de cafés à terrasse, la campagne ouverte au-delà des remparts encore chauds des arquebuses protestantes ou les dragonnades du roi Louis, au restaurant des truffes, un pichet de rosé et le pastis des soirs d'après-victoire. Voilà un cadre, une ambiance où fleurit « notre » jeu, qui est un art de vivre.

Toulouse excepté, qui garde son fleuron de capitale « culturelle » du triangle ovale, un club de rugby est l'émanation naturelle d'une de ces cités où s'établit une proportion harmonieuse entre joueurs et « voyeurs », liés par une sociabilité

effervescente, une vie de promenades, de « gueuletons », de petits coups de soleil.

Ce qui fait la saveur, la spécificité du jeu à quinze, chez nous, c'est un certain méridionalisme fait d'accent chantant et rocailleux (les vrais aficionados disent « rrubi »), de tuiles rondes, de pelote ou au moins de bérets basques, de jeux taurins (« razet » vers l'Est, écarteurs landais vers l'Ouest), de cuisine à l'huile, de confits de canard, de bastides et de terrasses de cafés, d'un certain type de femmes aux hanches rondes et à l'œil noir : un univers de la parole et du soleil.

Car ce jeu inventé par de rudes éducateurs britanniques pour « châtier » dans la boue et le vent les jeunes gens des « public schools » à la chair trop tendre aux mœurs trop douces s'est transformé, sous le beau ciel de Pau, en une fête solaire ou Mithra le dispute à Bacchus et où des cathares rieurs prennent sans grand danger pour les anciens bourreaux leur revanche du bûcher de Montségur.

Jean Lacouture

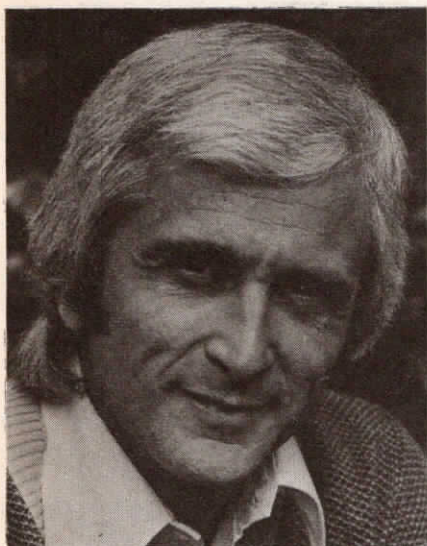
vivre en Guyenne

La Guyenne fait donc partie de cet ensemble de pays du sud de la ligne Brest-Grenoble qui sont sous-développés, économiquement. Par ailleurs, elle n'a pas de caractères aussi marqués, aussi tranchés que d'autres pays de l'Occitanie, Pays Basque ou Languedoc par exemple. Il semblerait donc normal que les autorités politiques s'occupent d'elle, pour son « développement » (mais il vaudrait mieux parler de « croissance », qui est quantitative, alors que le développement est qualitatif) dans et par l'intégration dans la nation. Et pourtant, il faut nous rappeler que les opposants au centralisme jacobin furent appelés « Girondins » ! Je pense que cela était significatif et, malgré les apparences, le reste.

La Guyenne représente pour moi un trait caractéristique : elle est un pays où la « qualité de la vie » a été spontanément cherchée par les habitants, un pays où l'on a appris, lentement, progressivement à vivre bien, mais aussi un pays qui a su, parfois dans des conditions très ingrates, résoudre par lui-même ses difficultés économiques. Témoin l'invention dans les Landes, avant le XIX^e siècle, d'un système économique parfaitement équilibré, pour une population plus dense qu'aujourd'hui, malgré les légendes qui veulent faire remonter au XIX^e et à Brémontier la mise en valeur de ce pays ! Autrement dit, les interventions étatiques et administratives, qui pensent selon un certain modèle de croissance économique et politique, ne peuvent être que perturbantes et déséquilibrantes. Il est faux que la « qualité de la vie » puisse nous être importée de l'extérieur. Mais il est tout à fait faux de croire aussi que l'on puisse faire profiter de cette qualité des milliers de passants qui ne peuvent qu'en absorber quelques produits, sans participer à quoi que ce soit, car il s'agit bien en effet d'y vivre et non d'y passer !

L'art de vivre n'est pas compatible avec la grande circulation, avec la production et la consommation de masse. Et les hommes de Guyenne avaient élaboré un art de vivre fin et complexe, que l'on est en train de détruire pour finalement ne rien obtenir, car les erreurs de ceux qui obéissent au Profit ou au Pouvoir sont si grandes qu'ils font disparaître ce qui fut l'essentiel d'un pays vraiment humain.

Jacques Ellul



le Béarn comme cha

La chanson est souvent plus porteuse de revendication par ce qu'elle est que par ce qu'elle dit.

Après avoir fait triompher la chanson française sur les scènes du monde entier, Marcel Amont a décidé de mettre au haut de son affiche la chanson d'expression béarnaise, sa langue de cœur.

Les temps lui sont favorables, que les projecteurs s'allument !

DEPUIS la vallée d'Aspe, ils ont été nombreux, particulièrement entre les deux guerres, ces paysans pauvres, à quitter leur terre pour s'exiler dans l'Hexagone à la recherche de travail. C'est ainsi qu'en venant au monde dans un faubourg ouvrier de la ville aux Quinconces, le petit Marcel Amont a hérité de l'accent bordelais. Ses parents, comme les milliers de paysans transplantés ramenés à la condition d'émigrés de l'intérieur, continuaient à vivre, à parler en béarnais : « Je n'ai jamais entendu autre chose que cette langue à la maison. On s'adressait à moi en français parce que le rêve des gens de condition modeste était d'éviter aux enfants le sort des parents. Bien entendu, le français est aussi ma langue maternelle, je l'ai apprise à l'école, j'ai fait mes « humanités » avec elle, mais il se trouve que la langue viscérale, celle qui m'a pénétré, c'est le béarnais. »

Et puis, il y a eu Paris, les années misérables, la « vache enragée » de cette condition d'artiste pour laquelle il avait abandonné ses études, renoncement mal vu de la famille, jusqu'à ce que son nom pointe sur les affiches et qu'il s'inscrive enfin dans les caractères de la consécration internationale. « Pendant tout ce temps, j'ai continué à cultiver mon attachement à la langue béarnaise, à lire des publications puisque c'est une langue écrite, littéraire, avec une grammaire solide, avec ses poètes, avec des traditions. Ce n'est pas un

patois. C'est curieux, parmi mes cousines et cousins, je suis le seul qui parle cette langue. Ils la comprennent mais ne la parlent pas. Lorsque je revenais au village, je rencontrais les bergers, les amis de mon père. J'étais très heureux de parler avec eux, mais au début, ils me répondaient en français, ils se disaient : qu'est-ce qu'il se figure celui-là avec ses airs de type de la ville, est-ce qu'il croit qu'on ne sait pas parler français ? Ce n'est que peu à peu qu'ils se sont rendu compte que ça me faisait plaisir. Je l'avoue, ça me faisait du bien par où ça passait, tout simplement. »

Sa grande aventure parisienne, Marcel Amont ne l'a jamais considérée comme un exil, au contraire, pour lui elle s'est toujours imposée comme une promotion : « Je comprends parfaitement l'envie que peuvent avoir les gens de vivre au pays, c'est leur droit le plus élémentaire. Mais il ne faut pas, tout à coup, se mettre à mépriser ou à dénigrer ceux qui ont envie de le quitter, c'est un droit tout

aussi élémentaire. Je n'ai pas envie d'aller élever des chèvres dans la vallée d'Aspe. Je veux continuer à prendre ma valise pour aller chanter à Tokyo, à Mexico, à Brest ou à Hénin-Liétard. Il faut dire aussi que, dans mes périple internationaux, tout me laisse penser que le fait d'être bilingue à l'origine m'a beaucoup aidé pour la compréhension des langues étrangères. C'est très important. »

C'est bien à travers le béarnais qu'il manifestait ce besoin d'affirmer ses racines, mais sans chauvinisme. Il aime à rappeler qu'en 1962, lors de l'immense succès de « Bleu, blanc, blond », il s'est souvenu des chansons béarnaises que lui chantait sa grand-mère et a enregistré un disque en béarnais. Echec total, ça n'a intéressé personne. Il n'empêche, il adhère totalement à la cause régionale : « Non pas lorsque certains extrémistes veulent s'arroger le monopole d'un mouvement, mais lorsqu'une masse de gens se plaint de la centralisation outrancière de la France et estime avoir à se mêler de ses propres affaires, notamment sur les plans politiques et économiques. Cela dit, si les gens veulent laisser mourir leur langue, c'est aussi leur droit, moi je continuerai à parler béarnais jusqu'à la fin de mes jours. Mais s'il se trouve, et il me semble que c'est le cas, que les gens ont envie de se décoloniser de cette américanisation dans notre musique — la musique américaine n'est pas

■ Marcel Amont canto en Biarnès (Ventadorn)

■ Marcel Amont que conta en Biarnès : « Le curé de Cucugnan, La chèvre de M. Seguin » (Ventadorn VS SL 77)

■ Un autre Amont (L'Escargot 394 - ce 33 tours ne comporte qu'une chanson en béarnais)

nson



toute négative, il s'en faut ! — et peu à peu dans notre langue et notre culture, s'ils ont envie de se retrouver dans quelque chose de moins poussiéreux, de moins folklorique que peuvent être leur langue et leur culture, je me demande bien pourquoi on tente de les en empêcher ; pourquoi on leur refuse, quand ils les réclament, des heures de radio ou de télé dans leur langue, puisque ce sont des langues ; pourquoi on refuse, à ceux qui le souhaitent, le droit d'apprendre leur langue à l'école ou à l'université. Au milieu de ce mouvement revendicatif, mille fois justifié, on me demande ma collaboration, de rendre utile ce que je faisais pour le plaisir, j'accours ! »

Et voilà Marcel Amont transformé en auteur béarnais. Il prépare un spectacle de deux heures qui sera sans doute au point cet été et cela constitue pour lui une consécration, l'aboutissement d'une démarche naturelle et il espère bien — et pourquoi pas ? —, pour le Béarn, marcher sur les traces d'un Stivell pour la Bretagne. « Les gens qui m'ont fait crédit et qui ont envie de voir leur langue exister vont s'apercevoir que l'on peut tout dire en béarnais, les choses les plus poétiques, les plus précises et même les plus scientifiques — je mets actuellement sur une musique d'opéra le texte de la deuxième loi de la thermodynamique qu'un professeur de lettres s'est amusé à écrire en béarnais ! C'est vrai que le folklore est souvent récupéré par des groupes qui croient qu'il faut le retransmettre exactement comme papa et grand-papa le chantaient, en oubliant qu'aujourd'hui existent des basses électriques et des synthétiseurs. Certains thèmes actualisés sont formidables ! »

Alors, dans ce grand mouvement pour raviver les cultures régionales, il veut raison garder. Si le mouvement occitan n'existait pas, il faudrait

l'inventer, mais il voit surtout un front plus large, les Occitans bien sûr, mais aussi les Bretons, les Corses, les Basques, les Flamands, les Alsaciens, etc. Car il ne s'agit pas pour ces gens de « foutre la merde dans l'Hexagone » mais bien d'apporter une réponse à un besoin profond que les pouvoirs publics s'obstinent à ne pas vouloir comprendre. « Ces cultures, ces langues sont menacées d'extinction. Elles vont crever d'inanition d'une part, d'hostilité d'autre part. Ceux qui pourraient les sauver se livrent parfois à un tel ostracisme qu'ils risquent de décourager les bonnes volontés. Car il faut se méfier des purs et durs, se méfier des ayatollah, de ceux qui veulent s'arroger le monopole. Il y a des choses très belles à condition qu'on ne les détourne pas, qu'elles ne deviennent pas un pouvoir de domination. Je suis d'accord pour qu'il y ait des gens fiers d'être béarnais et ne rougissent pas de l'être, mais je ne suis pas d'accord si, sous prétexte de défendre la région, la langue et la culture, on crache sur tous ceux qui viennent du nord de la Loire : cela devient du racisme. On m'a dit que le français était une langue de génocide culturel. Peut-être. Mais on ne va pas passer toute notre vie à régler des comptes ! Je suis d'expression béarnaise mais je suis aussi d'expression française et Molière ne me donne pas des boutons ; Napoléon, si. Il reste que les langues régionales — les patois — sont considérées la plupart du temps comme des sous-langues, tout juste bonnes pour parler de variétés d'arbres ou de bouses de vaches, et avec lesquelles il n'est pas question de philosopher ou d'exprimer des sentiments délicats. C'est une bourde énorme. Tout de même ! Jusqu'en 1792, on plaiderait en béarnais au Parlement. »

Maurice Guillot

delachaux
niestlé
spes

DELACHAUX
NIESTLÉ SPES

32, rue de Grenelle - 75007 Paris
Tel : 548.38.42

POUR MIEUX CONNAITRE LA NATURE

Delachaux et Niestlé, premier éditeur européen spécialiste depuis 1948 des livres de Nature, avec la prestigieuse collection «Les Guides du Naturaliste», dirigée par Jean Dorst, Directeur du Muséum d'Histoire Naturelle, Membre de l'Institut, Vice-Président du Conseil International pour la Préservation des Oiseaux.

ces ouvrages :

- conçus avec toute la rigueur scientifique voulue ;
- écrits par des auteurs qui font autorité dans les différentes disciplines traitées ;
- dont les textes complets et précis, qu'ils soient de base ou descriptifs, sont rédigés dans un style simple et clair qui les met à la portée de tous : naturalistes chevronnés, étudiants, amateurs avertis ou débutants. Ils sont souvent complétés par des clés d'identification et des cartes de répartition ;
- dont les illustrations, très fidèles, montrent les détails les plus caractéristiques et distinctifs des sujets représentés, ce qui permet de les identifier encore plus aisément ;
- faciles à consulter, même sur le terrain ou en excursion, grâce à leur format pratique.

CHOISISSEZ PARMIS LES TITRES SUIVANTS

Guide des Oiseaux d'Europe - Peterson ●
Guide des Oiseaux d'Amérique du Nord -
Robbins-Bruun-Zim-Singer ● Les oiseaux
Migrateurs - Kai Curry-Lindahl ● Les passe-
reaux (Tomes 1-2 et 3) - Paul Geroudet ●
Guide des Traces d'Animaux - Preben Bang ●
Guide des Petits Animaux Sauvages -
Mourier et Winding ● Guide des Poissons
marins - Bauchot et Pras ● Guide des Pois-
sons d'eau douce - Muus ● Guide des Cham-
pignons - Lange ● Guide du terrarium -
Matz ● Guide des fleurs sauvages - Fitter ●
Guide des plantes à fleurs - Mc Clintock ●
Guide des roches et des minéraux - Pough ●
Guide des papillons d'Europe - Higgins et
Riley ● Guide des pierres précieuses -
Schumann ● Guide des plantes médicinales -
Schauenberg.

10 ouvrages

que nous vous offrons à des
conditions exceptionnelles

Pour tout achat de 500 F,
vous économisez 100 F

l'autre voix

Montaigne, Fénelon, Montesquieu, Mauriac...

Le Bordelais et l'Aquitaine ont donné de bien grands noms à la littérature française.

Pourtant, il ne faudrait pas que ces voix prestigieuses et célèbres, qui ont choisi de s'exprimer dans la langue nationale, réduisent au silence toutes les autres, nombreuses et variées, qui ont préféré défendre et illustrer les parlers locaux, gascon et béarnais.

Ignorés des dictionnaires et des manuels scolaires, ces écrivains ont eu, et ont encore, leur mot à dire.

Nous avons à l'entendre...

de l'Aquitaine

LE PATRIOTISME local, pour ne pas dire le chauvinisme de clocher, des Français s'alimente volontiers des célébrités, historiques, politiques, scientifiques ou artistiques, que le hasard a fait naître dans leur ville ou leur région. Leurs noms sont, en tout cas, bien utiles pour baptiser les rues, les avenues, les places... et les établissements scolaires. A en croire un ouvrage paru en 1894, sous la signature de Gaston Bastit, *La Gascogne littéraire* offrirait ainsi un vaste choix d'illustres (?) écrivains, quelque cinq cent cinquante, depuis la lointaine époque des troubadours jusqu'à ses propres contemporains. Certes la Gascogne est prise ici dans son aire géographique la plus vaste, mais l'auteur, en puriste, élimine de sa liste ces faux Gascons que sont les Périgourdiens-Montaigne, La Boétie ou La Calprenède. En revanche, il ne dédaigne pas de relever une cinquantaine d'auteurs qui se sont exprimés, comme il dit, en patois.

Cette seconde voix de l'Aquitaine est aujourd'hui mieux connue et moins méprisée. Il est souvent difficile de la séparer des autres voix occitanes, mais le cheminement et le ton particuliers de certains écrivains

gascons et béarnais — en gros nés dans les cinq départements de l'actuelle Région Aquitaine — n'en est pas moins, parfois, intéressant à relever (1).

Compte tenu d'œuvres probablement composées à la fin du XI^e siècle et qui ne nous sont pas parvenus, c'est en Aquitaine qu'on a coutume de saluer la naissance du *trobar*. Le premier troubadour serait en effet Guilhelm IX, duc d'Aquitaine et comte de Poitiers, qui régna entre 1086 et 1127. Mi grand seigneur, mi brigand féodal, il s'était croisé en 1101 et fut deux fois excommunié. Sa muse a très curieusement hésité entre l'amour chevaleresque et le gaillard : « *Dos cavals ai a ma sèla, ben es gent ; / Bon son e adrech per armas e valent...* » (2). Mais ces deux « chevaux », ce sont deux femmes, Agnès et Arsen ! Rien à voir, donc, avec le prince de Blaye, seigneur de Pons et de Bergerac, Jaufré Rudel, croisé en 1147, dont la légende — largement popularisée par Edmond Rostand — voulait qu'il ait été amoureux d'une « princesse lointaine » (la comtesse de Tripoli ?) et qu'il soit mort dans ses bras à peine débarqué au port : « *Jamais d'amor no-m gauzirai / Si no-m gau d'est'amor de*

loing » (3).

Il n'est pas sûr qu'il faille attribuer à la Gascogne un autre « anti-Rudel », Marcabrun, qui inventa les *pastorèlas* et le *trobar clus* (savant et recherché jusqu'à l'hermétisme) et dont l'origine plébéienne explique peut-être la violence de ses attaques contre l'amour courtois et la malversation des femmes : « *Qui per sen de femna renha / dreits es que mals li'n avenha...* » (4). Gascons aussi, peut-être, en ce même XII^e siècle, Carcamond, Peire de Valera ou Alegret ? Mais rien d'important ne semble distinguer les troubadours selon leur lieu de naissance. La littérature d'oc est alors très « une » et ce n'est qu'après de longues décennies de décadence qu'apparaîtra, au XIV^e siècle, une Renaissance proprement gasconne.

L'Aquitaine venait de sortir, en 1453, de la domination anglaise, qui lui avait, cependant, laissé l'usage libre du gascon comme langue nationale, aussi bien parlée qu'écrite, de gouvernement que d'affaires, et un grand royaume béarnais — protestant — commençait de se constituer, qui allait regrouper sous Henri d'Albret l'Armagnac, le Rouergue et le pays de Foix. Il ne pouvait manquer

de s'opposer au royaume de France pour conserver son indépendance politique, religieuse... et linguistique. Car, si plus au Nord, la francisation avait déjà commencé, et même bien avant l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539, puisque, à Bordeaux, le Parlement de Guienne rédigeait, depuis 1470, ses actes en français, le Parlement de Pau continuait d'utiliser le béarnais.

D'autre part, à Bordeaux grandissait le prestige du collège de Guienne, où enseignèrent les plus grands humanistes, Buchanam, Marc-Antoine Muret... et où étudièrent Montaigne et La Boétie, et se répandait rapidement aussi la gloire de la Pléiade. C'est à Pey de Garros (né entre 1525 et 1530 à Lectoure) qu'est essentiellement due la Renaissance gasconne, qui est étroitement liée à la cour de Navarre, où règne alors Jeanne d'Albret. Traducteur, en 1565, des *Psaumes* de David en gascon et auteur de *Poesias gasconas* en 1567, il entendait ainsi « *prene la causa damnada de la lenga mespredada* » (5) et est considéré à ce titre comme le « créateur du gascon moderne ». C'est un poète populaire, qui sait faire parler d'amour ses paysans dans une langue naturelle, mais qui ne craint pas de dénoncer avec une belle verve satirique les malheurs qui les accablent en ces temps de guerres, de pauvreté et de famines et dont ils ne peuvent triompher qu'en se faisant à leur tour soldats et pillards : « *Diu volha manténguer riota ! / A la taula som deus darrèrs, / mès a combatè deus prumèrs. / E que sia atau ! Tres engreishadas / garias, jo sabi ajocadas. / Aquí jo'm voli apitarrar / damb aquo jo'm voli carrar : / e quand los pots untat aurè / de patacs l'oste pararè...* » (6).

Pey de Garros pourtant ne fit guère école. Sans doute, Arnaud de Salette, sur commande de Jeanne d'Albret, traduisit bien en béarnais les *Psaumes* de David (1583). Mais Salluste du Bartas (1544-1590) ne nous a laissé qu'un seul sonnet en gascon. Pourtant, en 1578, désigné pour accueillir Catherine de Médicis et Marguerite de Valois à Nérac, il avait composé un *Dialogue des Muses*, où trois de celles-ci se répondaient chacune dans sa langue, latine, française et gasconne, et où,



page de titre des « Poésies gasconnes » de Pey de Garros (1567)

finalement, la première place était donnée à la troisième : « ... *ma beutat n'a punt d'auta mair que natura, / la natura tostemps es mès bèra que l'art* » (7). La conversion et l'accession au trône de France d'Henri IV (1593) semblent bien marquer un tournant décisif, et dans une large mesure correspondent avec l'abandon des langues régionales par les écrivains gascons et béarnais. Déjà Montaigne avait pu dire que si le français ne pouvait y aller, il fallait « *que le gascon y arrive* », mais il écrivit ses *Essais* en français, et dans un français où les linguistes ont eu beaucoup de mal à détecter quelques gasconismes.

Au cours des siècles suivants, la littérature gasconne n'a pas beaucoup de grands noms à opposer aux Périgourdins Fénelon et Bayle, au Bordelais Montesquieu, et plus tard au Tarbais Théophile Gautier. Elle n'est tout de même pas entièrement silencieuse : Bernard Larade chante, en 1604, sa *Margelide Gascone* (Marguerite gasconne) et, en 1607, sa *Muse Piranese* (Pyrénéenne) et sa *Muse Gascone*, Guillaume Ader écrit en 1607 un *Catonet Gascon* et en 1611 un *Gentilome gascon* qui célèbre,

avec un certain souffle épique, le roi-chevalier Henri IV, et Jean-Géraud Dastros (1594-1648) plaide en quatre volumes assez vifs pour sa « *langouo gascono* ». Subsiste également une assez solide tradition de poèmes-pamphlets politiques ou religieux, dont le plus important, *Les Macariennes*, attribuées à l'abbé Girardeau, est une très vigoureuse satire contre les jésuites (Bordeaux, 1763) et de chansons populaires où excelle, par exemple, le Béarnais Cyprien Despourrins (1698-1759).

Ce n'est qu'au XIX^e siècle qu'une nouvelle renaissance atteint l'Aquitaine, en particulier avec le chansonnier politique béarnais Xavier Navarrot et un extraordinaire personnage, le Bordelais Jean-Antoine Verdié (1779-1820), pilier de cabaret et agent royaliste, créateur d'une société de poètes gascons et d'une revue : *La Courne d'aboundéce*. Son œuvre raconte, dans une sorte de fabliau et mésaventures de Meste Bernat, de sa femme Mariote et de l'amant de celle-ci Guillaumet. Resté célèbre longtemps après sa mort et souvent réédité, il eut un certain nombre de successeurs et d'imitateurs.

Le poète-perruquier d'Agen, Jacques Boé, dit Jasmin (1798-1864), en eut également beaucoup, après avoir connu une célébrité qui gagna la capitale elle-même. Reçu chez Lamartine et même aux Tuileries, salué comme « *le plus grand de nos trou-*

(1) A défaut d'une bibliographie exhaustive, citons deux ouvrages de base : Robert Lafont et Christian Anatole, *Nouvelle histoire de la littérature occitane* (2 vol., PUF, 1970) et René Nel'i, *La poésie occitane* (édition bilingue, Seghers, 1972, 3^e édition 1979).

(2) « J'ai pour ma selle deux chevaux et c'est fort bien ; / tous deux sont bons, dressés au combat et vaillants. »

(3) « Jamais d'amour je ne jouirai / Sinon de cette amour de loin. »

(4) « Qui se conduit selon la raison féminine / il est normal qu'il lui en cuise » ;

(5) « prendre la cause damnée de la langue méprisée ».

(6) « Dieu veuille maintenir les troubles ! / A table je suis des derniers, / mais à combattre je suis des premiers. / Et qu'ainsi soit ! Engraissées / je sais trois poules au perchoir. / C'est là que je veux m'empiffrer, / c'est là que je veux me carrer : / et quand j'aurai les lèvres grasses, / je paierai l'hôte avec des coups. »

(7) « ... ma beauté n'a point d'autre mère que la nature / et nature est toujours plus belle que l'art ».

badours », il est passé de la romance sentimentale au lyrisme politique et à un populisme larmoyant et bien-pensant qui annonce certains félibres.

Mais si le Félibrige naquit, comme on sait, en 1854, en Avignon, il ne s'en est pas moins étendu dans toute l'Occitanie, et en particulier en Aquitaine, où il trouva un terrain préparé par des revues érudites. Il s'y organisa autour de deux écoles, l'Escoloderas Pireneos en Ariège et l'Escole Gaston Fébus à Pau et des revues qu'elles publiaient. Une grande littérature gasconne se développa ainsi entre 1870 et 1914 avec, en particulier, les *Contes gascons* recueillis par Jean-François Bladé, de Lectoure (1827-1900), les poèmes des Bigourdans Michel Camélat (1871-1962) et Philadelphie de Guerde — elle s'appelait Claude Duclos (1871-1952).

Les écoles félibréennes se maintinrent assez bien en Aquitaine entre les deux guerres, mais, par delà le félibrige, et assurément en partie grâce à lui, ce qui caractérise notre siècle, c'est le puissant désir de renouveler les lettres occitanes et de leur donner — de leur rendre — leur profonde unité (entre autres par une réforme de l'orthographe), qui se concrétisera, en 1945, par la création de l'Institut d'études occitanes, due à un Gascon du Gers, Ismaïl Girard, un Carcassonnais, René Nelli, un Marseillais, Pierre Rouquette, un Montpelliérain, Max Rouquette. Désormais, il n'y a plus, à proprement parler, une littérature aquitaine, gasconne ou béarnaise, mais un renouveau global des lettres de langue d'oc, auquel participent des poètes et des écrivains de toute l'Occitanie, et où tiennent leur place, entre autres, le Landais Bernard Manciet (né en 1923), le Périgourdin Bernard Lesfargues (né en 1924), les Gascons Xavier Ravier (né en 1930) et Christian Rapin (né en 1931)...

Sans doute sont-ils moins connus que leurs confrères de langue d'oïl, les Bordelais François Mauriac, Jean Anouilh, Jean Vauthier ou Jean Cayrol, le Béarnais Pierre Emmanuel, l'Orthézien Jean-Louis Curtis ou le Biarrot François-Régis Bastide... mais, pour avoir choisi de faire entendre la voix même de la région où ils sont nés, ils en méritent tout autant d'être entendus.

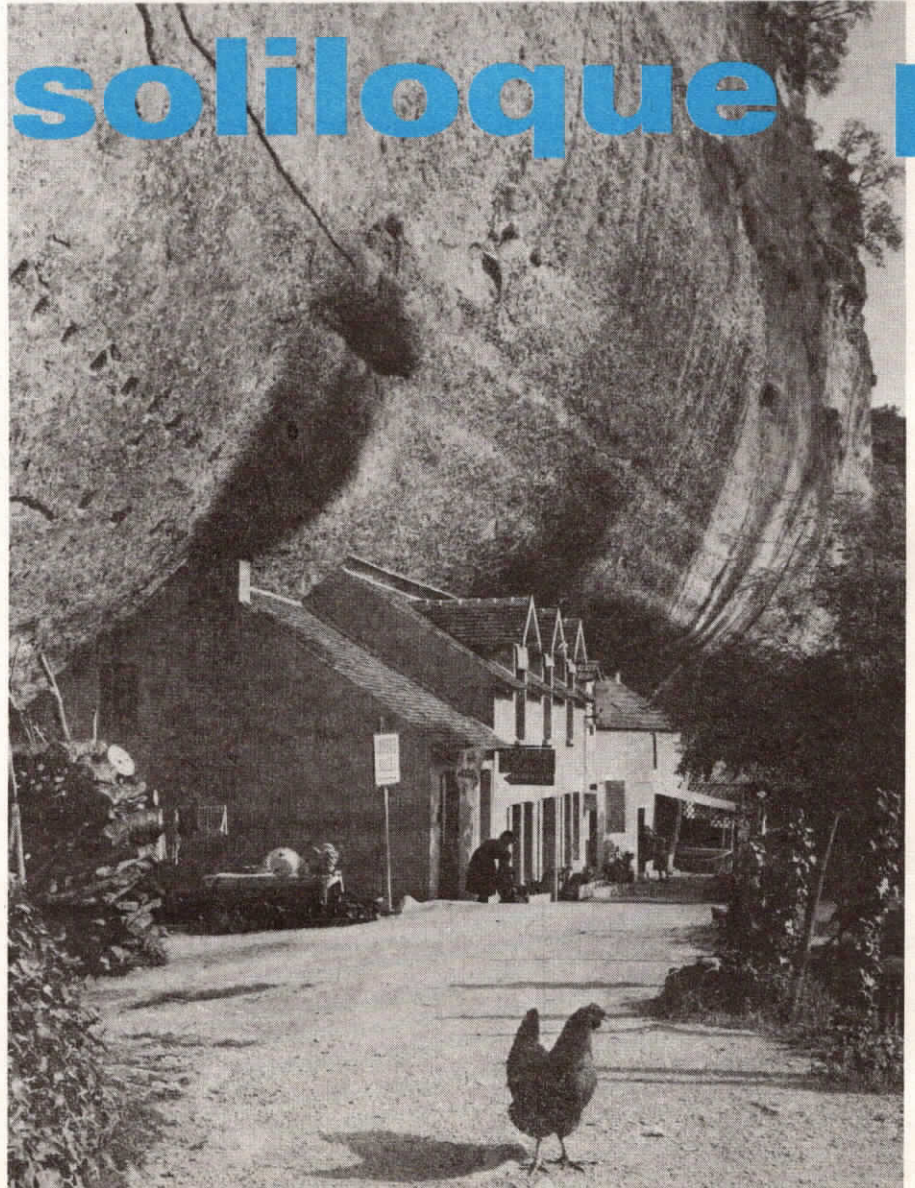
Pierre-Bernard Marquet

Le musée des Eyzies, en Dordogne, est un musée très spécial. Le village des Eyzies est un lieu écarté, mais c'est aussi un des hauts lieux de la préhistoire dans le monde.

Cette bourgade de 886 habitants voit passer 400 000 personnes par an ; 225 000 se rendent au musée et, parmi elles, et malgré la récente fermeture du mardi, 17 500 scolaires.

Le musée des Eyzies, c'est un peu l'une des sorties obligées des colonies de vacances de la région, ou bien des sorties de fin d'année des écoles. Bref, au plus fort de la saison, en plus du

demi-millier de visiteurs qui s'y rendent délibérément, près de 800 enfants y défilent chaque jour ! Autant dire qu'il n'est guère question, pendant cette période, d'y concevoir la moindre animation pédagogique et culturelle mais que le tourisme badaud y règne en maître. Pourtant, en dehors de ces turbulences estivales, Les Eyzies est devenu l'un des sites de prédilection du tourisme scolaire par la grâce d'une femme prise au piège de sa passion et de sa générosité. Geneviève Guichard,



soixante-deux ans, préhistorienne éminente — ainsi que son mari, directeur du musée —, se voue entièrement à la science préhistorique, à sa connaissance et à sa transmission.

Elle vit à Laugerie Haute, dans une maison adossée à la roche, tout près de l'endroit où elle ne cesse de conduire ses fouilles ; c'est là qu'elle écrit des textes savants qui font autorité dans le monde scientifique, car tel est d'abord et avant tout son métier. Il y a quelques années, elle s'est avisée que des enfants

des Eyzies n'avaient pas visité le musée de leur commune, et elle s'est amusée à les instruire sans imaginer dans quel gouffre elle s'engageait, car bientôt ce furent ceux des communes voisines qui vinrent — et comment les refuser ? — et aujourd'hui des écoles entières du Morbihan, des Ardennes, ou de Savoie ! Elle reçoit chaque année des demandes qui correspondent à environ 5 000 enfants. Gracieusement, elle leur consacre une grande part de son temps, n'hésitant pas à se lever à 2 heures du matin pour,

enfin tranquille, rédiger ses recherches personnelles. En quelques années, elle a mis au point une méthode pédagogique efficace et pleine d'humour qui, si l'on en juge par les cartons remplis de cartes postales, de devoirs, de textes divers que lui envoient les enfants après leur visite, doit largement porter ses fruits. Il est vrai que ce personnage haut en couleur, qui ne ménage ni son énergie ni son franc parler, est capable de vous transmettre sa passion, plus d'une heure durant, sans que jamais on ait envie de l'interrompre.

our une passion

« BON, je crois que votre propos c'est : comment faire passer le message ? D'abord, il faut faire un musée intelligent, ce qui n'est pas toujours le cas. En préhistoire il est surtout question de cailloux, c'est dire que c'est moins évident qu'un tableau ! Si vous alignez des cailloux les uns à côté des autres, vous aurez une indigestion de cailloux : autant aller contempler le ballast de la voie ferrée ! Or nous nous sommes aperçus que dans le public il y a d'une part des passants et, d'autre part, des gens qui viennent chercher quelque chose. Après douze ans d'observation, je crois m'apercevoir que les gens s'intéressent à la préhistoire parce qu'ils ont peur de l'avenir. Plus on leur démontre que la préhistoire a existé, plus ils ont l'air de penser que, si l'homme a duré au moins deux millions et demi d'années, il n'y a peut-être pas de raison pour qu'il ne dure pas dix mille ans de plus. Alors il faut quand même leur expliquer que l'homme a une origine, qu'on ignore sa fin, qu'il est incrusté dans un environnement zoologique et botanique, que c'est une créature unique. Il faut les persuader que deux millions et demi d'histoire gestuelle de la pensée, ça existe, et que c'est un monde fort compliqué.

Le meilleur moyen pour faire comprendre cela, pour faire passer ce message, c'est d'incruster l'homme dans son milieu zoologique. Cet animal zoologique — qui n'est pas un animal — est dans un milieu ; autour de lui, il y a de la flore et de la faune ; comme c'est un être, par nécessité, fabricant, il faut qu'il trouve de la matière première ; pour la transformer en objets, et qu'il n'a pas, naturellement, un couteau, une griffe, un croc, il faut donc qu'il les pense ; il faut qu'il choisisse ; il faut qu'il ait des concepts abstraits, et il faut qu'il les applique. Quand j'ai mon bonhomme — qu'il mesure 1,30 m ou 1,80 m, pour moi c'est pareil — il faut encore que les gens comprennent que la couleur de sa peau, la longueur de ses cheveux — dont nous ignorons d'ailleurs tout — n'importent pas, pourvu qu'il corresponde aux cinq critères primaires : avoir deux mains, deux pieds, se tenir debout, fabriquer, et penser. C'est cela qu'il faut que l'on comprenne dans le musée. C'est-à-dire qu'on doit progresser petit à petit dans la connaissance de cet individu, de cette créature dans son milieu. Et je trouve, moi, qu'il est absolument passionnant, en suivant les vitrines, de voir une technicité s'affirmer,

devenir de plus en plus adroite, de plus en plus spécifique, et par conséquent de moins en moins polyvalente, par étages et par déclics, en même temps que s'accomplissent des progrès intellectuels. Car il y a des seuils de maturité technique comme il y a des seuils de maturité intellectuelle, comme chez un enfant, bien entendu. La préhistoire est d'une logique imperturbable, et les gens le voient dans le musée.

A partir de là, on peut commencer à aborder le psychisme de l'homme préhistorique. A partir du moment où il mange et se chauffe facilement et fabrique ses outils en quelques minutes, voire quelques secondes, il a plus de temps, et là se posent des questions absolument métaphysiques, absolument abstraites auxquelles l'homme se donne des réponses, et cela aussi on le voit, et ça doit se voir dans un musée. Il faut apprendre encore que l'art n'est pas fait pour « faire joli », que la parure n'est pas faite pour « faire joli » : ce sont des signes, car tout est signe et message. La visite d'un musée de préhistoire doit se terminer quand on a fait toutes ces approches-là : voilà le parcours préconisé. Peu importe que vous vous rappeliez l'époque à laquelle tel outil existait ;

ce qui compte c'est que vous allez comprendre qu'il y a une recherche intellectuelle de la forme spécifique du grattoir. Voilà ce qu'on vous demande : que vous partiez des Eyzies en ayant l'impression que ces gens-là étaient aussi civilisés que vous, sauf que ça n'était pas la même civilisation. C'est le parcours intellectuel humain qui nous intéresse. Au niveau des spécialistes la préhistoire est une discipline ardue ; c'est bourré de chiffres, ça n'est vraiment pas marrant ! Mais c'est la plus belle histoire du monde.

Avec les enfants — et pour moi les enfants, ça va du cours élémentaire jusqu'à l'étudiant de troisième cycle, et même le professeur, car, comme ils ne savent rien, pour moi ils sont comme des enfants —, mon discours change de degré de profondeur mais il ne change pas de nature. Il paraît qu'un enfant voit son intérêt décroître au bout de quarante-cinq minutes et qu'au bout de trente on ne peut pas se faire entendre d'un groupe. Comme une école arrive pour une après-midi et qu'ils sont soixante, je me refuse, d'une part, à dire deux fois la messe aux mêmes sourds — c'est fatigant ! —, et je me refuse, d'autre part, à expédier la moitié du contingent cueillir des pâquerettes pendant que je m'occupe de l'autre : je prends les soixante ensemble et je les garde trois heures ! Au bout de quarante-cinq minutes je leur dis : « Vous voulez une récréation ? », et eux : « Oh non, non ! On continue ! » Au bout de trois heures, je leur dis : « Maintenant fichez le camp, parce que, moi, je suis fatiguée, moi, je n'en peux plus ! », et l'intérêt est toujours aussi vif ! Bien entendu, sur les soixante il y a toujours les quatre leaders, les trois rêveurs passionnés, les quinze très intéressés, les trente intéressés, les huit pour lesquels c'est « on va voir... », et puis ceux qui bâillent aux corneilles.

Des écoles viennent avec des professeurs d'histoire naturelle ou d'histoire et géographie, des profs qui ne connaissent que ce qu'ils lisent, c'est-à-dire des livres avec des hommes tout poilus, n'est-ce pas, des saules pleureurs — comme si les squelettes pouvaient nous renseigner sur la longueur des poils ! —, mais je constate que les enfants, de toute

façon, et quoi qu'on leur dise, adorent ça. Seulement ils vont strictement et uniquement au musée où ils déambulent pendant une heure et ils repartent la tête, hélas ! bourrée d'idées que je n'ai plus qu'à détruire quand ils me passent par les mains, parce que ça se réduit à : l'homme préhistorique, il peint, il sculpte, et c'est moitié Tarzan, moitié Dracula ! Eh oui : il y a un peu moins d'un siècle, les filles étaient drapées dans des peaux de bête à la Dior !

Avec moi ça n'est pas comme ça. Ma façon, c'est de leur faire parcourir l'aventure humaine en entier, et même avec les petits, pour lesquels c'est tout de même une matière a priori rebutante, j'ai trouvé un moyen qui marche à merveille : ils ne s'en aperçoivent pas, mais, au début ce sont eux qui croient travailler et, petit à petit, c'est moi qui travaille pour eux. C'est-à-dire que je les concerne : ils mènent une enquête dirigée à la recherche de l'homme préhistorique dans un gisement où il n'y a rien à voir ! Pendant près d'une heure et demie, je leur fais reconstituer le bonhomme sans rien voir. Ce sont des enfants de huit ans ; ça marche merveilleusement — les inspecteurs d'Académie aussi... et c'est beaucoup plus difficile de les débloquent, croyez-moi !

Quand les enfants ont cet homme vivant devant les yeux, je leur explique où il habite, pourquoi il habite là. Je leur pose la question : « Où habite-t-il ? » et ils me répondent, par exemple : « Dans les grottes. » Moi : « Non, c'est stupide, on va essayer de comprendre pourquoi c'est stupide. » Et ce sont eux qui finissent par trouver pourquoi c'est stupide, pourquoi on ne peut pas appeler l'homme préhistorique « l'homme des cavernes », pourquoi c'est ridicule, grotesque. Quand ils ont bien compris ce qu'est une stratigraphie — ça n'est pas facile —, alors on voit des objets qui sortent de la stratigraphie ; on peut leur faire comprendre qu'on voit très peu d'objets alors qu'il y en a des millions (dans ma fouille, à Laugerie, je sors, tous les dix centimètres d'épaisseur, entre deux mille et trois mille objets tous les mètres carrés !). Quand ils ont bien compris tout ça, alors jaillissent les questions, et c'est alors, seulement, que nous allons au musée.

Là, ils voient la salle de l'industrie et, ensuite, on peut commencer à parler du psychisme, de la sexualité, parfaitement ! : quand ils verront douze représentations masculines en pleine gloire, il faudra bien que je leur dise ce que c'est ! Et nous terminons dans une salle où ne se trouvent que des os, c'est dire qu'elle n'est vraiment pas attractive ! Et, c'est là que je leur pose la dernière question : « Est-ce que l'homme préhistorique parle ? » J'ai toujours les mêmes réponses, bien entendu, même chez les adultes. Alors, je prie un enfant de venir faire un mimodrame, de raconter, sans mot, une petite histoire facile à traduire en gestes. Ça marche très bien, mais après je les ai au tournant en leur demandant de mimer une nouvelle histoire que je leur débite à toute vitesse, une histoire pleine de personnages, mais très abstraite. Et là, ils s'aperçoivent que... Et c'est fini.

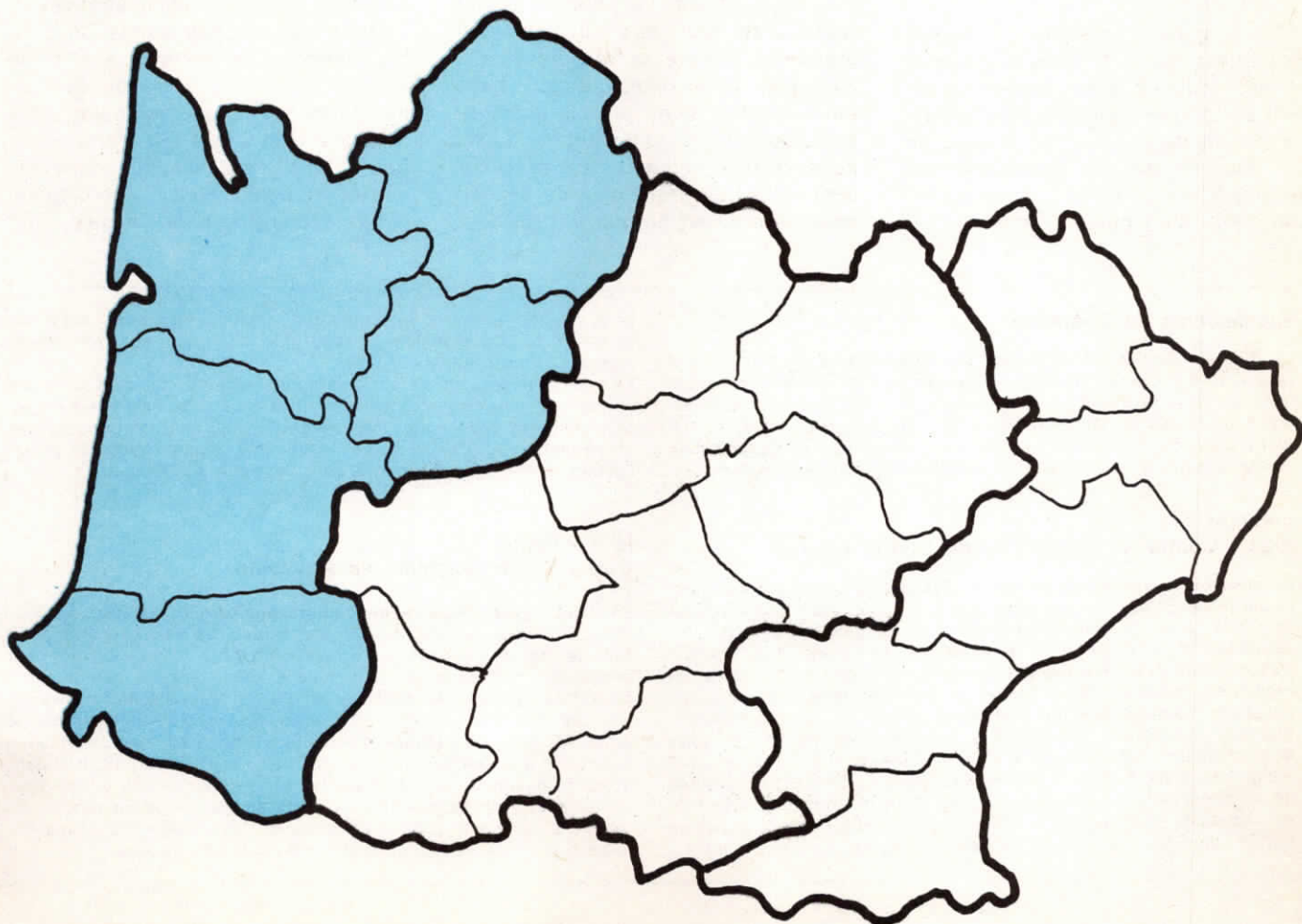
C'est fini pour moi, mais ce qui est merveilleux c'est de voir ce qui se passe après. Il y a des écoles qui demandent à revenir, mais j'ai un contingent limité. Et puis je reçois des travaux d'enfants, des cartes postales, des classes entières qui signent, et des travaux faits en classe, y compris des devoirs de terminales et de professeurs. Voilà : ça peut se transmettre. Il faut de la patience, bien sûr ; mais aussi ça se transmet parce qu'immédiatement j'écarte les adultes. Je n'hésite pas devant le mime, devant le ridicule — ce qui pourrait paraître ridicule à une andouille mais qui, pour eux, n'est qu'une illustration amusante d'une situation vécue.

Voilà ce que c'est la pédagogie, pour moi. Mais je n'oublie pas que mon rôle est facile parce que je n'ai les enfants qu'une fois. Si je les avais plusieurs fois, je serais moins crédible, bien sûr, parce que je fais un numéro de cirque bien dressé. Il faut être humble. Mais, croyez-moi : je ne fais jamais deux fois la même conférence, parce que ça m'ennuierait, et si je m'ennuyais, je les ennuyais. Ce sont eux qui guident, et parfois on fait la conférence à l'envers, ce qui fait que je m'amuse beaucoup ! »

Propos recueillis par
Jean-Pierre Vélis

HORIZON GRAND SUD-OUEST

Soudain, la perspective change. Les années 80 seront peut-être, pour l'Aquitaine, celles d'un grand bouleversement. Ainsi le voudrait, en tout cas, la volonté politique et administrative. De grands changements s'annoncent. Ils concernent les structures et les hommes, l'administration et les mentalités. Mais on n'aménage pas le territoire comme on déplace les meubles de sa maison. D'autant que tous les espoirs ne passent pas par le même chemin.



par-delà l'empêc

C'est à Mazamet, le 17 novembre 1979, que le président de la République a annoncé le lancement du Plan de dix ans pour le Grand Sud-Ouest.

Ce projet vise la mise en valeur des ressources des trois régions : Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées.

En plus de deux milliards consacrés par l'Etat, en 1979, au développement du Sud-Ouest, le Plan représente un effort supplémentaire d'un milliard en 1980, un milliard cent millions en 1981.

Une part importante de ses vingt-sept programmes est consacrée à la formation, la diffusion des connaissances et l'animation culturelle.

Michel Eymer, délégué régional de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) est l'un des chargés de mission auprès de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR).

Particulièrement préoccupé par ces questions, il nous présente la philosophie générale du Plan en la matière, ainsi que quelques-unes des nombreuses actions prévues ou déjà mises en route.

Ici, se joue l'avenir probable de l'Aquitaine et, plus loin, de tout le Sud-Ouest, entre Atlantique et Méditerranée.

• Quels sont le but et l'ambition générale de votre travail au sein du plan de développement du Grand Sud-Ouest ?

Ce à quoi la mission du Grand Sud-Ouest de la DATAR s'applique — pas toujours avec succès parce qu'il est souvent difficile de combattre les habitudes — c'est à essayer de déssectoriser les questions de développement. Cette déssectorisation peut s'effectuer à travers les

efforts des chargés de mission — nous sommes une douzaine —, notamment, peut-être, à travers mon travail qui correspond à une tâche très transversale. Le plan du Grand Sud-Ouest veut être un plan qui prend en compte la réalité sociale, culturelle et économique du pays pour réfléchir avec lui sur le développement en parachutant le moins possible des solutions, des préoccupations et des protocoles de pensée extérieurs. C'est ce que le président

de la mission appelle « le développement endogène », ce qui implique de combattre ou de faire évoluer un certain nombre d'habitudes, notamment des habitudes administratives.

Dans mon secteur existe un double objectif. Le premier est fondé sur un constat : le niveau de formation et de culture générales dans le Grand Sud-Ouest est plutôt « très bon », plutôt meilleur que dans les autres régions. Cette constatation ressort d'une étude menée par

suppléments de formation

Le Plan du Sud-Ouest a financé des suppléments de formation à raison de 3 millions par région ; il s'agit de formations directement liées aux actions mises en place par le plan. Actuellement se développe un travail en commun avec les trois délégations à la formation professionnelle pour mettre au point un programme de formation qui sera proposé au Fonds du développement social européen.

création d'un « Centre de rencontres du Sud-Ouest »

La mise en œuvre de ce Centre de rencontres a été confiée, pour la partie financière, au ministère de la Culture, mais la DATAR ne veut pas, avec lui, créer une institution de plus. Plus qu'un lieu de colloques, il devra être un ensemble de nœuds d'un réseau ; c'est là que les responsables d'initiatives originales, locales ou régionales, pourront se rencontrer et travailler ensemble. Ces responsables pourront être des individus, émaner de groupes ou d'institutions. Individus : Claude Pons, animateur du contrat de pays à Monflanquin ; structures : le CREPAC d'Aquitaine, l'Institut rural d'information de Sarlat, le GETIS des Pays de l'Adour, l'Ecomusée de la Haute-Lande ; politiques : la politique d'information régionale en Aquitaine menée par l'Office régional d'éducation populaire (OREP) de Pau. Ce ne sont que des exemples : « C'est à travers

le travail de rencontre de toutes ces initiatives que peut se penser le mieux le plus globalement et le plus localement possible, l'aménagement du territoire. »

En même temps, et c'est le deuxième objectif de ce Centre de rencontres, tous ces responsables, impliqués directement sur le terrain, pourront donner des informations en retour — un feedback — et permettre au Centre d'être le lieu d'évaluation permanente de l'action d'aménagement menée dans le cadre du Plan.

la « politique d'information régionale en Aquitaine »

En liaison avec l'Agence de l'informatique (ADI), le Plan du Sud-Ouest a repris à son compte une expérience menée par l'OREP avec le moyen Antiope. Cette opération, pour l'instant limitée, est commencée en Béarn où elle touche trois cents à quatre cents personnes grâce aux vingt décodeurs Antiope installés. Elle est financée par l'Etat et les collectivités. Son objet : diffuser par le canal Antiope, à l'intention d'agriculteurs béarnais, une information spécifique sur l'emploi, la formation, etc., d'une part ; d'autre part, grâce à des moyens « conversationnels » (Teletel ou téléinformatique) mettre à disposition des informations de même nature. En gros, il s'agit d'une banque de données (formation, emploi, métiers, filières, etc.) qui pourra être interrogée par ces moyens.

chement intérieur

l'ADEP pour le compte de la DATAR. En revanche, la culture et les formations technologiques y sont probablement moins développées ; on peut dire qu'il n'y a guère de tradition industrielle sauf sur un certain nombre de petits bassins. Il est donc apparu qu'il était nécessaire de faire évoluer la formation des hommes en matière technologique et donc de mobiliser ce qui existe, ici, comme compétences en la matière.

Le deuxième objectif vise à utiliser et mettre en œuvre tous les moyens de la révolution électronique, qui sont des moyens de réseau, des moyens de communication, pour favoriser l'échange et faire en sorte que la préoccupation du développement et les identités culturelles soient davantage liées, car c'est probablement dans une stratégie de communication que l'ensemble des éléments interféreront le mieux. Tous ces moyens de la révolution électronique sont bien connus : d'abord l'audiovisuel, qui a fait des petits, si j'ose dire, ensuite tous les moyens créés par la micro-électronique, l'électronique, la micro-informatique, la télématique. Tout cela se traduit,

bien entendu, par un certain nombre d'actions, qui correspondent à des axes primordiaux.

Il me paraît tout à fait important de ne pas travailler par « arrosage » systématique pour la mise en place, par des investissements publics ou autres, de ces outils, sans se préoccuper — comme c'est souvent le cas, hélas, parce que l'outil comme l'audiovisuel ou l'informatique sécrète sa propre fascination — de réfléchir avec les utilisateurs, et d'aider les promoteurs de ce type de projet à réfléchir avec les utilisateurs, à leur destination finale. L'important c'est de faire en sorte que s'enrichisse un réseau d'outils — peut-être moderne, peut-être moderniste — et qu'il soit asservi à des fins discutées avec les utilisateurs eux-mêmes.

• Et quelles ont été, jusqu'ici, les réactions à l'ensemble de ces projets ?

La réaction semble être assez bonne. Le message est assez bien passé, en tout cas dans le secteur transversal qui me concerne : les gens comprennent vite l'enjeu d'une

structuration horizontale de leurs préoccupations. Il y a quand même, dans le Sud-Ouest, malgré toutes les différences qu'on peut rencontrer dans ces régions, un sentiment de solidarité qui est lié à l'éloignement des zones de décision, lié aussi à une culture originelle relativement commune. On rencontre, bien sûr, tous les blocages, les conflits locaux habituels, de l'indifférence également, un sentiment de défaite né de longues années de paupérisation. Je ne sais pas si le plan peut être vécu comme un espoir par les gens du Sud-Ouest, mais je souhaiterais qu'à travers lui ils le vivent, car l'important c'est que les gens réapprennent à vivre leur propre espoir.

• Cela pourtant, vu de l'extérieur, peut sembler difficile car la notion de Grand Sud-Ouest paraît plus correspondre à une volonté administrative qu'à être née d'une identité socio-culturelle réelle. Quel rapport y a-t-il, par exemple, entre le Périgord, les Landes et la région toulousaine ?

Pour en être, je peux vous dire

Information et diffusion des connaissances sur l'informatique et la micro-électronique

Depuis fin 1980, des animateurs informatiques régionaux (AIR), financés pour trois ans par l'Agence pour le développement des applications de l'informatique (ADAI), ont été installés auprès des chambres de commerce et de l'industrie. Ils ont une tâche de conseil en informatique, mais, dans deux des trois régions concernées, ils devront aider à mettre en place des schémas directeurs de l'informatique à base régionale ; en fait, favoriser une politique cohérente d'usage de l'informatique qui ne multiplie pas les investissements mais, au contraire, favorise toutes les collaborations en fonction du parc de matériel existant.

Le « Comité interrégional pour le développement de l'éducation permanente par les audiovisuels régionaux » (CIDEPAR)

A l'origine de ce projet, se trouvent trois organismes implantés, chacun, dans une région : le Vidéo animation Languedoc (VAL) en Languedoc-Roussillon, la Délégation académique à la formation continue (DAFCO) en Midi-Pyrénées, et l'Office régional d'éducation populaire (OREP) en Aquitaine. Ce projet, soutenu par la DATAR et le Fonds d'intervention culturelle (FIC), a pour objet de mettre en œuvre des moyens audiovisuels légers sur des zones

géographiques d'intérêt commun — des pays — pour y dresser un diagnostic de la situation socio-culturelle. L'OREP, par exemple a réalisé un vidéogramme à l'occasion du Festival de chanson catalane de Siros, au travers duquel il est apparu que ce qui préoccupe le plus le berger béarnais c'est la modernisation de son exploitation et la commercialisation de ses produits. « Le souci majeur d'un tel projet est de travailler le dialogue social sur un autre mode que celui, habituel, de la réunion, de l'oralité, lequel est largement bousculé par le mode de vie actuel lié à la télévision qui n'incite pas les gens à se réunir. Il faut aller chercher l'ennemi sur son terrain. En ce sens l'audiovisuel de groupe n'est certainement pas un mauvais outil. »

banques de données automatisées

Ce programme est financé par l'Etat par l'intermédiaire de la Mission interministérielle pour le développement de l'information scientifique et technique (MIDIS), par l'Agence de l'informatique (ADI) et par le FIAT, avec participation des collectivités et des partenaires locaux s'il y a lieu. Une étude préalable a été menée en 1980 ; la première tranche du programme est prévue pour 1981. Il s'agit de développer au niveau régional ou interrégional des programmes spécifiques liés aux compétences de la région (par exemple : la sous-traitance industrielle). Ces programmes pourraient avoir une utilisation nationale, voire internationale.

que le fait d'être né avec la barrière des Pyrénées et entre deux mers, ça a un sens. Il me semble qu'il y a, dans l'ensemble des populations du Sud-Ouest, un esprit d'entreprise qui s'est, pour l'instant, mieux exprimé à l'extérieur qu'à l'intérieur de ces frontières : ce qu'on n'osait ou ne pouvait pas faire chez soi, on allait le faire ailleurs. La frontière c'était l'endroit que l'on traversait pour aller faire quelque chose parce qu'à l'intérieur de cette zone il existait un empêchement, psychologique, social, culturel ; et c'est là que se trouve, en fait, la clé du développement social de ce pays. Ce qui est important, ce n'est pas que les gens de la DATAR le comprennent, mais que ce soient les gens du Sud-Ouest qui comprennent l'origine de cet empêchement interne, sans s'arrêter à cette raison, souvent suffisante, mais, à mes yeux, très insuffisante aussi, et qui consiste à dire : « C'est parce qu'on est loin... C'est à cause de Paris, etc. » Je n'y crois pas tout à fait car il y a tout de même d'autres endroits qui ont réussi à s'accommoder de la même situation.

Cet empêchement intérieur, d'où vient-il ? C'est une vraie question, mais ce n'est certainement pas à l'appareil d'Etat d'y répondre. Ce qui est proposé aux gens du Sud-Ouest, à travers le plan de développement, c'est de voir comment, avec leurs potentialités, ils peuvent travailler chez eux et sur eux-mêmes. J'entendais récemment un journaliste dire qu'il y avait des endroits dans le Sud-Ouest où, au café du Commerce, on ne refaisait pas seulement le dernier match de rugby, mais où on refaisait le monde ; ce sont, en fait, des endroits où s'émettent des quantités de projets. Les gens travaillent à imaginer qu'ils vont faire quelque chose, et le rêve passe parce que la quotidienneté revient : ils se retrouvent le lendemain chômeurs comme ils le sont tous les jours, ou bien petits travailleurs, dans leur coin.

Mais je crois que, du projet, il y en a en pagaille, ici. L'important c'est que ce projet arrive à s'accrocher sérieusement à un commencement de réalité.

Propos recueillis par
Jean-Pierre Vélis



pari po Monfla

DANS le Sud-Ouest, comme partout le monde rural est en déclin. Les cinq départements d'Aquitaine — exception faite de l'agglomération bordelaise — se dépeuplent et peu nombreux sont les cantons qui arrivent à faire face à l'exode, à la fermeture des petites industries, des commerces, à la réduction du nombre d'exploitations agricoles. Malgré les efforts faits pour la modernisation de l'agriculture, malgré le développement de la formation des agriculteurs et celui du milieu semi-rural, ce mouvement est rarement enravé.

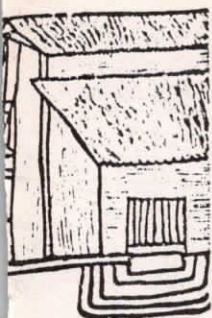
Monflanquin, chef-lieu de canton du Haut-Agenais, dans le Lot-et-Garonne, n'échappe pas à cette tendance générale. Cette commune, la plus importante d'une micro-région de quatre cantons peuplés de 18 687 habitants, survit tant bien que mal : la baisse démographique y est modérée, mais la population vieillit lentement et le nombre d'actifs diminue (en 1962, ils représentaient 42 % de la population totale ; aujourd'hui, seulement 37 %). Seules, trois des quarante-deux communes de cette micro-région comptent un tiers de jeunes.

À l'image des données démographiques, la situation économique n'est guère plus enthousiasmante. La modernisation de l'espace rural condamne en premier lieu les agriculteurs, notamment les salariés agri-

coles. Le nombre de professions libérales, employés et cadres moyens augmente faiblement.

Pourtant, depuis quelques années, la commune de Monflanquin semble s'être engagée dans un processus de développement social et économique original qui a conduit, en 1979 et 1980, à l'élaboration d'un contrat de pays. S'il ne permet pas de relancer les activités économiques, il est au moins le moteur de la formation des adultes, et le point de départ d'un dialogue entre tous les partenaires, jusque-là trop souvent cloisonnés dans leurs secteurs respectifs.

Il semble que tout soit parti du dynamisme des associations socioculturelles, qui ont su mener un processus de revitalisation de la commune, voire de tout le canton, sensibilisé la population à la vie du milieu rural et permis, peut-être, d'amorcer des animations dans un monde condamné à mourir lentement. Implantée depuis longtemps dans la région, la Ligue de l'enseignement et ses militants, qui s'intéressent à la formation des adultes en milieu rural et à ses conséquences sur le développement économique et social, ont décidé de mener une analyse détaillée des données locales pour mieux définir ses besoins de formation. Il s'agit aussi, pour eux, de déterminer la portée et l'efficacité de



our nquin

Faire vivre le monde rural et enrayer son déclin grâce à l'animation socio-culturelle et à la formation permanente des adultes : c'est l'objectif que poursuit, depuis de longues années, la Ligue de l'enseignement. Dans un village du Lot-et-Garonne, Monflanquin, les associations se sont mobilisées pour que cet objectif devienne une réalité.

leurs interventions dans les communes qu'ils s'efforcent d'animer. La Ligue de l'enseignement a confié cette étude au service de formation permanente de l'université de Bordeaux III, qui a longuement et précisément analysé les facteurs de développement du canton de Monflanquin, des trois cantons limitrophes (Cancon, Villereal et Castillones) et l'importance du secteur associatif dans la vie locale. Une telle étude comparative devait permettre de mesurer tout ce qui sépare la dynamique de Monflanquin — qui sert aujourd'hui de modèle — de celle des communes voisines.

Impliquée dans la formation des adultes, la Ligue de l'enseignement a fait un pari : celui de faire jouer à l'animation socio-culturelle un rôle fondamental dans le développement de la vie économique et sociale. S'il est vrai qu'un village sans emplois est peu à peu voué à la mort, de la même manière, elle estime qu'un village sans animateurs, sans formation et sans ressources culturelles ne peut survivre.

Malheureusement, la réalité du terrain est souvent tout autre. L'enquête menée par Maria Correa-Sotomayor, chargée d'études, et Jean-François Claverie, conseiller en formation permanente, a surtout fait ressortir le cloisonnement des institutions économiques. La toute puis-

sante Chambre d'agriculture (puisque l'agriculture reste, en partie grâce aux regroupements d'exploitations, la première activité économique de la micro-région) n'a aucun lien avec la Chambre des métiers et la Chambre de commerce et d'industrie : aucun effort de coordination n'est fait pour faire travailler ensemble ces trois secteurs économiques, dont le but principal est pourtant la rentabilité.

Quant au socio-culturel, les universitaires estiment que « le mouvement est surtout caractérisé par une action diffuse, soit parce qu'il n'est pas interlocuteur valable dans le domaine socio-économique, soit parce qu'il est cloisonné lui-même dans des structures qui l'isolent ». Tout se passe en fait comme si le monde rural consentait à mourir sans sursaut, au moins au niveau des institutions et du pouvoir politique ; cette tendance est accentuée par le désarroi des maires de communes rurales confrontés à tous les problèmes de développement. C'est, semble-t-il, la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) qui a le mieux stimulé le monde rural dans les années de l'après-guerre, et dont les militants ont été le moteur du développement de l'agriculture à cette époque. Issus eux-mêmes du milieu agricole, ils ont formé des agriculteurs, et des cadres qui ont ensuite assuré la formation

permanente. Aujourd'hui ce mouvement s'essouffle. Personne n'a pu, jusqu'à ces dernières années, en prendre le relais si ce n'est la télévision qui a occupé le terrain dans les villages. Le pouvoir politique local, soucieux de réussir sa transformation, s'est ouvert vers les milieux économiques, négligeant le domaine socio-culturel. Et aujourd'hui, la demande de formation, dans tous les secteurs, est énorme. Il a fallu toute l'énergie des associations et celle d'hommes qui se sont trouvés au carrefour de toutes les manifestations culturelles pour relancer la dynamique et le dialogue entre tous les parlementaires. Mais ceux-ci se demandent à leur tour quelle place ils tiennent dans une vie rurale aussi cloisonnée. C'est essentiellement à travers l'élaboration du contrat de pays et des activités de formation d'adultes que le mouvement revitalisant a été engagé.

La Fédération des œuvres laïques du Lot-et-Garonne a été désignée comme « pilote éducatif » du programme de formation dans le cadre du contrat de pays. Pour prouver sa capacité d'intervention dans un domaine qu'elle connaît bien, pour avancer ses propositions en matière d'éducation permanente et d'éducation populaire, elle a programmé cinq stages qui commencent à s'organiser avec beaucoup plus de candidats que



une des réunions au cours desquelles sont prises des décisions collectives ; le marché organisé avec les agriculteurs et les animateurs de la MJC et du Syndicat d'initiative ; pages précédentes, une partie de la Bastide de Monflanquin vue par un élève du collège

de places, ce qui tend à accréditer l'idée que la demande de formation est énorme : gestion communale et aménagement du pays, artisanat du bâtiment et architecture, associations (fonctionnement, conduite de réunions, organisation de manifestations, etc.), identité culturelle et animation du milieu, énergies nouvelles et milieu rural sont les thèmes choisis pour cette première session.

Claude Pons, animateur « polyvalent » à Monflanquin, analyse les premières retombées de ce travail : « La débauche d'énergie dispensée recueille ses premiers fruits. Les élus du canton ont pris une habitude certaine au travail en groupe, habitude qui se peaufine au fur et à mesure des réunions. » Aux regards de l'extérieur, c'est peut-être trop peu. Quand il s'agit d'un canton rural et de la vie locale, c'est déjà beaucoup.

C'est sans doute pour cela que la Ligue de l'enseignement veut prolonger encore le travail amorcé dans le contrat de pays : si vraiment la transformation et la mutation pro-

fonde du monde rural tiennent dans la formation permanente et les activités socio-culturelles, de véritables animateurs du milieu rural ou semi-urbain doivent pouvoir dynamiser ces villages et introduire de nouveaux comportements, voire une nouvelle vie. Elle a donc programmé des stages organisés d'une part par l'université de Bordeaux, d'autre part par l'université de Pau, pour des animateurs capables d'analyser ensuite « les mécanismes économiques et sociaux qui conditionnent, à travers le développement de leur contrée, leurs propres activités, et qui soient mobilisés sur les effets de la politique contractuelle en milieu rural », qui soient également à même « d'intervenir dans la politique de développement et d'intégrer la dimension culturelle dans le développement micro-régional ».

C'est, dans une certaine mesure, un repli sur la vie locale pour l'inciter à plus de dynamisme. Mais si une démarche comme celle-ci est optimiste et sans doute indispensable, on en mesure mal encore les effets. Les résultats de l'étude menée par Bordeaux III ne soulignent que trop bien comment, dans un contexte de rentabilité économique, les associations sont écartées, sauf pour quelques opportunités électorales. Le passé de nombreuses zones rurales a montré que, seule, l'animation ne pouvait être un recours à la désertification. Sans doute ne faut-il pas être trop pessimiste. Mais l'heure est encore aux tâtonnements. L'expérience de Monflanquin et l'impact de la formation des adultes sur le développement seront sans doute riches d'enseignement. Mais il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives.

A Monflanquin, grâce à une Maison des jeunes particulièrement active, grâce à des associations ayant à cœur de promouvoir l'éducation en milieu rural, grâce à la conviction de quelques-uns, le pari peut, peut-être, être tenu. Il peut servir de test, à la fois pour d'autres cantons du Haut-Agenais, du Lot-et-Garonne, de l'Aquitaine ou d'autres régions. Mais il faut aussi, pour que le succès soit complet, que les associations soient pleinement reconnues dans le rôle qui leur est dévolu.

Nicole Gauthier

● Le Grand Sud-Ouest existe-t-il réellement ou n'est-il qu'une région issue d'une volonté administrative arbitraire ?

Il existe par la volonté électorale du président de la République car, entre les trois régions, Midi-Pyrénées, Aquitaine et Languedoc-Roussillon, il n'y a pas les mêmes valeurs de relation. Indiscutablement, il existe des points communs entre les deux premières, mais énormément de différence avec la troisième. Chacun sait que la montagne sépare et que la mer réunit ; or, ces trois régions ne sont unies physiquement que par la montagne, il n'y a donc pas véritable communauté d'intérêts, sinon naturellement à partir de grands axes routiers. Pour moi, le Grand Sud-Ouest n'existe pas ; ce qui existe, hélas ! ce sont les problèmes graves, en particulier au niveau économique.

● Un « Plan » était-il nécessaire ?

Certainement. Mais il s'agit surtout d'un plan de rattrapage ; notre région est très en retard. On a toujours délaissé l'ouest et le sud de notre pays. Et ces régions ont quand même un point commun, l'espace, avec la beauté du pays, le soleil, mais les moyens pour y demeurer n'existent pas toujours. Sur le plan administratif, il y a eu trois régions-programmes, mais pas une véritable communauté. Par contre, il y a eu rencontre, à force de concertation entre nous, qu'une même culture que l'on appelle occitane a facilitée. Ici, en Béarn, on ne tient pas beaucoup à ce terme « occitan » — le Béarnais est très individualiste — mais il y a une originalité commune par les cultures, les ethnies, les langues. Ajoutez, dans un coin de ce Grand Sud-Ouest, le Pays Basque, et vous aurez là des régions qui ont une véritable identité.

● Y a-t-il d'autres intérêts communs pour des populations aussi diverses ?

Il y a des intérêts agricoles communs. Cette région a besoin de se battre, et de façon très offensive, notamment à propos des problèmes que va poser l'entrée de l'Espagne

L'idée



Aquitaine

Comment l'Aquitaine retrouve-t-elle son identité dans ce Grand Sud-Ouest ?

Le Plan qui lui est consacré est-il la manne que l'on dit ?
Quels sont, au quotidien, les problèmes économiques, culturels ?

Comment le présent peut-il être déjà l'avenir ?

C'est à un homme profondément aquitain avant d'être président du Conseil régional d'Aquitaine et député-maire de Pau, André Labarrère, que nous l'avons demandé.

et du Portugal dans le Marché commun.

● L'Aquitaine se retrouve-t-elle dans cet amalgame géographique ?

Oui, dans la mesure où, étant associée à d'autres régions, elle peut participer à un front plus solide, malgré des divergences d'intérêt. Non, dans la mesure où notre façade maritime extrêmement importante avec son point fort, Le Verdon/Bordeaux, entraîne un rééquilibrage par la mer, en particulier des liaisons avec le Poitou-Charente, avec lequel nous avons beaucoup plus d'affinités qu'avec le Languedoc-Roussillon. Il y a, bien sûr, des affinités précises entre Aquitaine et Midi-Pyrénées, y compris des affinités de conflits.

● Dans cette régionalisation, quelle est la réalité des pouvoirs locaux ?

Il y a le Plan du Grand Sud-Ouest,

outil électoral, au travers duquel on a cherché à favoriser les classes sociales à ménager, en particulier les agriculteurs. Il faut noter que les agriculteurs ont présenté des dossiers très sérieux et qu'ils savent bien se défendre. Pour le reste, il n'y a pas de Plan, par exemple dans un domaine aussi important que celui des constructions scolaires. Il y a quelques crédits supplémentaires, c'est vrai, mais qui ne correspondent pas aux promesses faites par le président de la République. Et on a aussi une tendance fâcheuse à faire passer des mesures accordées normalement pour exceptionnelles. Ce qui est dramatique, c'est qu'il y a une telle insuffisance de crédits au niveau des régions sur le plan national que nous sommes jalouxés par d'autres régions, alors qu'il y a le manque d'une véritable conception de développement du Grand Sud-Ouest et surtout un manque de moyens.

● La répartition des crédits ne risque-t-elle pas d'attiser les querelles entre métropoles régionales — comme le Centre de calcul que se disputent les universitaires de Toulouse et Bordeaux — et quel peut être le rôle des villes moyennes comme Pau par exemple ?

C'est une question délicate puisque vous la posez à la fois au maire de Pau et au président du Conseil régional d'Aquitaine. Pau est une ville moyenne, mais de taille supérieure : 95 000 habitants, 140 000 avec l'agglomération. Elle est la deuxième ville d'Aquitaine et la troisième pour l'ensemble Midi-Pyrénées/Aquitaine. Géographiquement, elle est placée pour jouer une sorte de rôle de sous-métropole régionale au sein des Pays de l'Adour. L'idée régionale avance et il ne faut pas se placer en situation de conflit. Pau s'intègre davantage dans l'Aquitaine et je répète sans cesse : ce qui est bon pour Bordeaux est bon pour Pau, ce qui est bon pour Pau est bon pour Bordeaux. Je prêche pour la solidarité Aquitaine.

L'un des problèmes fondamentaux de notre fin de siècle c'est le pouvoir régional. Notre histoire est bâtie sur ce fameux conflit entre Jacobins et Girondins. Les Jacobins ont toujours gagné. Or, il apparaît que, pour la première fois, les Girondins — et là je ne fais pas allusion à l'Aquitaine — peuvent marquer des points. Le désir de décentralisation et de déconcentration rejoint le désir profond de pouvoir assumer soi-même son destin. Pour moi, qui suis profondément socialiste, le pouvoir régional est une des principales armes de l'autogestion. Le drame dans notre pays est que cette démarcation entre Jacobins et Girondins passe même au sein des partis. Même notre parti, pourtant de ceux qui vont le plus dans le sens d'un véritable pouvoir régional, a ses Jacobins. Et dès que des Girondins affirmés arrivent au pouvoir, ils deviennent des Jacobins. Ainsi, l'un des grands problèmes de notre région, de notre pays, le chômage, est aggravé. Bien sûr, autrefois on résolvait ces problèmes par l'immigration...

● Les enjeux politiques et économiques n'escamotent-ils pas les enjeux

sociaux et culturels ?

C'est une fausse question. Vous ne pouvez absolument pas séparer enjeux politiques et économiques et enjeux sociaux et culturels parce que tout est lié et qu'il s'agit d'un combat pour l'ensemble. Mais il y a des déséquilibres au niveau du tissu de l'Aquitaine. Nous avons une désertification assez prononcée et, en définitive, une armature urbaine beaucoup plus forte qu'on ne le pense : la grande métropole, Bordeaux, et des villes moyennes comme Bayonne, Pau, Périgueux, Agen, Mont-de-Marsan et, entre elles, tout un réseau de petites villes.

● **On parle beaucoup d'implantation nouvelle d'industries.**

Actuellement, c'est au coup par coup, on fait ce qu'on peut. Il nous faut surtout revoir le tissu économique des petites et moyennes entreprises, c'est d'ailleurs ce que nous faisons au travers de l'action régionale.

● **Est-ce que des activités très spécifiques peuvent rester en Aquitaine ?**

Surtout en ce qui concerne le quaternaire : l'informatique, les

industries de pointe, l'aéronautique, les créneaux nouveaux, économie d'énergie, énergies nouvelles, géothermie, biomasse, etc. Nous avons, au niveau de ces secteurs nouveaux, de très grandes possibilités. Il y a une chose à la fois inquiétante et adorable, l'Aquitaine est le pays du bon-vivre, et en octobre, les usines, les villes se vident, tout le monde va à la palombe. La « palombite », ça existe. C'est évidemment le ciel bleu, les arbres mordorés, c'est très joli, mais à côté, il faut vivre.

Nous avons déjà raté la révolution industrielle à la fin du XIX^e siècle, il ne faudrait pas manquer la révolution post-industrielle, car le fondement de la vie économique c'est l'industrie, le développement industriel. Là est la difficulté, il nous faut lutter non pas tellement pour implanter les usines, mais pour empêcher qu'elles se ferment. Elles se ferment dans les secteurs fragiles des industries traditionnelles de la chaussure, du cuir, du bois aussi. Le bois est un problème important pour lequel il nous faut imaginer une autre utilisation avec des techniques nouvelles plutôt que d'avoir une exploitation de la forêt landaise absolument archaïque et lamentable. Enfin, il y a un effort d'imagination à faire, et nous l'avons amorcé, dans la liaison

étroite entre les universités et les industriels. C'est un atout pour l'Aquitaine auquel je crois beaucoup. Les attaques de Mme Saunier-Séité contre les petites universités sont un crime contre le développement de la France.

● **En ce qui concerne l'éducation et la formation, le Plan parle d'un effort considérable.**

Un véritable Plan devrait commencer par l'essentiel : l'éducation et la formation. Nous nous sommes battus au niveau des crédits d'enseignement. Résultat : la dotation normale est la même que l'an dernier, autrement dit, avec la dévaluation, elle se chiffre à 20 % de moins. Nous avons obtenu des crédits supplémentaires en mendiant, parce qu'il y avait eu un séisme là, une exigence ici, ou encore parce qu'il s'agissait d'un collègue « politique » ailleurs. Il n'y a pas une volonté structurante au niveau de l'éducation et de la formation continue, et c'est une des tares les plus importantes de ce Plan.

● **Il est tout de même prévu, dans des zones géographiques précises, des actions pour aider la population à déterminer ses besoins en matière de formation permanente ?**

Il y a eu une concertation très importante avant la mise en route du Plan, mais depuis celle-ci nous n'avons eu aucune consultation.

● **On ne peut évoquer les problèmes d'éducation sans aborder ceux posés par les langues et les cultures régionales.**

C'est une situation difficile, dangereuse, explosive, surtout en Pays Basque, mais également en Béarn. Le retour aux sources s'accompagne d'une vue tout à fait nouvelle. Je parle béarnais couramment ; or, il y a encore vingt ans, on punissait les enfants qui parlaient béarnais ou basque à l'école. On allait jusqu'à lutter contre l'accent. Le basque, le béarnais étaient les langues des pauvres. A l'heure actuelle, il y a un renversement, mais qui peut prêter à confusion ou à problème, dans la mesure où l'engouement pour les langues et cultures régionales est en

guide
leo lagrange
 EDITION 1981 - 1982
 Parution : JUIN 1981
 Annuaire complet des Services et Activités de la Fédération Nationale LEO LAGRANGE (réseau de Foyers et Clubs de Loisirs, Maisons Pour Tous, Centres Sociaux, Foyers de Jeunes Travailleurs, Centres de Vacances, Sections Sportives et de Plein Air, Sections Socio-Culturelles et Artistiques, Instituts Régionaux de Formation Permanente, Rencontres et Actions Internationales...)
 21, rue de Provence - 75009 Paris - Tél. 246.82.92.
 PRIX : 12 F (ensuite dégressif à partir de 10 ex.)

train de cheminer entre deux écueils : les nostalgiques de la droite qui reviennent avec le passé folklorique et les valeurs traditionnelles de famille, travail, etc., et les rêveurs du gauchisme qui voient là une prise de pouvoir et qui veulent aller très loin.

Par exemple, nous créons actuellement ce que nous appelons la Maison béarnaise ; il y a eu une réunion à la mairie, eh bien on nous a demandé de bien vouloir faire le compte rendu en béarnais. C'est sympathique, mais cela pose des tas de problèmes. Les maternelles en basque et béarnais, c'est intéressant, mais pour déboucher sur quoi ? Sur l'enseignement primaire, sur le secondaire, sur le bac en béarnais, sur les universités, sur le travail en béarnais ? C'est le grand problème, il y a l'emploi, oui, mais aussi, très profond, ce besoin d'identité, de racines. Je me suis prononcé pour un département Pays Basque, pour un département béarnais. Ce n'est pas aller contre l'unité nationale, c'est renverser la proposition : notre pays a été fait par toutes ces variétés, il doit maintenant faire que toutes ces variétés, toutes ces diversités puissent s'épanouir.

● Pour conclure, comment envisagez-vous le devenir de votre région, y a-t-il une alternative à ce Plan qui influera inmanquablement sur son avenir ?

D'abord, je crois à l'Aquitaine, j'aime l'Aquitaine, je crois à Bordeaux, aux villes et aux campagnes de cette région. Peu à peu se développe une idée Aquitaine, l'institution régionale chemine, il y a une petite armature qui se forge et l'Etat, évidemment, s'efforce de la combattre, car c'est un danger pour les Jacobins. Je ne crois pas du tout au Plan du Grand Sud-Ouest qui n'est qu'une série de crédits octroyés, il aurait fallu une réflexion plus profonde au niveau des habitants et des besoins, car il y a de plus en plus d'hommes et de femmes qui réfléchissent à l'avenir de l'Aquitaine. Quant à l'alternative, évidemment pour moi c'est le changement, le changement politique.

Propos recueillis par
Maurice Guillot

AVA 15 ans d'expérience en AUDIO VISUEL...

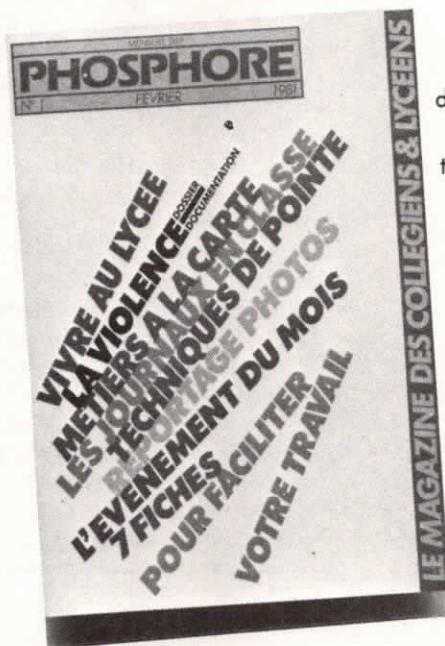
Dans le Sud-Ouest qui dit mieux ?

Labo de langues, magnétoscopes, caméras vidéo, etc.
et surtout un vrai service après-vente

Audio Visuel Aquitaine Tél. : 16 (56) 27-11-29
33410 CADILLAC/GARONNE

PHOSPHORE

LE PREMIER MAGAZINE DES LYCÉENS ET COLLÉGIENS



Magazine pratique
avec des dossiers permettant de rédiger des exposés,

avec des fiches détachables pour mieux travailler en classe, faire des recherches,

avec un service d'orientation pour mieux choisir : sa langue vivante, sa seconde, son bac, son avenir...

Magazine d'actualité
avec des reportages,
des articles sur le monde des techniques,
des informations sur les films, le sport, la télé.

PHOSPHORE pour tous les lycéens et collégiens, garçons et filles, de la troisième à la terminale, qu'ils poursuivent des études scientifiques, littéraires, techniques, professionnelles.

PHOSPHORE
EST ÉGALEMENT EN VENTE CHAQUE MOIS
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**POUR RECEVOIR PHOSPHORE CHAQUE MOIS CHEZ VOUS
ABONNEZ-VOUS EN COMPLÉTANT LE BON CI-DESSOUS**

Bon d'abonnement à PHOSPHORE

Découper et retourner ce bon accompagné du règlement correspondant (chèque bancaire ou postal 3 volets) libellé à l'ordre de Bayard-Presse à : BAYARD-PRESSE, 3, rue Bayard, 75393 PARIS CEDEX 08.
Tarif d'abonnement : 1 an (12 numéros) : 220 F / Étr : 240 F.

NOM/PRENOM _____ ECRIRE EN CAPITALES, N'INSCRIRE QU'UNE LETTRE PAR CASE. LAISSER UNE CASE ENTRE DEUX MOTS. MERCI
RESIDENCE / ESCALIER / BATIMENT _____
NUMERO _____ RUE / AVENUE / BOULEVARD OU LIEU-DIT _____
CODE POSTAL _____ COMMUNE _____
BUREAU DISTRIBUTEUR _____ T 0 1 E 2 C 2 F

drogue et violence

Drogue et violence : deux problèmes qui préoccupent la FEN parce qu'ils sont, à son avis, deux conséquences d'une société en crise où l'école n'est plus un milieu protégé mais, au contraire, un révélateur des conflits.

« **ABORDER** dans sa globalité le problème d'une jeunesse qui s'évade par des moyens suicidaires » : tel est l'objectif de la FEN en rééditant sa brochure *La drogue, une réalité, non une fatalité*. Si le fascicule précédent (1) était un « outil de travail pour tous ceux qui, dans les établissements d'enseignement, se demandaient comment aborder le problème », la nouvelle venue est avant tout « une brochure de réflexion et de propositions d'action » à laquelle fera vraisemblablement suite « une troisième édition plus opérationnelle ». a annoncé Michel Roy, secrétaire national de la FEN, chargé du secteur jeunesse.

La principale nouveauté réside dans la demande de création, au sein des établissements, d'un « comité d'accueil et d'information sur les problèmes de la jeunesse (CAIPJ), qui jouerait le rôle d'intégrateur pour les élèves nouveaux désireux de connaître l'école et de participer aux activités, et pourrait aussi être un multiplicateur d'informations de tous ordres ».

Dans le cadre de ce comité, précise la brochure, « une information sur les drogues devrait pouvoir être donnée à qui la demanderait, par des personnes volontaires : élèves, parents, personnels de l'institution scolaire qui auraient elles-mêmes des bases très sérieuses et pourraient solliciter la venue de spécialistes faisant autorité pour des conférences, débats, tables rondes avec projections de films, de diapositives, etc. ». Ce comité d'accueil pourrait ainsi proposer deux types de réponses, individuelles et collectives. « Il ne s'agit ni de banaliser, ni de grossir ce problème de la drogue. C'est un appel à l'autodéfense que nous lançons afin de mettre l'accent sur la prévention et non sur la répression », a déclaré André Henry, secrétaire général de la FEN, attirant l'attention sur les autres dangers que représentent notamment l'alcoolisme (mille neuf cents victimes en 1980 contre cent soixante-dix-sept pour la drogue) et le tabagisme.

Pour la FEN, c'est avant tout un problème de société encore aggravé par « les concentrations inhumaines

d'adolescents dans des établissements démesurés, lesquelles portent en germe la violence, la délinquance et le désir d'évasion sous toutes ses formes ». A quand « les communautés éducatives à visage humain » ? Ce dédoublement des établissements est l'une des douze mesures concrètes que réclame la FEN pour prévenir la violence. A cette proposition s'ajoutent d'autres suggestions, notamment « la consultation des représentants des personnels d'éducation, des parents et des élèves lors de l'élaboration des projets de constructions scolaires, la création dans les établissements de salles polyvalentes et spécialisées pour favoriser la rencontre et le dialogue,

gagner à tout

« LA carte scolaire » : c'est sur ce thème que la FCPE mène depuis plus d'un mois de nombreuses actions, tant sur le terrain qu'à l'échelon national. Fermetures de classes dans le premier degré (dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Rhône, du Finistère, de la Vienne et de l'Hérault, en Lozère, Haute-Savoie, Seine-Saint-Denis et Seine-et-Marne), suppressions de postes et fermetures de sections de LEP dans le second degré dans les départements du Rhône (149 suppressions de postes annoncées, dont 11 dans les collèges), de la Sarthe (45 suppressions dont 41 dans les collèges), du Vaucluse (25 fermetures de sections de LEP), dans les Yvelines, en Lozère, et Haute-Savoie.

La FCPE s'inquiète d'autant plus, a indiqué Jean Andrieu, son président, que « dans le domaine de la formation professionnelle initiale, tous les créneaux porteurs d'emploi sont pris en charge par l'enseignement privé. Ainsi, il n'est pas possible de trouver à Paris une section « motocycles » qui ne soit pas aux mains de l'enseignement privé ; en Haute-Savoie, on refuse systématiquement des ouvertures de sections « hôtellerie et sport touristiques » car il y a une sorte de monopole de fait du secteur privé ; et dans le Vaucluse, alors que l'on

(1) Voir l'éducation n° 342 du 2 février 1978.

Tout comme la FEN, Monique Pelletier, ministre délégué à la Condition féminine et auteur d'un rapport sur la drogue, met l'accent sur la prévention. « Le problème de la drogue est un problème difficile au sujet duquel il ne faut pas dire et faire n'importe quoi », a-t-elle indiqué à l'issue du Conseil des ministres du 4 mars, en annonçant une action interministérielle dans laquelle dix ministères (dont celui de l'Éducation) sont concernés. Le ministre a également souligné la nécessité de développer une information adaptée en direction des jeunes et des familles, de donner une formation à tous les intervenants (policiers, magistrats, médecins et éducateurs) et d'assurer une coordination formelle et informelle entre les responsables. Deux écueils toutefois : d'une part, la forte pression aux frontières françaises des drogues en provenance de pays (Iran, Turquie, Pakistan, Afghanistan) où la déstabilisation politique rend difficile le respect des accords internationaux et le contrôle de la circulation des drogues (héroïne et cocaïne notamment), d'autre part le caractère polymorphe et la variété des produits utilisés par les jeunes (médicaments et produits destinés au ménage détournés de leur usage normal).

la multiplication des CDI et des foyers de loisirs, l'attribution d'un local spécifique à chaque unité pédagogique, l'aménagement harmonieux des lieux de restauration, l'accroissement du nombre des conseillers d'éducation (un « surveillant-animateur » pour cent élèves) et la redéfinition de la mission de ces derniers, et enfin l'amélioration des conditions de travail et de l'insertion dans l'équipe éducative des personnels non enseignants ».

Réunies pour la première fois en un ensemble cohérent, ces propositions (qui ne sont pas nouvelles pour la plupart) permettraient à l'école de « faire face avec ses moyens propres au malaise actuel de la société ».

réactions tous azimuts

APRES l'annonce, le 22 février dernier, des mesures prises par le Conseil des ministres en matière de progression indiciaire des instituteurs, les syndicats ont fait connaître leur mécontentement et leur volonté de réaction.

Le SNI-PEGC avait, dès le 22 février, signalé qu'il maintenait l'ordre de grève prévu de longue date, pour le 9 mars (voir notre n° 447). Il est, sur ses positions, conforté par la FCPE qui considère qu'« au-delà de la question de la revalorisation des instituteurs, [...] les objectifs de cette grève rejoignent très largement les siens, en particulier ce qui relève de la bataille de la carte scolaire ».

Par contre le SGEN rend très largement responsable le SNI-PEGC de ce qu'il qualifie de « véritable provocation » gouvernementale : « En acceptant de discuter d'abord la nouvelle formation, ensuite le reclassement, il a lui-même fabriqué le piège dans lequel il est tombé. » Néanmoins, le SGEN a appelé ses adhérents « partout où les conditions

d'une action de masse unitaire seront réunies, à un arrêt national le 9 mars » et « demande au gouvernement que s'engage au plus vite une négociation véritable sur le reclassement indiciaire pour tous sans préalable dans la perspective d'un corps unique des personnels ».

Pour l'USNEF-CGC, les décisions du gouvernement sont inacceptables entre autres, « le fait de ne prendre aucune décision en ce qui concerne les instituteurs actuellement en fonction et les retraités, équivaut à créer deux catégories d'instituteurs ». L'USNEF-CGC a pris l'initiative d'une opération « Ecoles mortes » le 9 mars.

Enfin la CNGA et le SGEP expriment « leur profonde inquiétude quant aux méthodes de travail et aux objectifs de revalorisation au rabais qui président à l'élaboration de la nouvelle carrière des instituteurs et qui pourraient servir de base au renouvellement d'autres carrières de la Fonction publique ». Ils ont laissé à leurs adhérents le choix de leur attitude pour une participation à la grève du 9 mars.

Informations recueillies par
Michaëla Bobasch et Michèle Chouchan

prix

ferme vingt-cinq sections de LEP, on se prépare à ouvrir un CFA à Carpentras ».

Ces actions « carte scolaire », qui prendront des formes très diverses selon les besoins locaux, feront également l'objet d'une coordination à l'échelon national, qui s'est déjà traduite par deux déclarations communes avec le SNI-PEGC et le SNES. « Ce sera une action longue, répétitive, continue », a affirmé Jean Andrieu, bien décidé à « obtenir une amélioration des conditions de la rentrée 1981 et à gagner partout, à tous les niveaux, chaque fois qu'il y aura carence de l'Etat par rapport aux obligations qu'il s'est données en matière de service public ». C'est pourquoi, a-t-il annoncé, « désormais tous les problèmes de remplacement ou de surveillance non assurés, de sécurité non réglés feront l'objet d'actions juridiques systématiques contre l'Etat, sous forme de recours déposés auprès des tribunaux administratifs », et ceci en dépit des délais : environ quatre ans à Paris.

Il est vrai que deux recours ont déjà abouti : en Ile-et-Vilaine où certains enseignements prévus au programme n'étaient pas assurés, et dans les Pyrénées-Atlantiques où des élèves ont été blessés, faute de surveillance.

PHOTO-VIDEO - HIFI - CINEMA

Antenne
udio-visuelle
quitaine

CITEVOX

14, rue de l'Esprit-des-Lois
33000 BORDEAUX
T : (56) 81.22.57

CONSEIL
VENTE
INSTALLATION
MAINTENANCE



Etablissements scolaires
Associations

Collectivités
Individuels

Comme dans nos précédents numéros spéciaux, cette rubrique « à votre service » ne comporte que les renseignements présentant un caractère d'actualité. Notre prochain numéro, daté du 19 mars, traitera de tous les sujets habituels.

RTS

Au programme du jeudi 19 mars, sur TF 1 :

■ à 14 h 50, deuxième partie de l'émission **Les enfants immigrés**, au cours de laquelle des parents poseront des questions à un spécialiste sur les problèmes créés par l'intégration de ces enfants dans notre système scolaire ;

■ à 15 h 30, première partie de la série « Initiation à l'audiovisuel » destinée aux élèves et enseignants de troisième et du second cycle : **Les émissions pour la jeunesse**. Comment une équipe peut-elle réaliser des émissions pour une classe d'âge donnée ? Les auteurs font-ils appel à des spécialistes ? Quels sont les critères qui permettent de mettre en scène un type d'émission adopté par toute une génération ? Quelles en sont les retombées commerciales ? L'invité de Jacques Dugowson, Christophe Izard, répond à ces différentes questions ;

■ à 15 h 45, seconde partie de cette série : **Des images qui nous tombent du ciel**. Ces « images » sont celles de la télévision, transmises par une véritable chaîne d'installations techniques. C'est la retransmission en direct des « 24 heures du Mans », nécessitant des moyens techniques considérables, qui a été retenue pour analyser, des caméras au poste récepteur, l'acheminement de ces images électroniques ;

■ à 16 heures, rediffusion d'un « Dossier documentaire » CNDP/TF 1 : **J'ai rencontré l'homme de ma vie**. Empruntant son titre à une chanson de Diane Dufresne, cette émission propose un « tour du monde du mariage » par des reportages réalisés en Algérie, aux Etats-Unis, en Afrique noire et en France. Images et situations montrent comment cette institution est diversement vécue, imposée ou contestée ;

■ à 17 heures, **Une boîte à problèmes** (série « Atelier de pédagogie - Activités mathématiques ») s'adresse aux enseignants des écoles maternelles et élémentaires. Cette émission a été tournée dans un cours moyen de trente-quatre élèves d'une école de la banlieue lyon-

naise participant, depuis 1971, à une recherche conduite par l'INRP : « Etude des moyens d'expression dans l'apprentissage des mathématiques à l'école élémentaire ». En illustrant les objectifs des problèmes décrits dans les nouvelles Instructions pour le cycle moyen, cette émission se propose d'apporter aux enseignants une aide quant à la méthodologie de ces problèmes.

Egalement le jeudi 19 mars, mais sur Antenne 2, signalons une émission régionale que sa date de programmation fait correspondre avec ce numéro spécial : dans la série « Aquitaine au présent » produite par le CRDP de Bordeaux, **Chez nous, chez vous : Maria-Madalena** aborde le thème de la réinsertion, dans leur pays d'origine, des enfants d'immigrés ayant vécu plusieurs années en France ; telle cette adolescente de seize ans, Maria-Madalena, arrivée avec ses parents en Dordogne, à Terrasson, à l'âge de six ans, et qui envisage de retourner au Portugal.

agenda

conférence

■ **L'école et l'informatisation de la société : pour une pédagogie de l'environnement technologique**, par François Mariet, professeur à l'Université de Pau. Cette conférence se tiendra le **vendredi 20 mars**, de 15 à 17 heures, dans l'amphithéâtre de l'Ecole normale d'instituteurs de Paris (10, rue Molitor, 16^e). Pour tous renseignements : Claude Moreau 524-46-00, poste 469.

rencontres

■ **Dans le cadre des « Rencontres audiovisuelles du 29, rue d'Ulm »**, l'AFEF organise des projections-débats :

• **le 18 mars à 14 h 30**, projection de **La Normandie de Flaubert et Baudelaire Paris**. A travers ces deux films, l'évolution du film didactique, mais aussi et surtout une réflexion à mener sur le rapport du texte à l'image ;

• **le 25 mars à 14 h 30**, projection de divers documents réalisés avec des élèves (dans le cadre de P.A.C.T.E. ou de pratiques pédagogiques diverses) : deux petits films d'animation, un document vidéo dans le cadre d'un LEP autour d'une nouvelle de Balzac, enfin **A cloche-pied sur les frontières**, film sur les problèmes et la vie des jeunes immigrés en France. Ces projections fourniront l'occasion de

voir comment, concrètement, il est possible (ou difficile) de réaliser des productions audiovisuelles collectivement avec les élèves, ce que cela représente en temps, en effort, en argent, de quelles aides on peut bénéficier, etc.

Ces séances s'inscrivent dans le prolongement du n° 52 du **Français aujourd'hui** consacré à l'école et aux médias. Pour tous renseignements, s'adresser soit au **Français aujourd'hui** (548-81-77), soit au 29, rue d'Ulm (329-21-64, poste 356).

■ **III^e Semaine de la Jeunesse**, au Parc floral de Paris, du 21 au 29 mars. Placée sous le patronage du ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, elle est destinée aux jeunes de 15 à 25 ans, aux enseignants et aux responsables socio-culturels. Rassemblant un grand nombre d'organismes (fédérations sportives, associations de jeunesse, grandes administrations, entreprises publiques ou privées), cette Semaine est organisée autour de trois pôles d'intérêt :

• **Le carrefour « Information Jeunesse »**. Parmi les thèmes traités : quelles études faire ; choisir un métier ; l'informatique, la télématique, la vidéo ; les jeunes et le tiers monde ; la santé ; l'année des handicapés ; les loisirs culturels et scientifiques.

• **Le Forum des sports** : initiation des visiteurs ; démonstration ; rencontres avec les champions ; les métiers du sport.

• **L'environnement, l'avenir** : le milieu naturel et sa protection ; les énergies nouvelles, les nouvelles techniques au service de la qualité de la vie.

Pour tous renseignements : Association pour la Semaine de la Jeunesse, 14, boulevard Montmartre, 75009 Paris. Tél. : 770-47-92 ou 523-34-64.

stages

■ **L'enfant et l'art contemporain**. L'Atelier des enfants du Centre Georges-Pompidou organise des stages d'expression artistique à l'intention des enseignants, des animateurs et du personnel éducatif des musées. Ces stages conduisent à une réflexion sur les différentes approches et pratiques possibles de l'animation avec les enfants. Les deux prochains de ces stages auront pour thèmes :

• **Expression corporelle et arts plasti-**

Le numéro de téléphone du Théâtre des Cinq-Diamants, dont nous signalons le spectacle pour enfants dans notre n° 445, est **588-01-00** et non 580... Que nos lecteurs veuillent bien excuser cette « coquille ».

ques les samedi 21 mars (après-midi) et dimanche 22, samedi 28 mars (après-midi) et dimanche 29 ;

• **L'enfant et l'audiovisuel** les mercredi 8 avril, jeudi 9 et vendredi 10.

Pour tous renseignements complémentaires et calendrier détaillé : Atelier des enfants, Centre Georges-Pompidou, 75004 Paris. Tél. : 277-12-33.

■ **Initiation à l'audiovisuel.** Quatre stages sont proposés par le CREAV (Centre de recherches et d'études audiovisuelles) du 5 au 11 avril à Marans (près de La Rochelle) : vidéo légère ; diaporama ; initiation à la photographie ; perfectionnement à la photographie. Prix de chaque stage : 1 100 F, comprenant l'hébergement. Possibilité de convention professionnelle. Pour tous renseignements : CREAV, 3, avenue Gaston-Phoebus, 64000 Pau (tél. : [59] 32-01-80) ou CREAV, 12, rue A.J.-Gabriel, 17000 La Rochelle (tél. : [46] 34-24-26).

exposition

■ **Tout s'encadre**, jusqu'au 31 mars, tous les jours sauf dimanche, de 9 heures à 17 h 45, au Centre de l'encadrement (34, rue René-Boulanger, Paris 10^e — tél. : 206-11-53). Cette exposition met en valeur des sujets très divers : classiques tels que dessins et gravures, mais aussi une grande variété d'objets insolites, de l'herbier aux chaussons de danse, du timbre aux médailles. Tous ces ouvrages ont en commun d'être chargés d'histoire, d'affection, de souvenirs...

au B. O.

on rappelle

■ **LES TEXTES** réglementant les équivalences des **certificats d'études spéciales de médecine et de pharmacie**, session de 1981 (instruction du 29 janvier 1981 — B.O. n° 6).

■ **LE RELEVEMENT**, à compter du 1^{er} janvier 1981, du plafond de la **Sécurité sociale** (68 760 F par an) et les incidences de ce relèvement sur les régimes applicables aux personnels de l'Etat (circulaire du 14 janvier 1981 — B.O. n° 7).

on publie

■ **LE PROGRAMME** de formation du

Service de la formation administrative et des centres associés au SFA pour les deux derniers trimestres de l'année scolaire 1980-1981 — personnels de l'administration scolaire et universitaire, personnels médico-sociaux, personnels des catégories C et D (note de service du 10 février 1981 — B.O. n° 7).

on modifie

■ **LES MODALITES d'organisation**, la nature et le programme du concours interne de recrutement des **secrétaires administratifs d'administration centrale** et des **secrétaires d'administration universitaire** (quatre arrêtés du 18 décembre 1980 — B.O. n° 7).

■ **LES TAUX des indemnités de charges administratives** allouées à certains personnels de l'Education nationale avec effet du 1^{er} janvier 1981 (arrêtés du 31 décembre 1980 — B.O. n° 7).

■ **LE REGIME INDEMNITAIRE** des instituteurs titulaires chargés du remplacement dans les **sections d'éducation spécialisée** (note de service du 3 février 1981 — B.O. n° 7).

on commente

■ **LES PROGRAMMES des classes de mathématiques supérieures et de mathématiques spéciales M, M', P, P'** (note de service du 27 janvier 1981 — B.O. n° 7).

on annonce

■ **LE CONCOURS P.ACT.E 1981** de la Fondation de France, sur le thème « L'histoire de France, les événements, les hommes, les techniques » (note de service du 9 février 1981 — B.O. n° 7).

■ **LE DEUXIEME SEMINAIRE FRANCO-ALLEMAND** de formation mutuelle pour les professeurs d'allemand en fonction dans le deuxième cycle des établissements publics d'enseignement du second degré, Düsseldorf, du 28 juin au 11 juillet 1981 (note de service du 22 janvier 1981 — B.O. n° 7).

on réajuste

■ **LE MONTANT DE LA CONTRIBUTION** annuelle de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des **établissements d'enseigne-**

ment privés placés sous contrat d'association à l'enseignement public pour l'année 1980-1981. Minimum, tronc commun des collèges : 1 430 F ; maximum, sections de techniciens supérieurs TS3 : 3 350 F (arrêté du 30 janvier 1981 et circulaire du 3 février 1981 — B.O. n° 7).

on précise

■ **L'ORGANISATION** de la préparation au **certificat d'aptitude professionnelle** — période transitoire (note de service du 12 janvier 1981 — B.O. n° 7).

■ **L'ORGANISATION** du stage de **perfectionnement linguistique en URSS** à l'intention des professeurs français de russe de l'enseignement du second degré (note de service du 11 février 1981 — B.O. n° 7).

■ **LES INSTRUCTIONS** relatives à la session de 1981 des certificats d'études supérieures de **chirurgie dentaire** (note de service du 4 février 1981 — B.O. n° 7).

■ **LES MODALITES** d'application de la loi du 17 juillet 1980 sur l'**allocation post-natale** ; conditions d'ouverture du droit et service de l'allocation (circulaire du 15 janvier 1981 - B.O. n° 8).

■ **LE CALENDRIER** des épreuves écrites des **concours de recrutement de professeurs et professeurs techniques** des ENNA et des centres de formation de professeurs techniques pour la session de 1981 (arrêté du 6 février 1981 - B.O. n° 8).

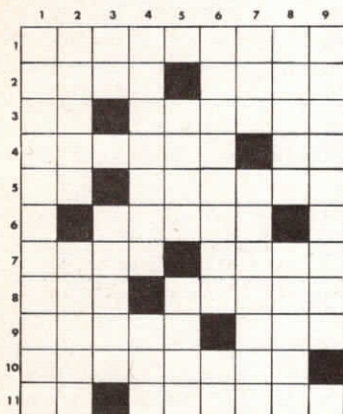
■ **LES MODALITES** des élections des représentants des personnels au **Conseil de l'éducation populaire et des sports** (note de service du 24 novembre 1980 - B.O. n° 8).

■ **LA MISE EN ŒUVRE** du mouvement des **personnels enseignants d'EPS** dans le secteur non informatisé : premier mouvement manuel, commissions administratives paritaires centrales du 24 avril 1981 (note de service du 6 février 1981 - B.O. n° 8).

on fixe

■ **LE REGIME** des allocations servies aux personnels non titulaires de l'enseignement public et de l'enseignement privé sous contrat d'association en cas de **perte d'emploi** : allocation de base, allocation spéciale, allocation de fin de droits (note de service du 3 février 1981 - B.O. n° 8).

problème 377



Horizontalement. 1 - Ses habitants ne boivent le thé que par zéro degré. 2 - Antillais sorti de la mélasse - Un grand nombre de pieds carrés. 3 - Alternative - Il fait tourner la terre à Vallauris. 4 - Style « corsé » - Valeur s'attachant au cercle. 5 - Négation - Elles ne pourraient émouvoir un crocodile. 6 - Il faut s'étaler pour la ramasser. 7 - Qui a du mal à lever le pied après avoir trop levé le coude - Capitale du Nord. 8 - Il porte une aigrette à la cour comme dans le bois - Pays où Géricault a joué de la trompette. 9 - Il s'échappe lors d'un passage à la casserole - Cours primaires. 10 - Vendre du whisky frelaté aux gogos, par exemple. 11 - Article - Joyeux défoulement populaire.

Verticalement. 1 - Berger pouvant croiser un bouvier des Flandres. 2 - Quand on l'a pris, on ne peut plus couper à la toux - Chariot pour Charcot. 3 - Capté - Marteau de tailleur. 4 - Elever ou rouler - Toujours de mauvaise humeur quand il est blanc. 5 - Machine à refouler les ânes de première - Il fit un célèbre baptême en Champagne. 6 - On y vit flancher les ailes de l'Aigle lors de son dernier vol - A l'est de l'Europe et à l'Ouest de Perse. 7 - Adverbe - Battues par le chef, le sous-fifre les respecte. 8 - Bonne pâte qui doit se reposer avant de sauter - Possessif. 9 - Ils permettent aux fumistes d'obtenir une bonne conduite.

solution du problème 376

Horizontalement. 1 - Méridiens. 2 - Alésia - Aa. 3 - Tapon - Ecu. 4 - Etoiles - Et. 5 - Lèse - Elle. 6 - Ae - Ev - Elu. 7 - Es - Es. 8 - Sierras. 9 - Illinois. 10 - Eliminées. 11 - Référence.

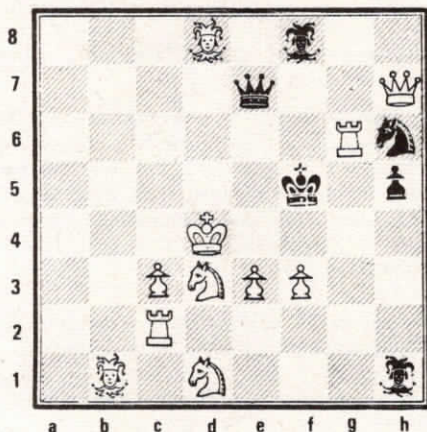
Verticalement. 1 - Matelassier. 2 - Elatée - Ille. 3 - Repos - Gélif. 4 - Isolée - Rime. 5 - Dine - Vernir. 6 - la - Se - Saône. 7 - Le - Sien. 8 - Nacelle - Sec. 9 - Sautieuse - Se.

par Pierre Dewever

à chaque Fou sa marotte

problème 11

Douze variantes de la Dame noire dans ce « deux coups » de Brenander (1916), avec autant d'échecs au Roi blanc : c'est un tour de force !



Mat en deux coups
2 points pour la clé

Envoi des solutions à

Jacques Négro, « Echecs », Nice-Matin
B.P. 23, 06021 Nice Cedex

Date limite des réponses : 2 avril

solution du problème 9

Clé : 1.Da7! (si 1...Rg1 ou Rf2, Rg3, Rxh2)
2.Td2 (Tg4, Te2, Tg5) mat - 2 points.

la cage aux singes

Les amateurs de la « contre » Orang-outan doivent, à tout moment, être prêts à contre-attaquer. Les Blancs, disposant de plus d'espace, ont l'initiative dans ce genre de début. La partie ci-dessous fut jouée au Tournoi européen de 1973 entre l'Américain Esosue (Blancs) et le Français Druet.

1.b4 ? !
Une idée du maître A.P. Sokolsky, à laquelle il a consacré un livre.

1...e5.
Egalement jouable : 1...d5 ; 2.Fb2 e5 ; 3.Fxe5 Cc6 =.

2.Fb2 Fxb4 ; 3.Fxe5 Cf6 ; 4.c4.

A envisager : 4. Cf3 d5 ; 5.e3 Fd6 ; 6.Fb2 c5 =.

4...0-0.
Bien meilleur que 4...Fé7 ; 5.Fb2 c5 ; 6.Cc3 0-0 ; 7.Cf3 d5 ; 8. cxd5! (Garthen-Hoff, RDA, 1980).

5.e3.
Les Blancs doivent faire face à une situation difficile de développement. 5.Cf3 Cc6 6.Fb2 d5 ; 7.cxd5 Dxd5 =.

5...d5 ; 6.Dç2?!
Sokolsky préfère : 6.cxd5 Cxd5 ; 7.Cf3 Te8 ; 8.Fb2 =.

6...Te8 ; 7.Fb2 d4 !
Ferme la porte au Fou.
8.Db3 c5 ; 9.Fe2 Cc6 ; 10.Cf3 Fa5.

Un coup tranchant qui vise « h2 » ! (via c7).

11.0-0 Dd6 ; 12.Ca3 a6!

Autrement 13.Cb5 !

13.h3.

Cet affaiblissement était inévitable à cause de la menace sur le Ph2.

13...Fc7 ; 14.Te1?! Ce4!

La double menace... Cxd2 et Cxf3+ donne le dernier assaut.

15.Ff1?

Si 15.Dc2 Ff5 ! 15.Tad1 pour éviter le pire.

15...Cxd2 ! 16.Abandonnet.

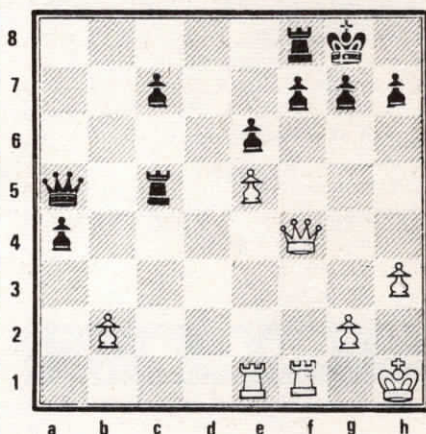
Menace la Dame, bien sûr..., mais surtout 16...Cxf3+ et 17.Dh2 mat.

tonton Mat vous propose

sixième question

Un jeune élève m'a affirmé un jour que rien ne lui était plus familier que le « mat du couloir » et que plus jamais il ne s'y laisserait prendre.

On est en droit de s'étonner d'une affirmation aussi optimiste car certains mats du couloir sont de véritables « casse-tête niçois » et il n'y a pas un maître qui ne s'y soit laissé prendre au moins une fois.



Trait aux Blancs

Dans cette position, un mat du couloir semble hors de question ; du reste, avec deux pions en moins, les Blancs semblent bien mal partis.

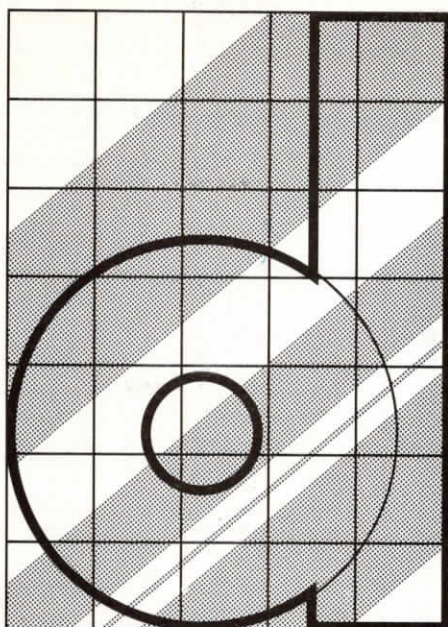
1.Td1 semble être un bon coup mais malheureusement insuffisant si les Noirs jouent 1...Td5!

A vous de jouer : pour trouver l'ouverture, une diversion est nécessaire. Après une rapide percée sur l'aile gauche, les Blancs terminent par le mat ou le gain d'une pièce. Voyez-vous comment ?

solution de la cinquième question

2...g6+! ; 3.Rh3 g4+ ; 4.RN-j? et pat (partie Troger-Krauthaim, 1939).

par Jacques Négro



Renseignements:
Foire Suisse d'Echantillons CH-4021 Bâle/Suisse
Téléphone 061 26 20 20, Télex 62685 fairs ch

18^e
DIDACTA/EURODIDAC
18^e Foire Internationale du Matériel Didactique
24-28 mars 1981 Bâle/Suisse

Le plus grand et le plus international des collèges du monde invite à la visite.

A l'intention de vos élèves une enquête éducative sur l'eau



L'eau est un des éléments les plus indispensables à la vie. Vous êtes déjà nombreux à en avoir pris conscience qui depuis plusieurs années étudiez ce thème avec vos élèves. C'est pour répondre à ce besoin d'information et pour vous aider dans votre rôle d'éducateur que la société des eaux minérales d'Evian vient d'éditer à votre intention un document intitulé :

"Enquête sur l'eau de boisson"

Ce document pédagogique (1) est constitué de trois supports :

1. -Un dossier "le droit à l'information" sur l'ensemble des produits de la société et les questions qu'ils posent servant de base documentaire aux enseignants⁽²⁾.
2. -Six fiches d'enquête destinées à guider la recherche personnelle des élèves, sous la conduite de leur professeur, retraçant le cycle de l'eau dans la nature, sa composition, sa filtration, son transport, ses contrôles, son importance pour la santé.

3. -Douze diapositives illustrant les fiches.

Le service relations consommateurs de la société des eaux minérales d'Evian - 104, Avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly Sur Seine - vous le fera parvenir contre la somme de 15 francs en timbres-poste, jointe à votre demande, pour frais de tirage et de port (premier tirage limité à 1000 exemplaires).

(1) S'adressant plus spécialement aux enfants des C.M., 6^e et 5^e.
(2) Ce dossier, réalisé à l'intention des Organisations de Consommateurs, des Journalistes et spécialistes de la nutrition, peut être envoyé seul et gratuitement.



COMITE D'ACCUEIL

de l'enseignement public

Tour Palatino, 17 Avenue de Choisy
75 643 PARIS Cédex 13
Tél. 584.12.55

Voyages Sorties

à l'étranger **Eveil** en France

Séjours

linguistiques
sportifs
culturels



Ed3

2390 F

Gaspillez le soleil pas votre argent...



2 semaines de rêve
le long du golfe de Calvi.
Tout compris : repas avec table
de plus de 40 hors-d'œuvre,
bungalow, animation, voyage par avion
à partir de 2 390 F départ PARIS
1 990 F départ MARSEILLE

Demande de documentation complète

CLUB OLYMPIQUE

3, rue de l'Echelle 75001 PARIS
Tél. 260.31.62

M Adresse Code Postal

E 12.3

échanges et recherches

location (offres)

- 73-Chalet 8 pers., print. T. (70) 05-44-95.
- Savoie, 5 pers., gd cft, 305 F/sem. Tél. : (35) 74-20-69 ap. 17 h.
- 73 Stat. près Corbier, ski, Pâq. T. (79) 56-81-76 h. r.
- Creuse, 2 pces, cuis., cft, juil., août, sept., plan d'eau. Tél. : (55) 82-34-87.
- Près Toulon, studio nf, cft, calme, balcon sud, 3 pers., août 2 800 F. Ecr. P.A. n° 148.
- 24-Gîtes ruraux 4-8 pers., 2 épis, cft, ttes pér., sf août. Tél. : (53) 05-71-60.
- Serre-Chevalier, studio sud 4 pers., tt cft, 22 au 29-3. Tél. : (25) 05-14-01.
- 12 km Nice, collines nig., vil'a 4 pers., pisc., jard., 15-7 au 31-8. Ecr. P.A. n° 149.
- 05-Ancelle, appt 4-5 pers., calme, ski sem., été, qz., ms. Tél. : (92) 55-47-08 soir.
- 37-7 km Tours, villa 4 pers., gd cft, jard., gar., TV, juil. Tél. : (47) 51-01-94.
- Biarritz, studio 1/2 pers., park., prox. plage, avril 900 F, juin 1 200. Tél. : 326-58-33.
- 1°) 05-Merlette, ski, F2-F4, Pâq. + été. 2°) 17-plage, villa F4, été. T. (46) 34-75-87.
- Le Chesnay-Parly 2, loc. ann. studio type 3. Tél. : (35) 91-86-78.
- Chamonix, studio 1 pce, cuis., mblés 4 pers., mai à oct. Tél. : (29) 37-15-08.
- Tarn, 15 km Albi, mais. camp., gd pré, juin à sept. Soufflet, 82130 L'Honor-de-Cos.
- 22-Bretagne, ds bg, 18 km mer et Dinan, prop. ind., terr. clos, tt cft 4 pers., juin, juil. Ecr. P.A. n° 150.
- 04-Praloup, 8 pers., ski Pâq. été. 30-Port-Camargue, 6 pers., mer, Pâq. été. Gouzé, L. tech. Valence. Tél. : 43-79-77 poste 59.
- Côte Adriatique Italie, appts ds villas, loc. sem. Ecr. Mme Thouvenel, 69720 Saint-Laurent-de-Mure. Tél. : (7) 840-82-48.
- La Flotte en Ré, cuis., séj., 2 ch., e. g., él., 4-5 pers., cour, gar., juil., hors sais. Faquet, Hôtel de Police, 17000 La Rochelle.
- 85-Merlin plage, appt 6 pers., jard., 300 m mer, 100 m supermarché, Pâq., juin, juil., sept. Tél. : (51) 69-26-01.
- Basse-Auvergne, mais. cft 5 pers., 1600 F/ms, juil., août, Tardy, 14690 Mesnil-Villemont. Tél. : (31) 69-82-11 après 20 h.
- Nice, centre, mer, appt tt cft, séj., cuis., ch., dche, w.-c. ind., balcon, état nf, 3° ét. asc., 4 pers., juil., août. Tél. : (93) 85-22-15.
- 05200-Les Orres, chalet 8 p., juin, juil., août, ms, quinz. Ecr. Henri, 30, rue des Abeilles, 13001 Marseille.
- Savoie 1 700 m, soleil et repos, sp. hiver, vac. Pâq. et été, studios tt cft. Ecr. Lutzler, 48, rue Brossolette, 93320 Pavillons.
- Quiberon, prox. plages, F2 cft, 2 gdes pers., 2 enf., 1 loc. pr 2 ms juil.-août. Le Pogam, 16, rue Trentinian, 56100 Lorient.
- Cannes, 2 p., cuis., tt cft, terr., park., prox. bus, ts comm., soleil, vue mer panor., calme, verd., Pâq., print., été. Michaud, 2, r. Dr-Roux, 06110 Le Cannet. T. (93) 45-49-05.

CONDITIONS D'INSERTION

● 28 F (T.V.A. INCLUSE) LA LIGNE de 40 caractères, signes ou espaces, composition standard.
● EN SUS : cadre = 2 lignes ; filet = 1 ligne ; effets de composition + 20 %.
● POUR LES ABONNES : 50 % de réduction pour 5 lignes annuelles sur production de la bande d'abonnement à L'EDUCATION.
● REGLEMENT : joindre à la demande d'insertion le règlement correspondant par chèque bancaire, postal (les 3 volets) ou mandat-lettre au nom de L'EDUCATION. Factures établies seulement sur demande.
● FRAIS DE DOMICILIATION AU JOURNAL : cinq timbres à 1,40 F joints à la demande d'insertion.
● REPONSE AUX PETITES ANNONCES DOMICILIEES AU JOURNAL SOUS UN NUMERO : mettre chaque réponse dans une première enveloppe TIMBREE portant uniquement le numéro de l'annonce. Placer cette enveloppe affranchie et cachetée dans une seconde enveloppe à l'adresse de L'EDUCATION, Service des Petites Annonces, 2, rue Chauveau-Lagarde, 75008 PARIS. ATTENTION ! LE COURRIER INSUFFISAMMENT AFFRANCHI NE POURRA ETRE TRANSMIS.

NOUVEAUTÉ

Henri BELLUGOU
professeur d'Université

OCCITANIE

Nouveaux Contes
et Légendes
dessins originaux
320 p., PCB 45 F
Humour, histoire,
poésie, tendresse

Rappel : OCCITANIE

Légendes - Contes - Récits
2^e édition, 280 p., PCB 42 F

prix d'Académie
des Jeux floraux
Toulouse 1979

En librairie
Diffusion Hachette
CRDL, 5, chemin Carrosse
Toulouse
ou avenue Marché-Gare
Montpellier

H. BELLUGOU
14, boulevard Bessonnèau
Angers

NOUS EDITONS
VITE ET DIFFUSIONS BONS MANUSCRITS
EDITIONS REGAIN - MONTE-CARLO

- Presqu'île Queberon, appt confortable 6 personnes, juillet. Ecr. Le Brize, 50340 Siouville. T. (33) 52-45-49.
- 11-Port Leucate, appt 5 pers., prox. mer, tt cft, juin, juil., août, sept. Lamouret, Joël, 3, rue J.F. Desrousseaux, 59139 Wattignies. Tél. (20) 95-37-10.
- 05-Briançon, F5 tt cft, centre ville, px à à déb. 14 juil. 30 août. Ecr. Pascal Lucien, 05310 La Roche de Rame.
- 34-Cap d'Agde, studio 2 à 4 pers., r.d.j., accès pisc. privée, terr., loggia, bd mer, libre 26/7-15/8, 1 200 F/sem., sept., oct. px réduit. T. (70) 98-03-56.
- 56-Quiberon, mais. ind., jard., entrée voit., cft, prox. mer et centre ville, 3 pers., juil. et août 3000 F. Ecr. P.A. n° 151.
- 5 km mer, mont. F2 ds mais., pr couple, vac. T. (42) 80-95-86.
- Loisirs Rencontres en Queyras, séjours de vie collective ds station-village, 82 F/j à Pâques, été 1/2 sept. 63 F/j. T. (92) 45-70-82 ou (1) 899-37-45.
- Royan, appt 2/3 pers., cuis., s. à m., ch., w.-c. e. ch., frigo, très propre, calme, park., 400 m plage, 12/7 au 2/8, 9/8 au 30/8 2 000 F par séjour, Ecr. P.A. n° 152.
- 84-Camp., 4/6 pers., tt cft, calme, ranch, pisc., festiv., 1^{re} quinz. juil., 2^e quinz. sept. 1 000 F, 2^e quinz. juil. 1 300, 1^{re}-2^e quinz. août 1 500 F. Ecr. Mus Aimé, 84570 Villes-sur-Auzon. T. 61-82-20.
- 38-25 km Grenoble, chalet tt cft 6 pers., prox. lacs, 900 m alt., juil. M. Séaume, 6 ch. St-Jean, 38700 La Tronche. T. (76) 42-33-31.
- A 8 km du Col du Bonhomme (Vosges-Als.), ds ferme rénoverée, 2 pces, cuis., s.d.b., 3 pers., px à convenir après visite préalable. Tél. (89) 23-78-33 hors week-end.
- 33950-Piquey, 50 m plage Bas. Arcachon, appt ds villa, jard., pins, 4/5 pers., 3 000 F août, 2 000 sept. Jeantet, CIO, BP 670, 97262 Fort de France.
- Pornichet-la-Bau'e, loc. partie de villa, 2/5 pers., cft, jard., 300 m mer, prox. ts comm., juin à sept. Ecr. Gaudru, 5, bd Pasteur, 85100 Sables d'Olonne. T. (51) 95-22-51.
- Cannes, studio tt cft 3 pers., juin, juil., sept., oct. Crepin, 83170 Camps-la-Source. T. (94) 69-11-04.
- 05-Vars-Cloux, 2 studios 4 pers., cft, s/ pistes, 12 au 20-4 900 F, été. T. (42) 22-21-08.
- 66-F3 tt cft, 50 m plage, juin, juil., août, poss. qz. T. (68) 20-09-77.
- Cap d'Agde, villa 4/6 pers., jard., 800 m plage, juin, juil., sept. T. (63) 54-10-12.
- 74-Les Contamines près St-Gervais, chalet ind. 5 pers., juil. T. (25) 82-27-10.
- 67-Villa colline Vosges, 20 mn Strasbourg, vue impren., terr., verger, tt cft 5 pers., août 1 300 F/sem. Lauth, coll., 67170 Brumath.
- 44-Le Pouliguen, prox. plage, villa cft, 4/5 pers., jard., juin, juil. Ecr. Loyer, 2, quai J. Bart, 44610 Indre. T. (40) 86-02-07.
- 88-Htes Vosges, prox. lacs, forêts, chalet cft, calme, air pur, indép., âtre. Febvay J., le Mas Clos, 88290 Saulxures.
- Coll. 1. Provence 26 sud, ferme rest. mblée, calme, cft, 5/7 pers., Pâq., mai, juin, août, sept., 15 j. 1 250 F. T. (75) 46-74-57 ap. 17 h.

échanges et recherches

- Cap d'Agde, studio 4 pers., jard. + loggia, ttes pér. T. (63) 54-33-02.
- Nice F3 nf ttes pér., prox. mer et com., tél., interph., TV, terr., gar., 4 pers. T. (76) 96-35-28.
- Morgins-Valais 1 400 m, stat. hiv.-été, gd studio 4 pers., tt cft. Abbou, 5, rue Lanquette, Paris 12^e. Tél. 340-45-20.
- Rosas (Costa Brava), gd studio tt cft, juil. 1 200 F, août 1 500, sept. 1 000. Ecr. Egéa, pass. des Cèdres, 83000 Toulon. T. (94) 03-10-72.
- 06-Mandelieu, 1 km mer, pavillon calme, 2 p., douche, jardin, 4 personnes maximum. Ecr. P.A. n° 153.
- Savoie-La-Norma, appt 6/8 pers. tt cft, ds chalet, pd pistes ski, 21-28/3, été, calme, for., prom. Parc Vanoise. T. (79) 05-14-78.
- 17-St-Georges de Didonne, ensgts 1. villa F4, gar., jard., 800 m plage et 400 m centre, 15-6 au 15-7 (ms ou qz.) et août. T. (55) 63-02-32 après 20 h.
- Nice, près plage et comm., bel appt tt cft, 3 p. bns, cuis., terr., TV, 5 pers., max., juil. 3 800 F, août 4 000. Malet, rue Chauvets, 48300 Langogne.
- Côtes du Nord Lanloup Bréhec, 5 mn plage, ferme tt cft 8 personnes du 28-3 au 18-4, juin, juillet, septembre. T. Guyon (95) 33-12-67.
- 64-Pyr.-Gourette 1 400 m, studio 4/6 pers., été, sem., quinz. St-Paul, coll., 47500 Fumel.
- 05-St-Jean - St-Nicolas 1 180 m, appt r.d.c. villa, 5 pers., tt cft, Pâq., juil., sept. Blanc Gras Pierre, 05260 St-Jean - St-Nicolas. Tél. : (92) 55-91-03.
- 85-Jard s/mer, villa 5 pers., enclos boisé, prox. for., plage et bourg, juil. et août. T. 80-42-15.
- Vacances Espagne Salou Méditerranée, 300 km Perpignan autoroute, prop. franc., appts tt cft, direct plage, loc. 2, 3, 4 sem. et vac. Pâq. forfait 1 000 F. La Pineda, 26, rue Beaubourg, 75003 Paris. T. 887-38-17.
- Les Vosges, avec leurs 400 gîtes ruraux, vous offrent des séjours agréables en milieu rural loc. à la sem. et en w-end, px réduits hors sais. Catalogue 1981 détaillé contre 10 F. Ecr. Gîtes de France, 13, rue A. Briand, 88000 Epinal. T. (29) 35-50-34.
- 29-Sud Guilvinec, port, plage, Pâq. à oct., appts tt cft 2 à 6 pers. Colin, Kerou'ar, 29215 Guipavas. Tél. : (98) 84-62-75.
- Biarritz, mblés tt cft, juil. quinz., ctre ville. Lagarde, 65200 Bagnères Big. T. (62) 95-02-93.
- Javrezac, 10 km Royan, mais, tt cft, cuis., s. eau, wc, 2 gdes ch., 3 lits de 2 pers., e, gaz, él., gd esp. vert, calme, juin à sept. sem., quinz. ou ms. M. Delage, Javrezac, 17120 Cozes. T. (46) 90-80-05.
- 50740-Carolles, mais, 1 km 200 plage, centre commerçants, gd salle, cuis., arr. cuis., 2 gdes ch. dt 3 lits 2 pers. + 1 lit enf., lavabos, dche, eau, él., gaz, juin, juil., août. sept. Mme Laba'lif, 20, rue de Verdun, 50300 Avranches. T. (33) 58-44-03 ap. 19 h abs. w-end.
- Le mas d'Artaude, Le Pradet Var, bd mer, reçoit en fév., mars à juin, sept. à déc. comités ent., gpes, stages, associat. (séj. ou passage). Ecr. Fédér. des Œuvres laïques de l'Ardèche, 8 bis, bd Mobiles, 07002 Privas. T. (75) 64-02-44.
- Vac. famil. grat. ds 40 pays. INTERVAC. 55, r. Nationale, 37000 Tours. T. (47) 20-20-57.
- Baie de Rosas-Espagne, 50 km Perpignan, appt tt cft 50 m plage sable fin, 6 ou 8 pers., séj., cuis., 2 ou 3 ch., s. e., w.-c., gde terr. face mer, park., ts comm. Ecr. P.A. n° 154.
- Savoie, mont. moyenne altitude, plus. appts mblés tt cft, ttes pér. d'été et ski. Tél. : (79) 65-80-02. Ecr. P.A. n° 155.
- Plage Midi, carav., mobil-homes, bungalows. Boisset, 34 Sérignan. Tél. (67) 32-26-17.
- 2-Alpes, au cœur du Massif de l'Oisans, ski d'été, beau studio 36 m² 4/5 pers., rand. mult., loisirs, sem. août 700 F, tarifs dégressifs. T. (76) 42-54-13.
- 64-Gourette, appt 6 pl., 13 au 21/4/81. 33-Arcachoon, appt 5 pl., juil., août. T. (56) 86-67-71.
- 22-Près Paimpol, pt port pêche, studio tt cft 2 pers., ch., cuis., frigo, e, g. él., w.-c., dche, août. Ecr. Thomas Y., collège, 22310 Plestin les Grèves.
- Fréjus, villa ind. tt cft 4-5 pers., Pâq., juin 2 000 F/qz. T. (7) 885-44-25.
- 83-Plan de la Tour, 9 km Ste-Maxime, appt 6-7 pers., gar., juil., août, sept. 3 000 F. Ollivier, 14, av. J. Jaurès, 38150 Roussillon. T. (74) 86-28-34.
- 19-Pays vert, ferme très calme, cft, 6 à 8 pers., sf 1-8 au 15-9. Boudy L., Perpezac le Blanc, 19310 Ayen. T. (55) 25-15-12 ap. 20 h.

PENSEZ A VOS VACANCES

Rég. Sud-Ouest, Belle plage de sable fin 3 km. Les pins, les dunes. Climat tempéré. Demandez listes locations été. Joindre timbre pour réponse. Agence TALON, Mme Dugas, gérante libre, B.P. 20, 17110 Saint-Georges-de-Didonne. Tél. (46) 05-07-36.

• Superdévouly, ski, studio 4 p., sud, Pâq., 1 600/qz. 5 au 19-4. T. (49) 86-20-95.

• Vendée, appt 2 p. tt cft, terr. s/plage, cuis., w.-c., bns, août, sept. Rabusseau, 1, rue J.-d'Arc, 41000 Blois.

• 05-Orcières-Merlette village, appt tt cft 3/5 pers., Pâq., été, sem., qz. ou ms. Blanc H., rue Ch. Aurouze, 05000 Gap. T. (92) 51-07-70.

• Salou-Esp., résidentiel appt 5/6 pers., juil., août 3 500 F, 50 % h. sais. T. (1) 899-46-07 soir.

• Bretagne sud, bd mer, mais ind. 3-5 pers., tt cft, Pâq., juil., août. Ecr. Mme Guenec, Bourg 56680 Plouhinec. T. (97) 36-76-28.

• Ensgt 1. 11 mois sur 12 villa neuve mblée, sise à Callian (83810), prox. lac, à 20 mn de Cannes, Mandelieu, surf. hab. 55,83 m² avec terrasse, gar., libre en juin 81, px loc. mens. 2 000 F. Ecr. Petit, 31, rue de la Gare, 38600 Gières.

• 2-Alpes 1 600-3 600 m, duplex 5 pers., cft, ski d'été, tennis, ts loisirs, px int., qz, ms. T. (76) 25-15-69.

• Tarn, 400 gîtes ruraux tt cft à ts les prix. Broch. grat. s/dem. Réserv. imméd. Loisirs, Accueil, Libr., anc. Préfecture, 81013 Albi. T. (63) 54-65-25.

le français aujourd'hui

La revue de l'AFEF

— 6 000 enseignants qui travaillent ensemble à renouveler

L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS

N°37 - Un autre réseau : le Technique

N°42 - De la 6^e à la 3^e sans manuel

N°43 - Les Contes

N°46 et 47 - Fenêtres sur la Presse (deux numéros consacrés aux travaux sur le journal)

N°48 - Des classes de français (dossier orthographe)

N°49 - L'Histoire dans la classe de français

N°50 - Le français à l'école élémentaire

N°51 - La Poésie : apprendre à lire et à écrire

N°52 - Les médias saisissent l'école

Mars 81 - Tout sur le français au collège dans le numéro 53
Collège 80

le numéro : 30 F
Renseignement et commandes :
Association Française
des Enseignants de Français
B.P. 32 - 92310 Sèvres

Pour l'Aquitaine :

— Des journées d'étude
— Des groupes de travail

Bordeaux : Marie-France Boireau
Résidence Les Cyclades - 2, rue
Démosthène - 33160 Le Haillan

Périgueux : Anne-Marie Lajot
rue Gilbert Privat - Le Grand Puy
Bernard - 24000 Périgueux

Toulouse : Éveline Charmeux
1, allée des Roses - 31520
Ramonville

(Suite page 72.)

échanges et recherches

(Suite de la page 71.)

location (demandes)

- Ch. fin 81 pav. 4/5 pl. banl. ouest, prox. Colombes, Courb., Asnières, Nanterre, vds au parav. 2 appts 2 p. Paris 13^e-15^e arrt. T. 372-74-05.
- Ch. studio 2 p., petite ville Bretagne, Jura, Lozère, Vosges, 7 au 21-4. T. (6) 941-66-92 bureau.
- Ch. 2 p. + s.d.b. Paris 14^e-15^e, fils ensgt sér. T.M. Colin, 657-11-10 p. 393 14 à 17 h.
- Ch. août loc. 3 pers., mer, Océan, Ardèche, Daguin, 14, rue Guynemer, 58 Nevers.
- Ch. pr 2^e qz. août chalet 5/6 pers. Chambray ou environs, Ecr. P.A. n° 156.

échanges

- Coll. éch. villa tt cft stat. côte granit rose 5/6 pers. c/mais, près côte Médit. ou Atl. juil. préf. Le Gonidec, rte de Kervoennès, 22730 Tregastel. T. (96) 23-80-45.
- Ech. été 81 villa 4 pers. Océan (9 km Royan) c/équiv. Alsace-Alpes. Dominot, Romegoux, 17250 St-Porchaire.
- Ech. F3 ds villa près La Baule 4/5 pers. direct plage c/équiv. côte Médit. 3 sem. entre 6/8 et 9/9. T. (26) 64-11-03 repas.
- Vacances en Angleterre, échange logements. Ecr. E.V.E., New Barn House, Toft road, Kingston, Cambs, G.B.

ventes

- Cévennes près Ganges (Gard) vds ds mais. anc. rén. 2 appts tt cft 65 et 85 m². T. 084-49-59 soir.



MOULIN ST-PIERRE
Fouleix, Dordogne
Tél. : 82-98-91

**ETANG et PARCOURS
de PECHE**

Ouvert toute l'année

— **AU FORFAIT** pour pêcheurs équipés
— **AU POIDS** : lignes et appâts fournis

Cadre ravissant, Aires pour pique-nique
Buvette, Barbecue collectif

route de Vergt à Bergerac

Voyages de fin d'études
NAOURS (Somme)
entre Amiens et Doullens
GROTTES-REFUGES III^e siècle
VIEUX METIERS - MOULINS A VENT
Parc de jeux - Buvette - Pique-nique
Prix scolaires

Renseignements :
Grottes NAOURS, 80114 - Tél. (22) 93-71-78

- Ensgt vd mais. ds vill. Savoie, hiv. prox. 5 stat. ski, été Vanoise, 5 p. 110 m², rénové caract., équipé 10 pers., cft, 260 000 F, poss. crédit. T. (7) 808-62-80 Lyon.

- Vds villa ds lotiss. 8 km Montpellier sur N 113, F4 2 niv., ch. gaz, gar., s.d.b. et s. e., accept. éch. F3 cft Côte Basque. Ecr. Marti, CES, 64120 Saint-Palais.
- Coll. vd Bastia, sur plage, sortie sud, bung. avec s.d.b. et kitch. équipés, + jardin. T. (78) 868-52-71.
- Vds Blois F3 petit imm. 3^e ét., cft Brun, 3, rue Latham, 41 Blois. T. (54) 78-52-26.
- Part. vd F2 exc. état, 55 m², prox. centre Bordeaux, petite rés., calme, 21 U. T. (56) 28-58-12.
- Ensgt vd cse chgt mais. briques pl. pied, exp. sud, ss mit., 4 ch., jard. 500 m², gar. 2 v., vill., résid. 15 km Lille, 52 U. Fleurbaix, T. (20) 57-49-92. h.d.b.
- Vds studio luxe mblé 4 pers., gar. R5. 2 Alpes, pd pistes, 33 U. T. (76) 34-09-35 après 18 heures.
- Vds ferme avec terr., proche stat. ski, 35 km Vichy. Navaron, 105, av. Vichy, 03300 Cusset.
- Vds Pyr. or., ds village 25 km mer, 15 km Perpignan, pd mont., mais. 2 ét., s.à.m., cuis., 5 ch., réduit, eau, gaz, ch. c. él., gar., gren., hab. de suite, 250 000 F. Ecr. C. Chailley, Dir. éc. Gr. 1, 77120 Boissy-le-Chatel.
- Vds F5 à Bayonne 64100, libre, expo. sud, vue mont., px 265 000 F, poss. rep. CFF. Tél. (59) 03-90-56.

hôtels - pensions

- Puy-de-Dôme, cadre except., prox. la Bourboule, Auberge St-Georges chbres, tt cft, cuis. très soignée, pens. 80 F TTC, 63610 Compain. T. (73) 71-21-12.
- Vacances réussies malgré budget minimum ? Solution facile ! Soleil, mer propre, plages sable fin et côte sauvage, ch. tt cft, tt année, Espagne toujours moins chère, pens. 106 FF, Hôtel Moderno, Rosas, Costa Brava, Espagne.
- LAC D'ANNECY, vac. Pâques, HOTEL ARCALOD, grd parc. DOUSSARD, 74210 Faverges. Tél. (50) 44-30-22. SKI 12 km. Pens. à partir 100 F TTC, groupes hors saison.
- Albiez-le-Vieux, village savoyard typique 1 500-2 100 m alt., chalet hôtel « La Maison Blanche » reçoit comités d'ent., grps, stages, assoc., familles (séj. ou passage), mai, juin, sept., oct., nov. Ecr. Orange bleue. 2, bl des Mobiles, 07002 Privas. T. (75) 64-02-44.
- Lullin-Hte-Savoie, Hôtel de la Poste, tél. 73-81-10, hiv.-été 88/98 F TTC, confort.
- SPORTS été-hiver - CLIMATISME Forfaits SKI hôtel - EXCURSIONS été SOLEIL des Pyrénées MEDITERRANEENNES Carref. tourir. : Font-Romeu, Espagne, Andorre
- ** Hôtel TRANSPYRENEEN - 66800 Enveitg Calme, parc, parkink, pens. ou 1/2 pens. Prix familles - Dépliant, Tél. : (68) 04-81-05.

- Classes nature Jura, pd Mont Dôle, Col de la Faucille 1 240 alt., anim/classe, pens. compl. 62 F 20/5 à fin juin. ADDEP 58, Insp. acad., B.P. 834, 58019 Nevers cx T. (86) 57-46-99.

centres de vacances

- CLASSES DE MER, tte saison, La Savinière ctre perm. de Savigny-s-Orge, en Vendée à la Tranche-s-Mer. Cadre remarquable, voile, char à voile, équitation, richesse d'éveil au milieu marin. Pens. compl. et encadrement. Prx étudiés. Ecr. ou tél. (51) 30-38-21. Séjours encore disponibles pour oct. 1981.
- Rech. jeunes prof. anglais pr encadrer séj. linguist. en Angleterre Pâq. ou juil. ou août. T. 969-67-25.
- Assoc. rech. directeurs habit. 200 km Paris max. CV Suisse, Autriche, petits effectifs enf., Pâq. dates Paris, été juil./août. T. 500-13-41.
- Monitrice dipl. 6-12 ans ch. colo rég. indif. juil., août. Lambert, coll. la Rabière, 37300 Joué les Tours. T. (4) 53-87-31.
- Cl. de nature ds la Mont. Noire à St-Ferreol, près d'un lac de 90 ha, poss. cl. de voile, vac. et stages pr ados. Base de plein air de St-Ferreol, 31250 Revel. T. (61) 83-55-90 ou mairie de Revel. T. (63) 83-54-16.

divers

- Pâques, rand. péd. « en Pais cevenol ». Guides du Languedoc, 19, av. St-Lazare, 34000 Montpellier. T. (67) 72-16-19.
- 84-Cœur Provence, camping-caravaning, achetez parcelle pr occupation et loc. Isnard, 06430 Tende.
- Vds contrat SCUC 74. T. (58) 45-90-25 à 20 heures.

- STAGES PHOTO ETE 81 ET RANDONNEES PEDESTRES dans les Alpes de Hte-Provence. Doc. s/demande à Groupe d'Animation Photographique, 22, bd Soustre, 04000 Digne.

- Pour rompre solitude, recevrais w-ends ensgte retraitée, agréable prop. camp., cft, espaces verts, calme, ou éventuel. longs séj., 150 km Paris. Ecr. P.A. n° 157.
- Randonnée pédestre insolite Pâques-été Larzac-Luberon, accueil à tous. petits groupes. A. Nicollet, guide, 34380 Viols.

RELATIONS AMICALES

corresp., renc. sorties, ttes régions, ts âges, milieux div. c/3 timbres. RENAISSANCE, B.P. 366, 13 - Marseille-2.

- POUR VOS ACHATS DE VINS DE BOURGOGNE, J.-C. BOISSET, 21700 NUITS-SAINT-GEORGES, propriétaire et éleveur en différents crus, vous adressera sur demande son tarif avec des conditions très particulières aux enseignants.



Je vous prie de m'abonner pendant un an à **l'éducation...**

FRANCE 120 F

offre
exceptionnelle 100 F
valable jusqu'au 18 avril

RÈGLEMENT

Chèque bancaire Mandat carte
Chèque postal Mandat lettre

à l'ordre de l'éducation - pour les chèques et les virements postaux : C.C.P. 31 680-34 F (La Source)

Destinataire NOM _____

ADRESSE _____

DEPART. RESIDENCE _____

Prière de nous contacter pour les expéditions par avion

ZIPCODE

76 80

PAYS (si Etranger) _____

Envoi de la facture à NOM _____

A remplir uniquement si vous ne payez pas vous-même votre abonnement

ADRESSE _____

Attention ! le bon ne doit pas être utilisé pour se réabonner, mais servir uniquement pour les abonnements nouveaux

A envoyer à « l'éducation », 2, rue Chauveau-Lagarde, 75008 Paris

Chère lectrice et cher lecteur,

Bien que vous ayez entre les mains ce numéro spécial de l'Education, vous n'êtes peut-être pas abonné à notre revue ?...

Profitez de l'occasion qui vous est offerte ! A titre exceptionnel, nous vous proposons l'abonnement d'un an pour les 31 numéros hebdomadaires et les 2 numéros spéciaux au prix de 100 francs.

Seule condition : votre abonnement, accompagné de son règlement, doit nous parvenir avant le 18 avril, le cachet de la poste faisant foi.

Si vous êtes abonné, en faisant bénéficier quelqu'un du bon ci-dessus vous lui rendrez service en lui faisant plaisir.

Bien amicalement à vous.

F. Silvain.

POURQUOI?

SELECTION
INEGALITES
CONDITIONNEMENT
INJUSTICE
AUTORITARISME
EGITISME
NATIONALISME

L'AFFAIRE DE TOUS

deux numéros sur l'enjeu des élections présidentielles

M. Adresse

- souscrit un abonnement à « Pourquoi ? » au prix de 88 F.
- souhaite recevoir le numéro de mars au prix de 11 F.
- souhaite recevoir le numéro d'avril au prix de 11 F.



Ligue française de l'enseignement, 3, rue Récamier - 75341 Paris Cedex 07 - CCP 4143-80 Paris U.